

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LA
QUESTION CATALANE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PAR

RAYMOND LAVONDÈS

MONTPELLIER

IMPRIMERIE SERRE ET ROUMÉGOUS, RUE VIEILLE-INTENDANCE 5

1908

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT EN DROIT

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER

FACULTÉ DE DROIT

MM. VIGIÉ, Doyen, professeur de Droit civil, chargé du cours d'Enregistrement.

BRÉMOND, Assesseur, professeur de Droit administratif.

GLAIZE, professeur de Procédure civile, chargé des cours de Voies d'exécution et de Législation financière.

LABORDE, professeur de Droit criminel, chargé du cours de Législation et Economie industrielles.

CHARMONT, professeur de Droit civil.

CHAUSSÉ, professeur de Droit romain.

VALÉRY, professeur de Droit commercial, chargé du cours de Droit international privé.

DECLAREUIL, professeur de Droit romain, chargé du cours d'Histoire du Droit public français.

MARGAT, professeur de Droit civil.

PERREAU, professeur de Droit civil approfondi.

MOYE, professeur de Droit international public.

RIST, professeur d'Économie politique.

BARTHÉLEMY, agrégé, chargé de cours de Droit constitutionnel.

ANTONELLI, chargé de cours d'Économie politique.

LABORDERIE-BOULOU, chargé de cours d'Histoire du Droit.

ROCHETTE, secrétaire.

MEMBRES DU JURY

MM. MOYE, *Président*.

GLAIZE,

BARTHÉLEMY,

} *Assesseurs*.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE MONTPELLIER — FACULTÉ DE DROIT

LA
QUESTION CATALANE

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

PAR

RAYMOND LAVONDÈS



MONTPELLIER

IMPRIMERIE SERRE ET ROUMÉGOUX, RUE VIEILLE-INTENDANCE 5

1908

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

On ne sait peut-être pas assez, en France, qu'il existe, sur la carte d'Espagne, une province riche, vivante, ouverte à la civilisation et au progrès, et qui s'appelle la Catalogne (1). On englobe presque toujours la Cata-

(1) La Catalogne occupe, à l'extrémité Nord-Est de la Péninsule ibérique, la région montagneuse comprise entre les Pyrénées au Nord, la Méditerranée à l'Est, et les anciens royaumes de Valence et d'Aragon, au Sud et à l'Ouest. Sa population est évaluée, d'après les derniers recensements, à 1.942.245 habitants, et son territoire occupe une superficie de 32.330 kilomètres carrés, légèrement supérieure, par suite, à celle de la Belgique. Au point de vue administratif, la Catalogne est divisée, depuis le décret royal du 30 novembre 1833, en quatre provinces : les provinces de Barcelona, de Lérida, de Gerona et de Tarragona. A la tête de chacune des quatre provinces catalanes, se trouvent un gouverneur civil, et un corps provincial qui porte le nom de Députation.

Au point de vue physique, la Catalogne est une région essentiellement montagneuse, dont les points culminants, le *Montseny*, le *Montserrat*, le *Montserrat*, varient entre 1000 et 1800 mètres. Le pays n'est véritablement fertile que dans la région maritime dont le climat tempéré permet une grande variété de cultures. La Catalogne est traversée, dans sa partie méridionale, par l'*Ebre*, dont le principal affluent, la *Sègre*, coule sur toute sa longueur en territoire catalan. Les autres rivières de la Catalogne, le *Fluvià*, le *Ter*, le *Llobregat*, sont des fleuves côtiers de médiocre importance.

Le sous-sol de la Catalogne est assez riche : il renferme des mines de houille, de fer, de plomb, de lignite, de sel. Mais toutes ces richesses ne sont pas toujours exploitées comme elles mériteraient de l'être, faute souvent de voies de communication.

logne dans l'appréciation défavorable que l'on porte ordinairement sur la nation espagnole, bien déchue aujourd'hui de son antique splendeur. C'est un tort : la Catalogne moderne ne ressemble guère aux autres provinces d'Espagne, et le peuple catalan lui-même ne présente que de rares analogies avec le peuple espagnol. Dans la grande famille des races ibériques, le Catalan occupe une place à part, une place qui lui est propre, et qui le rapproche beaucoup plus du Français du Midi que du Castillan ou de l'Aragonais. Il porte, d'ailleurs, très haut la fierté du nom catalan, et n'admet pas qu'on l'assimile à ses voisins de la Péninsule : il a la prétention d'être et de rester avant tout catalan.

Une telle indépendance de caractère suffirait déjà pour expliquer la tiédeur des relations que les Catalans entretiennent avec les populations du reste de l'Espagne. Si l'on ajoute, à cette indépendance de caractère, les velléités d'autonomie, parfois même les symptômes de séparatisme dont la Catalogne est, depuis de longues années déjà, l'ardent foyer, on se rendra mieux compte de la place considérable qu'occupe, dans les préoccupations intérieures de l'Espagne, la question catalane.

Il existe donc, de l'autre côté des Pyrénées, une ques-

La Catalogne n'a pas toujours été réduite aux limites actuelles. Le Roussillon et la Cerdagne, aujourd'hui terres françaises, ont pendant longtemps fait partie du Principat de Catalogne. De nos jours, tout le versant septentrional des Pyrénées est français, et les populations du Roussillon et de la Cerdagne n'ont gardé, de leur ancienne union avec la Catalogne, que leur idiome, qui est sensiblement le même que le catalan parlé de l'autre côté des Pyrénées. Personne d'ailleurs, en France, n'a jamais songé à suspecter le loyalisme des populations catalanes françaises, et l'on peut affirmer, sans l'ombre d'une hésitation, que les aspirations autonomistes, qui vont faire l'objet de cette étude, sont propres aux Catalans d'Espagne.

tion catalane : tout le monde aujourd'hui s'accorde à le reconnaître. Et personne également ne met en doute la cause profonde de l'agitation qui, de nos jours, sévit en Catalogne à l'état chronique. « Ce que l'on trouve au fond du problème catalan, écrit M. de Unamuno, l'éminent recteur de l'Université de Salamanque, ce n'est pas autre chose que de l'*anticastillanisme*, c'est-à-dire une profonde aversion pour l'esprit castillan et pour toutes ses manifestations. Voilà la vérité, et il serait absurde de la dissimuler. Au surplus et quoiqu'on en dise, cette aversion est réciproque..... » (1)

Telle est l'opinion d'un des hommes les plus instruits de l'Espagne contemporaine, et l'on ne peut que s'incliner devant une pareille autorité. Pour tout esprit non prévenu, il apparaît comme certain que le particularisme catalan procède d'un sentiment, non pas de haine, mais de défiance, de désaffection à l'égard des autres provinces de la Péninsule, et particulièrement de la Castille.

Les causes de cet antagonisme sont fort anciennes. La Castille a été, durant des siècles, le centre géométrique autour duquel a gravité toute la nationalité espagnole. Elle a imposé son esprit, sa manière, aux lettres, aux arts, à la philosophie, à la religion, à la politique espagnole. A partir du xvi^e siècle, tout s'est fait, en Espagne, *à la castillane*. Les autres régions n'ont plus eu aucune part dans la direction des affaires de l'État. Il est facile de comprendre les rancunes que cette attitude exclusive n'a pas manqué d'accumuler contre la Castille. De toutes les régions espagnoles, celle qui a le plus souffert de

(1) Miguel de Unamuno. *La crisis actual del patriotismo español*, article paru dans la revue *Nuestro Tiempo* du 25 décembre 1905.

l'effacement dans lequel était venue la plonger la toute-puissance de la Castille, c'est assurément la Catalogne, pour qui la formation de l'hégémonie castillane avait été le signal de la décadence. De là est née cette sourde mésintelligence entre Catalans et Castellans, que les siècles ont été impuissants à atténuer, et qui constitue encore de nos jours le fond même du problème catalan.

La question catalane n'est donc pas née d'hier, comme on est trop souvent tenté de le croire. Déjà posé au Moyen âge, le problème catalan se précisa encore lorsque la Castille, au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècles, entreprit l'absorption méthodique de la Catalogne, et se heurta, dans son œuvre d'unification nationale, à la résistance énergique des Catalans, jalousement attachés à leurs coutumes et à leurs libertés. Et plus tard, lorsque la Catalogne, devenue simple province de la monarchie espagnole, se releva brillamment de ses ruines au point de devenir la seule région vivante de la Péninsule, c'était toujours et plus que jamais la question catalane qui se posait entre la Catalogne, riche et prospère, et la Castille, pauvre et décadente, mais continuant à tenir la Catalogne sous le joug étroit de sa domination politique.

Dans le dernier tiers du ^{xix}^e siècle, la question catalane a pris une forme beaucoup plus précise ; elle a pris la forme de revendications régionalistes. C'est à ces revendications régionalistes que l'on réserve plus spécialement le nom de catalanisme. M. Marvaud définit ainsi le catalanisme.

C'est, dit-il, « un symptôme de l'état de malaise général, où est plongée, depuis de longues années, l'Espagne. » Et il ajoute : « Si la Catalogne en souffre davantage, cela tient sans doute à ce qu'elle est plus directement en contact avec les autres États européens, à ce qu'elle est plus

avancée que les autres provinces du royaume au double point de vue de la richesse économique, et de la maturité de l'esprit public. » (1)

Pour compléter et préciser ces explications, nous pouvons ajouter, dès maintenant, que les aspirations catalanistes se présentent sous le double aspect de revendications économiques et de revendications politiques. Au point de vue économique, les réclamations réitérées des producteurs et des fabricants de Catalogne ont toujours tendu à faire adopter par les pouvoirs publics un régime douanier ultra-protectionniste, permettant à l'industrie catalane de lutter avec avantage contre la concurrence étrangère, mais dont le moindre inconvénient est d'être en contradiction avec les intérêts généraux du reste de la Péninsule. Au point de vue politique, la centralisation à outrance et la mauvaise administration du pays ont conduit la Catalogne à protester contre la sujétion dans laquelle la maintient depuis si longtemps la Castille, et à réclamer son autonomie.

De telles prétentions, notamment les aspirations autonomistes de la Catalogne, peuvent paraître étranges en France et dans la majorité des états modernes, pour la plupart fortement unifiés et centralisés. Elles le sont beaucoup moins pour qui connaît l'Espagne et l'individualisme excessif des populations qui la composent. L'unité nationale — il est bon de le rappeler — a été beaucoup plus longue à se faire en Espagne qu'en tout

(1) V. l'article de M. Marvaud, paru dans les *Questions Diplomatiques et Coloniales* (16 juin 1907) sous le titre : *Un aspect nouveau du catalanisme. La solidarité catalane.*

autre pays, et l'on peut même dire qu'elle y est restée inachevée. (1)

Denos jours encore, la Péninsule est très loin de former une nation homogène. Sans doute, au point de vue de sa constitution interne, l'Espagne nous apparaît aujourd'hui comme parfaitement unifiée. Mais il n'y a là qu'une apparence des plus trompeuses : en réalité, l'Espagne comprend, dans les limites de ses frontières, des populations très diverses, n'ayant entre elles que d'assez rares affinités, et dont les intérêts et les aspirations sont le plus souvent en désaccord. Tout bien pesé, le type ethnique que l'on désigne ordinairement sous le terme général et vague d'*espagnol*, n'existe pas. Par contre, on trouve en Espagne des Castillans, des Andalous, des Catalans, des Basques, des Navarrais, etc. Il n'y a rien de très étonnant, par suite, à ce que le sentiment national soit excessivement faible parmi les populations qui composent la nation espagnole. (2) Si l'on ajoute, à cette faiblesse de l'idée de solidarité nationale, les sentiments individualistes qui caractérisent les différentes races habitant le sol de la Péninsule, on comprendra plus aisément comment ont pu naître et se développer en Catalogne les revendications régionalistes.....

Voici, dans ses grandes lignes, le plan que nous nous proposons de suivre au cours de cette étude. Nous divisons nos développements en trois parties :

(1) Aujourd'hui encore, les provinces basques jouissent d'une certaine autonomie administrative et financière. Nous aurons d'ailleurs l'occasion, au cours de cette étude, de signaler la survivance, en Catalogne même, de certains privilèges que le temps a été impuissant à détruire ; par exemple, la persistance d'un droit civil catalan.

(2) V. dans la revue *Nuestro Tiempo* (janvier 1902), l'article de M. Manuel Sales Ferre, intitulé : *Psicología del pueblo español*.

La première partie sera consacrée à un *Historique de la question catalane*. Dans cet historique, nous chercherons à retrouver, dans le passé de l'Espagne, quelques-unes des causes initiales de la mésintelligence qui sépare aujourd'hui Catalans et Castillans. Nous verrons le conflit se dessiner au Moyen âge entre la Catalogne, riche, paisible, laborieuse, et la Castille, pauvre, guerrière et indolente. Nous le verrons grandir, au xvi^e siècle, lorsque la conquête du Nouveau-Monde vint décupler la puissance de la Castille, et consommer la ruine de la Catalogne. Nous le verrons enfin éclater, formidable, lorsque la Castille, devenue « l'empire où le soleil ne se couche jamais, » soumet à sa domination la Catalogne, demeurée jusque là indépendante.

Désormais, la Catalogne n'est plus qu'une simple province de la monarchie espagnole. Mais cette province travaille, s'enrichit, pendant que la Castille décline lentement et assiste, impuissante, à l'effondrement de son immense empire. Et dans une seconde partie, qui sera consacrée au *Réveil de la Catalogne et à la formation du catalanisme*, nous assisterons à la Renaissance économique de la Catalogne, à l'aube du xix^e siècle. Ce réveil économique sera bientôt suivi d'une Renaissance littéraire, à la faveur de laquelle la Catalogne reprendra peu à peu conscience d'elle-même. Dès lors, la Renaissance politique ne sera plus qu'une question de temps : elle constituera, en quelque sorte, la conclusion logique de la lente évolution parcourue par la Catalogne au cours du xix^e siècle.

Enfin, dans une troisième et dernière partie, nous étudierons l'*Aspect actuel de la question catalane*. Nous l'envisagerons sous ses deux côtés principaux : d'une part, le côté purement économique ; d'autre part, le côté politique. En examinant ce dernier point de vue, nous essaierons

d'indiquer, d'une manière précise, quelles sont actuellement les revendications politiques de la Catalogne. Nous terminerons enfin en donnant quelques détails sur l'aspect nouveau qu'a pris, dans ces derniers temps, le catalanisme, avec la constitution de la « Solidarité catalane. »

LA QUESTION CATALANE

PREMIÈRE PARTIE

HISTORIQUE DE LA QUESTION CATALANE

CHAPITRE PREMIER

Castille et Catalogne au Moyen âge. — La formation de l'hégémonie castillane et la décadence de la Catalogne.

Si l'on essaie de ramener le problème catalan à sa plus simple expression, si l'on s'efforce de le dégager des questions ultérieures qui sont venues le compliquer et l'obscurcir, on s'aperçoit aisément que le problème catalan, considéré dans son essence, peut se résumer en un conflit de races.

Le malentendu séculaire qui sépare la Catalogne et la Castille a donc pour origine le choc de deux races hostiles, antipathiques. Catalans et Castillans n'appartiennent pas, en effet, au même groupe ethnique. Les Cata-

lans sont des Latins (1), et la civilisation qui a fleuri, dès le Moyen âge, sur le sol de la Catalogne, est une civilisation latine, en tous points semblable à celle dont l'Italie du Nord et le Midi de la France étaient le théâtre à la même époque. Comme tous les peuples méditerranéens, le peuple catalan s'est de bonne heure fait remarquer par un esprit positif, fortement épris de liberté, et volontiers tourné vers le négoce.

La race de Castille est plus complexe et plus difficile à analyser. Nombreuses sont les influences ethniques qui ont contribué à sa formation, depuis l'influence germanique, importée au v^e siècle par les Visigoths, jusqu'à l'empreinte sémitique laissée par la conquête arabe : de ces apports divers, est née la race castillane, bizarre mélange d'indolence, de fierté hautaine et d'ardeur belliqueuse.

Ces différences originelles, ces influences historiques, se retrouvent, trait pour trait, dans la langue, dans les mœurs, dans les aspirations, dans les institutions politiques de la Catalogne et de la Castille.

Dans la langue, tout d'abord, qui n'est pas la même chez les deux peuples : au Moyen âge, les Catalans parlent la langue *limousine*, une variété de la langue d'oc, qu'ils ont empruntée aux populations du Midi de la France. Les Castillans, au contraire, parlent le *romance*, une sorte de bas-latin, fortement altéré par le contact journalier avec l'arabe, et qui devait donner naissance, dans la suite, au castillan moderne.

Le même antagonisme éclate dans les mœurs et dans les aspirations des deux peuples. La race catalane est une race active, paisible et laborieuse, merveilleusement douée

(1) Romani y Puigdengolas. *Antigüedad del regionalismo español*, p. 82.

pour le négoce. La Catalogne, au Moyen âge, est en relations constantes avec les riches Républiques italiennes, étend jusqu'à l'Empire d'Orient ses relations commerciales, s'enrichit par le travail, encourage les arts. La véritable noblesse du pays catalan est constituée par la haute bourgeoisie marchande, par les sénateurs commerçants et armateurs de Barcelone, qui, du sein du *Consell de Cent* (1) dirigent souverainement les destinées de leur cité.

En Castille, au contraire, la seule occupation qui paraisse digne d'un homme noble — et tout le monde est noble en Castille — c'est la guerre, la Croisade contre l'Infidèle, entreprise moins dans un but de conquête que dans l'espoir de propager toujours plus au loin la foi chrétienne. Le prêtre et le guerrier sont les deux autorités suprêmes en Castille : rien n'existe en dehors d'eux. Le travail manuel est considéré comme vil et déshonorant. Le commerce et l'industrie sont délaissés, les champs restent en friche.

L'opposition dont nous venons de relever les traces se poursuivait encore dans les institutions politiques que les Catalans et les Castillans s'étaient données. De bonne heure, la Castille avait tendu vers l'unité politique, réunissant au besoin par la force les régions éparses qu'elle considérait comme devant rentrer sous sa domination. Dans ses luttes contre la noblesse et contre les libertés municipales, la monarchie castillane s'était, de tout temps, signalée par un effort constant vers l'absolutisme et la centralisation.

(1) Le *Consell de Cent* était, à Barcelone, une assemblée de cent citoyens, chargée d'administrer la ville et ses dépendances.

En Catalogne, au contraire, le régime politique instauré par les comtes de Barcelone était un régime libéral et démocratique. Les villes de Catalogne jouissaient de nombreux privilèges; notamment Barcelone qui, au Moyen âge, constituait une véritable cité républicaine. Au lieu de tendre vers l'unité et la centralisation, les régions de race catalane, c'est-à-dire, outre la Catalogne, les royaumes de Valence et de Majorque, s'étaient simplement confédérés, et, avec le royaume voisin d'Aragon, avaient formé la Confédération catalane-aragonaise, dont le titre officiel, dans les relations internationales, était : Couronne d'Aragon. A l'intérieur de la Confédération catalane-aragonaise, chaque état continuait à se gouverner selon ses propres institutions. C'est ainsi qu'en Catalogne, les *Corts* catalanes légiféraient en pleine indépendance, comme légiféraient, de leur côté, les *Cortes* d'Aragon ou de Valence. Les différents royaumes dont se composaient la Couronne d'Aragon jouissaient donc, au Moyen âge, de toutes les libertés, garanties et privilèges dont peuvent se prévaloir les états indépendants.

Telles étaient les deux nations qui, au Moyen âge, se partageaient le sol de la Péninsule : au Nord, la Confédération aragonaise ; au Centre et au Sud, la monarchie unitaire de Castille.

Bien que proches voisins, les deux peuples n'entretenaient que d'assez rares relations. Pour les Catalans et les Aragonais, les Castellans étaient, sinon des ennemis, au moins des étrangers (1); et, de leur côté, les Castellans ne cherchaient pas à dissimuler l'antipathie qu'ils éprouvaient pour leurs voisins de Catalogne et d'Aragon.

(1) Altamira. *Historia de España y de la civilizacion española*, tome II, p. 142.

Et pourtant, à la fin du xv^e siècle, par le jeu bizarre des mariages royaux, la Castille et l'Aragon allaient se trouver réunis l'une et l'autre sous le même sceptre, sous le sceptre des « Rois Catholiques ». Les deux dynasties rivales qui jusqu'alors avaient présidé aux destinées politiques de la Castille et de l'Aragon, allaient s'unir en la personne d'Isabelle de Castille et de Ferdinand d'Aragon.

Pour beaucoup d'historiens, l'avènement des « Rois Catholiques » marque le commencement de l'unité politique espagnole. Ainsi présentée, la chose n'est pas rigoureusement exacte. Le régime politique auquel fut soumise l'Espagne sous le double gouvernement de Ferdinand d'Aragon et d'Isabelle de Castille fut en réalité une sorte de diarchie, qui, tout en unissant les noms des deux souverains sur les documents publics et les monnaies, maintenait cependant la séparation de leurs royaumes (1). Qu'il y eut là un acheminement visible vers l'unité politique, c'est ce que l'on aurait mauvaise grâce à ne pas reconnaître. Mais il n'en reste pas moins vrai que, sous le règne des « Rois Catholiques », la séparation demeura pleine et entière entre la couronne de Castille et celle d'Aragon, chacun des deux époux s'occupant, à l'exclusion de l'autre, de l'administration de son royaume.

A l'appui de ce qui précède, on peut citer le texte même du pacte conclu entre les « Rois Catholiques », dans lequel était déterminée la situation respective de la Castille et de l'Aragon.

« La Couronne d'Aragon, libre, indivisible, inaliénable, est, avec le royaume de Castille, sous le gouvernement d'un même monarque.

(1) Altamira. *Op. cit.*, tome II, p. 441.

» La législation civile, mercantile, politique et administrative ; les droits, libertés et garanties des citoyens ;
» les pouvoirs publics, comme les Cortes et les Généralités de chaque Etat de la Couronne d'Aragon,
» subsisteront dans toute leur extension et attributions.
» Les douanes même subsisteront entre les deux Couronnes Unies. En aucun cas, la législation de l'une des
» deux Couronnes ne pourra être appliquée dans l'autre,
» même à titre supplétoire.

» Le monarque, qui sera l'unique lien et le pouvoir commun des deux Couronnes, aura la charge de veiller sur les affaires de l'Etat, comme les déclarations de
» paix et de guerre, la signature des traités et alliances,
» et la réception des agents diplomatiques, suivant la
» forme adoptée par la législation spéciale de chaque
» Couronne, et il pourra user de ces prérogatives dans
» l'intérêt général des nations unies » (1).

On était loin, par conséquent, d'une prétendue unité de la nation espagnole, réalisée par le mariage des « Rois Catholiques ». La Castille et l'Aragon demeuraient aussi étrangers l'une à l'autre que par le passé, et cette fragile juxtaposition des deux royaumes devait se prolonger pendant toute la durée de la dynastie autrichienne et jusqu'à l'avènement des premiers Bourbons d'Espagne. Jusqu'à l'aube du XVIII^e siècle, la personne du monarque devait rester le seul lien véritable entre la Castille et l'Aragon. Dans la constitution interne de chaque état, le dualisme subsistait comme auparavant : tandis qu'en Castille, la monarchie levait arbitrairement les impôts et accentuait chaque jour davantage ses tendances absolu-

(1) Cité par M. S. Oliver, dans son ouvrage sur *La Cuestión Regional*, p. 286 et 287.

tistes et centralisatrices, la Catalogne et l'Aragon continuaient à jouir de leurs institutions libérales, semi-républicaines, et votaient librement, par l'intermédiaire de leurs Cortes, les subsides qu'elles consentaient en faveur de la royauté. La séparation restait donc entière entre les deux royaumes au point de vue politique, législatif et financier (1) ; elle s'affirmait dans la fameuse devise des « Rois Catholiques » : *tanto monta* (2), et jusque dans les blasons des deux souverains, jusque dans les lions héraldiques et les tours de Castille et dans les barres vermeilles de la bannière d'Aragon.

Et pourtant, il est juste de reconnaître que, dès cette époque, dès l'avènement des « Rois Catholiques », il y eut quelque chose de changé dans la situation générale de la Péninsule. L'absolutisme césariste, ressuscité par les légistes de la Renaissance, fascinait alors tous les souverains d'Europe. Les tendances absolutistes avaient toujours dominé à la cour de Castille. De Castille, elles ne devaient pas tarder à gagner le royaume d'Aragon. En Catalogne et en Aragon, elles se traduisirent par l'introduction d'un grand nombre de mesures centralisatrices et par l'intervention constante du roi dans les affaires locales. Les Cortes d'Aragon, de Catalogne et de Valence, que le roi sentait sourdement hostiles à ses prétentions absolutistes, ne furent plus convoquées que de loin en loin.

La Cour résidant habituellement en Castille, le monarque, pour faire sentir aux populations tout le poids de son autorité, plaça un vice-roi à la tête de la Catalogne.

(1) Domenech y Montaner. *Estudis Politics*, p. 42.

(2) *Tanto monta* (sous entendu : Fernando como Isabel) c'est-à-dire Fernand vaut autant qu'Isabelle, allusion à l'égalité des droits des couronnes d'Aragon et de Castille.

Cette concentration, entre les mains du prince, d'un grand nombre de pouvoirs autrefois dispersés, entraîna la création d'une organisation bureaucratique des plus compliquées, qui pèse encore sur l'Espagne d'aujourd'hui.

L'idéal absolutiste des « Rois Catholiques » se traduisit aussi par l'introduction, en Catalogne, d'une institution, qui, indirectement, devait porter une nouvelle atteinte aux libertés locales : l'Inquisition. Chargée en principe de poursuivre et de punir l'hérésie, l'Inquisition fut souvent — et ce fut le cas en Catalogne — un docile instrument de l'absolutisme royal. Les inquisiteurs envoyés en Catalogne étaient Castillans et tout dévoués aux intérêts de la monarchie, qui n'hésitait pas à mettre leurs pouvoirs au-dessus de ceux des magistrats locaux. Sous le couvert de la foi et de la religion, l'Inquisition travaillait donc, elle aussi, à l'œuvre d'unification poursuivie par la monarchie castillane.

Cette politique rigoureuse, aggravée par l'expulsion des Juifs et par les persécutions dont furent victime les *conversos* (Maures ou Juifs convertis), ne devait pas tarder à produire des résultats tangibles. Le commerce et l'industrie de la Catalogne, jadis si prospères, baissèrent rapidement. Barcelone, qui comptait en 1463, 38.000 habitants, perdit, en trente ans, un cinquième de sa population. Nous trouvons les preuves de cette décadence dans les avis que donnaient, en 1492, les *concellers* sortant de charge à leurs successeurs : « Que les futurs *concellers* n'oublient pas que, grâce à l'introduction de l'Inquisition dans cette cité, de grands dommages ont été causés au commerce ; la cité s'est trouvée dépeuplée, et il en est résulté, pour la chose publique, bien des préjudices et inconvénients irréparables, et tous ces maux ne feront

qu'augmenter, si on ne cherche pas à les prévenir par quelque salutaire remède (1). »

Mais il serait injuste de rendre seuls responsables de la décadence catalane l'absolutisme royal et l'Inquisition. Une autre cause de décadence, la grande cause même, ce fut la découverte du Nouveau-Monde. La Catalogne, par sa position géographique, par son histoire, par ses relations, était un peuple essentiellement méditerranéen. La découverte de nouvelles terres au delà de l'Océan détourna les regards des rivages trop connus de la Méditerranée, et toutes les ambitions, tous les désirs se reportèrent vers les terres merveilleuses et ignorées, que les caravelles de Colomb avaient fait entrevoir par delà le grand Océan. Le centre de l'activité mondiale se trouva déplacé. La Catalogne fut oubliée, délaissée ; Barcelone, détrônée par Séville, Cadix et les autres ports de l'Océan.

Dans son beau livre sur le Catalanisme, Valentin Almirall a mis en relief, avec beaucoup de netteté, les conséquences funestes pour la Catalogne de ce brusque changement, qui, du jour au lendemain, transporta de la Méditerranée vers l'Océan l'axe du commerce et de la navigation. « Notre situation (2) resta prépondérante, tant que le monde fut compris entre les plages de la Méditerranée : aussi les Etats de la Confédération catalane-aragonaise s'étaient-ils placés au premier rang des peuples de la mer gréco-latine... Tant que le monde fut méditerranéen, la Castille resta dans l'ombre. Toute à son œuvre de reconquête et à la réalisation de l'unité de la Péninsule, elle ne prêta guère attention aux entreprises

(1) Altamira. *Op. cit.*, tome II, p. 498.

(2) C'est un Catalan qui parle.

commerciales de cette époque ; son génie était ailleurs. Mais le monde cessa d'être méditerranéen : les découvertes faites au delà de l'Océan, d'une part, l'ouverture au commerce d'une nouvelle route des Indes par le sud de l'Afrique, d'autre part, réduisirent la mer gréco-latine aux proportions relativement modestes d'une mer intérieure. Pour entrer dans la nouvelle voie qui s'était ouverte devant l'humanité, les qualités dont jouissaient les peuples qui avaient dominé pendant la période méditerranéenne ne suffisaient plus. On commençait à se douter vaguement que les nouvelles découvertes pouvaient bien arriver à doubler la surface du globe ; mais l'entreprise était difficile et risquée. Elle était difficile parce que les nouvelles terres étaient séparées du vieux monde par un Océan encore plein de mystère et d'épouvante. Une race aussi positive que la nôtre ne convenait pas à cette tâche..., il fallait un tempérament idéaliste, décidé à se lancer à la recherche de l'inconnu sur les ailes de la foi animée par l'espérance. L'heure de la Castille était arrivée ; le caractère du peuple castillan et les circonstances dans lesquelles il se trouvait alors, le désignaient pour jouer le rôle d'une grande puissance océanique. Quand commença l'épopée castillane, ce fut notre tour de baisser, de tomber des hauteurs où nous étions arrivés à nous élever, à force de travail et de constance (1). »

Bien que placée, par sa position géographique, dans une infériorité manifeste vis-à-vis des ports de l'Océan, la Catalogne aurait peut-être échappé au désastre qui la menaçait. A la fin du xv^e siècle, la marine catalane était encore la plus puissante de la Péninsule, et la bannière

(1) Almirall. *El Catalanismo*, 1^{re} partie, chap. III, p. 80 et 81, édition en langue castillane.

aux quatre barres aurait pu flotter sur l'Océan, comme elle avait flotté jadis sur toutes les rives de la Méditerranée. Mais tout espoir de relèvement fut écarté par la volonté de la toute-puissante reine de Castille. Désireuse avant tout de favoriser ses sujets castillans, Isabelle la Catholique fit défense aux navires catalans de commercer avec les Indes Orientales et Occidentales et réserva à la seule marine de Castille le monopole du trafic d'outre-mer.

Les Catalans ont toujours jugé très sévèrement ce geste de la reine très catholique, qui sacrifiait délibérément la marine et le commerce catalans pour favoriser l'expansion au delà des mers de son royaume de Castille. Au dire de certains auteurs, cette interdiction aurait même été *un coup mortel* pour l'avenir de la Catalogne. Il y a là, sans doute, une exagération. A l'époque où la décision royale écartait de l'Océan la marine catalane, l'activité économique de Barcelone et de toutes les grandes cités de la Catalogne s'était déjà considérablement ralentie. Il est juste, toutefois, de reconnaître que cette prohibition contribua largement à précipiter la ruine de la Catalogne. Réduite désormais à un simple trafic de cabotage, la marine catalane tomba rapidement, et, avec elle, tomba le commerce qui avait fait jadis la fortune de la Catalogne.

Et pendant que la Catalogne tombait, pendant que Barcelone essayait vainement de sauver quelques lambeaux de sa prospérité passée, la Castille montait toujours, et la race castillan réalisait une des œuvres les plus prodigieuses que l'histoire ait enregistrée : la conquête du Nouveau-Monde. Le caractère ardent, enthousiaste, aventureux des Castillans convenait bien à ces expéditions lointaines, où il y avait des luttes épiques à soutenir et

de la gloire à gagner. Nul n'était mieux préparé pour entreprendre cette œuvre gigantesque, que cette race dure, sobre, pauvre, idéaliste, mue seulement par deux sentiments : le fanatisme religieux et le désir d'arriver d'un seul coup à l'opulence. Au surplus, l'heure était propice : la Croisade de huit siècles contre l'Infidèle avait endurci les corps et trempé les volontés. Le peuple de Castille se rua à la conquête du Nouveau-Monde, sans tenir compte de la faiblesse de ses propres forces, de la pénurie, du dénûment dans lequel il se trouvait alors, soutenu seulement par la foi et par l'enthousiasme. L'Europe entière suivait des yeux cette caravane qui sillonnait l'Océan, guidée par la bannière de Castille. Toutes les entreprises antérieures, toutes les conquêtes passées parurent désormais pauvres et mesquines devant ce champ immense où toutes les ambitions humaines pouvaient librement se donner carrière. Devant le vaste empire de l'Océan, le bassin fermé de la Méditerranée, que se disputaient jadis si âprement Génois et Catalans, ne fut plus qu'un pauvre lac resserré entre ses rives.

Devant l'expansion prodigieuse de cette race castillane pour laquelle elle n'avait jusqu'alors éprouvé que du mépris, la Catalogne se sentit involontairement diminuée, éclipsée. L'ambition des Catalans ne s'était jamais élevée bien haut : volontiers ils se seraient bornés à conserver, dans la Méditerranée, la situation prospère qu'ils s'étaient acquise à force de labeur et de persévérance. Et voilà qu'une poignée d'aventuriers castillans, partis sur de mauvais navires, découvraient, au delà des mers, un monde nouveau, conquéraient en quelques années un empire trente fois plus grand que la Castille, et rapportaient, d'une seule expédition dans les Amériques, plus

d'or et d'argent que tous les marchands de Tortose et de Barcelone n'en avaient amassés en dix ans de négoce.

Tout le prestige dont la Catalogne avait joui jusqu'alors auprès des autres nations, rejaillissait maintenant sur la Castille. Suivant l'heureuse expression d'Almirall, « l'heure de la Castille était arrivée ». Quel peuple de la Péninsule aurait alors osé comparer sa gloire à celle du peuple castillan ? Ce n'était certes pas la Catalogne, ce peuple prosaïque de marchands et d'armateurs, dont toute la vie s'était passée à poursuivre les combinaisons vulgaires du négoce. Surexcités par leurs prodigieuses conquêtes au delà des mers, les Castillans en étaient arrivés à ne plus admettre de limites à leur ambition, à ne plus tolérer d'obstacles à leur toute-puissance. Après avoir imposé leur volonté à tout un monde, allaient-ils donc être tenus de respecter les libertés du peuple catalan, qui, sous leurs yeux, continuait à se gouverner à sa guise, selon les lois et les institutions qu'il s'était librement données ? C'était, en vérité, bien invraisemblable. Depuis longtemps, les institutions libérales de la Catalogne choquaient les tendances absolutistes de la Castille. Castille et Aragon étaient d'ailleurs, vis-à-vis l'un de l'autre, dans une situation étrangement fautive : unis en la personne de leurs souverains, mais conservant chacun leur liberté et leurs institutions, Une telle situation ne pouvait se prolonger bien longtemps. Avant la conquête des Amériques, on pouvait, à la rigueur, se demander laquelle des deux nations imposerait sa volonté à l'autre. Après, l'hésitation n'était plus possible. La Castille devait fatalement supplanter la Catalogne et l'Aragon ; le moment devait venir où la Castille mystique, la Castille pauvre et idéaliste s'imposerait à la Catalogne réaliste, amollie

par le bien-être, comme en toute chose, les peuples chimeriques s'imposent aux peuples pratiques.

Seulement la chose n'eut pas lieu tout de suite. Au début du xvi^e siècle, la personnalité de la Catalogne était encore très vivante, très accusée, et toute tentative d'absorption de la part de la Castille eût été sans doute prématurée. Au surplus, en ce temps-là, la Castille n'y songea pas : elle était trop occupée par ses conquêtes d'outre-mer pour s'occuper de la Péninsule. La séparation des deux royaumes devait durer quelque temps encore, maintenue par la tradition séculaire et par la volonté des souverains. Ferdinand le Catholique, bien que dominé par les tendances absolutistes de son temps, ne permit pas, sa vie durant, qu'on touchât aux lois et aux *fueros* de son royaume d'Aragon. Sa politique catalane ne fut pas toujours des plus heureuses, ni des plus libérales, et nous avons vu que c'est sous son règne que furent introduites en Catalogne l'Inquisition et les premières mesures centralisatrices. Mais il eut, du moins, le mérite de résister avec beaucoup de fermeté aux prétentions des courtisans de la cour de Castille, qui poussaient à l'unification immédiate des royaumes de Castille et d'Aragon, et il sut même s'attirer la sympathie de ses sujets catalans et aragonais, en évitant d'envoyer des fonctionnaires castillans en Catalogne et en Aragon. Ce sont les mêmes principes que l'on retrouve dans son testament, sous forme de conseils adressés à son petit-fils, le futur Charles-Quint, lorsqu'il lui recommande « de ne faire aucun changement dans le gouvernement et le régime des Etats d'Aragon... et, de plus, de ne traiter et de ne négocier les affaires de ce royaume, qu'avec des personnes qui en soient originaires, et de ne pas appeler

d'étrangers au Conseil, ni au gouvernement, ni aux emplois dudit royaume(1). »

Le descendant des « Rois Catholiques », le glorieux et prodigue Charles-Quint, n'oublia pas les conseils de son aïeul et, dans sa toute-puissance, il eut assez de modération pour respecter les libertés catalanes et aragonaises. Il est vrai que dans l'immense empire « où le soleil ne se couchait jamais », la Catalogne était désormais bien peu de chose, et n'occupait qu'une place bien secondaire dans la pensée du grand Empereur, poursuivi par son rêve de domination universelle. Que restait-il, à cette heure, de la Catalogne du ^{xiv}^e siècle, du glorieux Principat des comtes de Barcelone ? L'industrie, le commerce, la marine de la Catalogne, jadis florissants, étaient ruinés ; son influence dans la politique générale de l'Espagne, à peu près nulle ; sa langue même, qui avait contribué pour une si large part à la formation de la personnalité catalane, avait presque disparu, chassée par la langue officielle de Castille. De toute sa splendeur passée, il ne lui restait que les vieilles institutions à l'abri desquelles elle avait grandi et prospéré : les *Corts*, le *Consell de Cent*. Mais ces derniers lambeaux de liberté allaient même lui être arrachés. Au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècles, la Castille allait briser ce qui restait encore de la personnalité catalane, et faire de l'antique Principat de Catalogne une simple province de la monarchie espagnole. Ce devait être l'œuvre de Philippe IV et surtout de Philippe V.

(1) Altamira. *Op. cit.*, tome II, p. 442.

CHAPITRE II

La politique générale de la Castille au XVI^e et au XVII^e siècles et la ruine des libertés catalanes

Il n'est pas de période, dans l'histoire d'Espagne, qui nous apparaisse sous un extérieur plus brillant que l'époque de Philippe II. La grandeur de la monarchie espagnole est incomparable ; sa puissance paraît inébranlable. Il n'est pas d'époque, en réalité, qui, sous des dehors aussi éclatants, ait caché tant de misères, tant de vices et tant de symptômes de décadence.

Avec l'effacement de la Catalogne, la Castille a pris la haute direction de la politique espagnole : c'est elle seule désormais qui règle souverainement les destinées de l'immense empire, et il est difficile malheureusement de concevoir plus d'imprévoyance, plus d'insouciance dans la conduite générale des affaires de l'État. Aucun fait ne met davantage en lumière cette imprévoyance coupable que la politique économique suivie au XVI^e et au XVII^e siècles par le gouvernement de Castille.

L'État dispose alors des immenses richesses d'Amérique. De gros navires traversent continuellement l'Océan, porteurs de riches cargaisons d'or, d'argent et d'épices ; deux escadres, de trente navires chacune, abordent chaque année aux quais de Séville, chargées à couler de trésors que l'Europe voit arriver d'un œil d'envie. L'État, implacable, perçoit le cinquième de tout ce qu'on importe du Nouveau-Monde, de tout ce qu'on extrait de ses

mines, de tout ce que produit sa végétation exubérante. Les Indes Orientales, de leur côté, déversent dans l'abîme sans fond du trésor de Philippe II les épices et les pierres précieuses. Les royaumes des Pays-Bas, de Naples, de Sicile, le Milanais — les plus riches contrées de l'Europe en ce temps-là — sont au pouvoir de l'Espagne qui les exploite sans merci. La Castille elle-même est accablée d'impôts. Le roi très catholique impose les choses les plus immorales : la traite des esclaves, la vente des charges publiques. Et malgré tout, le trésor est vide : bien plus, il est lourdement endetté. En 1575, la dette royale est évaluée à 45 millions d'écus d'or. Les banquiers génois font à Madrid des bénéfices fabuleux ; ils prêtent à l'État à des taux usuraires, et, entre leurs mains, l'État s'endette chaque année davantage. Les immenses richesses du Pérou et du Mexique ne font que traverser l'Espagne, sans y demeurer. L'argent entre en Espagne, dit un manuscrit du xvi^e siècle « comme les âmes entrent au Purgatoire, d'où l'on sort avec quelques *ave Maria* ». Mais en Italie et dans les autres pays, il entre « comme en enfer, d'où l'on ne sort plus jamais ».

Combien eût été utile alors, à la tête des finances de l'État, la présence d'un de ces marchands de Catalogne, si méprisés par la noblesse de Castille, d'un de ces hommes à l'esprit positif, rompu aux affaires, et seul capable de remettre un peu d'équilibre dans l'incroyable désordre du trésor royal ! Mais personne n'y songeait. Depuis longtemps, la Catalogne n'existait plus aux yeux de la Cour de Castille, ou peu s'en fallait, et l'Espagne entière courait à la ruine, hypnotisée par la perspective de l'arrivée prochaine des galions d'Amérique.

Toutes choses augmentaient, doubtaient, triplaient de prix. Personne ne songeait à travailler, à mettre en

valeur cette terre de Castille qui avait pourtant coûté tant de sang à reprendre sur l'Infidèle. La terre restait inculte ; l'agriculture, florissante au temps des Arabes, avait été délaissée par les vainqueurs qui, pour rien au monde, n'auraient consenti à déshonorer leur nom en exerçant un travail manuel. L'industrie n'existait pas : tout venait du dehors, des cités industrielles de Flandre ou d'Italie. L'Espagne gaspillait follement ses richesses, sans souci du lendemain, et toutes les nations voisines accouraient pour se disputer cet or que l'insouciance espagnole croyait inépuisable.

Dans ses *Empresas politicas*, le célèbre écrivain et diplomate Saavedra Fajardo a laissé de cette époque une peinture des plus exactes et des plus sévères. « Au prix d'un énorme travail et des plus grands périls, dit-il, nous rapportons en Espagne, des points les plus éloignés du monde, les diamants, les perles, les aromes, et bien d'autres richesses ; mais nous n'en sommes pas plus avancés pour cela, car ce sont d'autres qui profitent de notre travail. Nous livrons aux Génois l'argent et l'or qui leur sont nécessaires pour leur commerce. Nous voyons sortir d'Espagne la soie, la laine, l'acier, le fer et bien d'autres matières premières ; et nous les voyons rentrer chez nous sous forme d'objets manufacturés que nous payons très cher, à cause du transport et des transformations qu'ils ont subies ; de sorte que c'est nous qui faisons vivre l'industrie des autres nations.... Si l'Espagne avait été moins prodigue pendant la guerre, et plus économe pendant la paix, elle aurait pu élever dans le monde une domination universelle. Mais avec l'insouciance qu'engendre la grandeur, elle a laissé passer entre les mains d'autres nations les richesses qui auraient pu la rendre invincible ».

L'imprévision, le mépris du travail, l'absence de toute industrie nationale, tels étaient les maux dont souffrait l'Espagne du xvi^e et du xvii^e siècles. Et à tous ces maux, il faut en ajouter un autre : l'abus du fonctionnarisme et de la bureaucratie. La bureaucratie, cette énorme machine « dont toutes les roues tournent à vide, dont les engrenages ne transmettent rien, dont les mouvements n'aboutissent à aucun travail utile ou profitable » ; le fonctionnarisme, qui occupait, au début du xvii^e siècle, 70.000 employés — *un pour 129 habitants* — datent, l'une et l'autre, du règne de Philippe II. Cette véritable armée de fonctionnaires était dignement complétée, quant à l'inutilité, par la foule des prêtres, moines et religieux de tous ordres, dont l'Espagne devait être de tous temps la terre de prédilection. Et toute cette masse énorme de privilégiés vivait sur un pays pauvre, dépeuplé, sans industrie (1).

Voilà les tares, les misères profondes qui se dissimulaient derrière le magnifique édifice élevé par le génie de Charles-Quint. Une collaboration plus intime entre les différentes régions de la Péninsule aurait peut-être arrêté cette course rapide vers l'abîme. Le solide bon sens des Aragonais, l'esprit positif et pratique des Catalans auraient heureusement contrebalancé la folle imprévoyance castillane. Mais quel monarque aurait alors songé à choisir autre part qu'en Castille les conseillers ordinaires de sa politique ? La folie absolutiste des souverains castillans n'admettait plus d'ailleurs aucune limitation, aucun contrepoids. Dans son *de Monarchia Hispanica*, le jésuite

(1) Tous ces détails sont empruntés à l'ouvrage de M. Domenech y Montaner, précédemment cité : *Estudis politics*. Voir notamment le chapitre intitulé : *Mals vells d'Espanya*.

Campanella ne persuadait-il pas à Philippe II que Dieu lui avait confié la mission d'unir dans la foi chrétienne tous les peuples de l'univers !

Cet immense orgueil, qui s'était emparé de la monarchie castillane, ce rêve démesuré de domination universelle, ne pouvaient plus s'accommoder de la semi-indépendance dont continuaient à jouir certaines régions de la Péninsule. La politique castillane, simplement malveillante jusque là à l'égard des libertés locales, allait, sous les successeurs de Charles-Quint, devenir franchement hostile et brutale. Philippe II, sous le règne duquel l'Espagne fut *si tristement grande*, s'en prit au royaume d'Aragon. Sous un prétexte des plus futiles, il fit occuper Saragosse par ses bandes de mercenaires, fit mettre à mort, sans autre forme de procès, le *Justicia* (1) d'Aragon, et, d'un trait de plume, supprima les *fueros* et les libertés aragonaises.

Philippe II n'osa pas ou ne voulut pas s'attaquer à la Catalogne. Mais il y envoya son terrible tribunal : le Saint-Office. Les excès de l'Inquisition furent tels que Barcelone se souleva ; les instruments de torture furent jetés à la mer, et les inquisiteurs de Castille, proscrits par la Députation catalane comme de simples malfaiteurs. Le *roi prudent* refusa de sévir, mais, sur son ordre, les fonctionnaires royaux entreprirent contre les libertés catalanes une guerre sans merci. C'était le conflit qui se préparait.

Il éclata, formidable, sous le règne de Philippe IV,

(1) Le *Justicia* était un magistrat spécial au royaume d'Aragon : il était constitué le gardien suprême des lois et des libertés publiques qu'il était chargé de défendre contre les agents, contre les conseillers du roi et contre le roi lui-même.

suscité par la politique brutale du premier ministre, le comte-duc d'Olivarès. Le but avoué de sa politique était *de réduire tous les royaumes dont se compose l'Espagne aux usages et aux lois de la Castille, sans aucune différence*. C'était le même premier ministre qui conseillait au roi « de tâcher de susciter quelque grand tumulte populaire, et, sous ce prétexte, comme à la suite d'une conquête, de modifier les lois de la Catalogne conformément à celles de la Castille ». Mis à exécution, ce plan machiavélique ne réussit qu'en partie. Sous prétexte de repousser l'invasion française, le comte-duc envoya en Catalogne des bandes de mercenaires qui se signalèrent par les pires exactions. Le Principat fut mis à feu et à sang par cette soldatesque déchaînée ; les églises, saccagées ; les habitants, dépouillés de tout ce qu'ils possédaient. Exaspérés, les Catalans se soulevèrent en masse. Barcelone donna l'exemple en massacrant son vice-roi, le comte de Santa Coloma (1). La rebellion fut bientôt générale en Catalogne. Devant les atrocités commises par les troupes royales chargées de réprimer l'insurrection, les vieux ferments séparatistes reprirent le dessus, et la République Catalane fut constituée sous le protectorat du roi de France, Louis XIII, proclamé comte de Barcelone. Pendant douze ans, de 1640 à 1652, la Catalogne resta séparée du reste de l'Espagne, luttant avec acharnement contre les troupes envoyées de Castille, pour sauver son indépendance et

(1) L'insurrection éclata à Barcelone en 1640, le jour de la Fête-Dieu. Les moissonneurs catalans (*segadors*) et le peuple de Barcelone se soulevèrent en un formidable mouvement insurrectionnel. Cette journée est restée célèbre dans les annales de la Catalogne sous le nom de *Corpus de Sangre* (Fête-Dieu sanglante). D'autre part, le cri de vengeance des moissonneurs catalans a donné naissance au célèbre chant de *los Segadors*, l'hymne révolutionnaire catalan.

ses libertés. Enfin, en 1652, le comte-duc d'Olivarès étant mort, et l'entourage de Philippe II penchant pour la clémence, les Catalans se soumirent et consentirent à unir de nouveau leurs destinées à celles de l'Espagne, moyennant la promesse « qu'on ne changerait et n'innoverait rien aux constitutions et aux privilèges du Principat ».

Il était donné à Philippe V, le premier des Bourbons d'Espagne, de réaliser le rêve de l'orgueilleux comte-duc d'Olivarès : réduire la Catalogne aux usages et aux lois de la Castille. Les préliminaires de cette dernière et suprême révolte de la Catalogne sont connus : ils se rattachent à un événement qui mit l'Europe à feu et à sang au début du XVIII^e siècle, la guerre de Succession d'Espagne. On sait les causes initiales de la guerre de Succession d'Espagne : la désignation par le vieux roi Charles II, en qui s'éteignait une race, du petit-fils de Louis XIV, Philippe d'Anjou, pour lui succéder sur le trône d'Espagne ; la coalition de l'Europe entière contre la France et l'Espagne alliées ; la proclamation par les nations coalisées de l'archiduc Charles d'Autriche comme roi d'Espagne, aux lieu et place de Philippe d'Anjou, devenu Philippe V d'Espagne.

Dans ce conflit, où n'aurait dû la guider que le sentiment de la solidarité nationale, la Catalogne eut le grand tort de prendre fait et cause pour l'archiduc Charles, contre le souverain légitime, Philippe V, et son exemple fut cette fois suivi par les royaumes d'Aragon et de Valence.

Cette option de trois grandes régions de l'Espagne pour l'archiduc autrichien fut en tous points malheureuse et impolitique. L'Aragon et Valence tombèrent bientôt entre les mains de Philippe V et Valence paya de ses libertés ses velléités d'indépendance.

Quant au sort de la Catalogne, il fut encore plus désastreux. En 1711, l'archiduc Charles fut proclamé empereur d'Allemagne et s'empressa d'oublier ses partisans de la première heure pour se consacrer à ses nouveaux sujets. La Catalogne resta seule en face des armées castillanes et françaises alliées. La vengeance de Philippe V fut terrible. Barcelone subit les horreurs d'un siège en règle et, le 12 septembre 1714, l'étendard de Castille flottait sur les hauteurs de Montjuich, marquant la ruine des libertés catalanes.

Philippe V traita le Principat en pays conquis. Le pays tout entier fut soumis au régime de la terreur. Une *Junta* royale fut chargée du gouvernement général de la Catalogne ; des administrateurs royaux, placés à la tête de Barcelone ; des contributions extraordinaires, levées sur tous les habitants. L'Université de Barcelone fut exilée à Cervera, et, pour mieux surveiller la cité rebelle, Philippe V fit élever une formidable citadelle qui devait rester pendant plus d'un siècle la terreur de Barcelone.

Le Principat fut divisé en douze circonscriptions administratives (*corregimientos*), gouvernées chacune par un fonctionnaire nommé par la royauté (*corregidor*). Enfin le décret de *Nueva Planta* prononça l'abolition complète de toutes les libertés politiques de la Catalogne. En vertu de ce décret, le droit public de la Catalogne était supprimé purement et simplement, et tous ses privilèges, en matière politique, administrative et pénale, remplacés par les dispositions en vigueur en Castille. Par contre, le décret de *Nueva Planta* laissait subsister en partie le droit privé catalan ; il ratifiait même la législation civile de la Catalogne et sa législation commerciale, mais en se réservant, pour cette dernière, le droit d'y introduire les modifications qui seraient jugées nécessaires.

Les libertés politiques de la Catalogne avaient vécu. Sans doute, Philippe V lui laissait la jouissance de son droit civil, et, d'autre part, des dispositions particulières continuaient à régir le Principat en matière d'impôts, de monnaies et d'obligations militaires. Mais, des vieilles institutions politiques, *quasi républicaines*, qui avaient fait jadis la grandeur de la Catalogne, il ne restait rien. La Catalogne, politiquement parlant, était bien réduite « aux usages et aux lois de la Castille ».

L'histoire politique de la Catalogne s'arrête-là, au début du XVIII^e siècle. Désormais, elle n'est plus, dans la Péninsule, qu'une simple province de la monarchie espagnole, une province dépeuplée et ruinée, à qui l'on continue à tenir rigueur de ses rébellions passées.

Quant à la Castille, ce dernier effort, cette soumission lente et pénible de la Catalogne ont achevé de l'épuiser, et c'est d'un pas rapide qu'elle va marcher maintenant vers la décadence. Mais elle a du moins réalisé le but suprême de son ambition : l'unification de la Péninsule.

On peut faire des réserves sur la légitimité des moyens employés par la monarchie castillane pour réaliser l'unité espagnole ; il est permis notamment de déplorer la politique brutale d'un comte-duc d'Olivarès, la rigueur impitoyable d'un Philippe V. Mais quelle est la nation chez laquelle l'unité politique a pu se former sans un certain élément de contrainte ? L'unité politique était le terme fatal vers lequel tendait l'Espagne depuis plus de deux siècles. Il appartenait à la Castille de réaliser cette unité, de fondre en une seule et même nation les races diverses qui peuplaient la Péninsule. A ce titre et malgré les violences qui l'accompagnèrent, il est juste de reconnaître une véritable grandeur à l'œuvre d'unification politique accomplie par la Castille.

Il est regrettable que cette réalisation de l'unité politique espagnole ait coïncidé avec un effacement presque complet de la Catalogne, qui, pendant la majeure partie du XVIII^e siècle, vécut quelques-unes des pages les plus tristes de son histoire. Isolée, tenue en suspicion par ses souverains, ruinée politiquement et économiquement, la Catalogne, à cette époque, n'existe guère que de nom dans l'histoire d'Espagne. Il semble même un moment que la personnalité de la Catalogne, jadis si vivante, va succomber sous les coups répétés qu'elle a reçus, que l'originalité propre de la race va disparaître devant l'invasion grandissante des mœurs, des coutumes, de la langue, de la civilisation castillanes.

Mais il y avait dans le peuple catalan trop de vitalité, trop d'énergie latente, pour se laisser ainsi abattre par l'adversité. Dès la fin du XVIII^e siècle, nous allons voir la Catalogne remonter progressivement la pente qu'elle avait descendue si rapidement dans sa course vers l'abîme. Il suffira d'un peu de tolérance dans la politique de ses souverains pour qu'elle renaisse de ses ruines et redevienne la grande région commerçante et industrielle qu'elle était jadis ; il suffira de l'enthousiasme de quelques poètes pour ressusciter le vieux parler catalan ; il suffira de la foi ardente de quelques apôtres pour faire revivre les aspirations politiques de la Catalogne. Après les années de décadence, devait venir pour la Catalogne l'époque de la Renaissance.

DEUXIÈME PARTIE

LE RÉVEIL DE LA CATALOGNE

ET LA

FORMATION DU CATALANISME

CHAPITRE PREMIER

La Renaissance économique (1)

Le xvi^e et le xvii^e siècles avaient été, pour la Catalogne, des siècles de décadence, de prostration profonde : ils avaient été témoins de l'écroulement de sa puissance économique, de la ruine de ses libertés politiques. Pauvre, sans commerce, sans industrie, sans influence dans la Péninsule, soumise à la direction politique d'un peuple qui lui avait imposé ses coutumes et son langage,

(1) La plupart des renseignements que nous donnons dans ce chapitre sont empruntés à l'ouvrage de M. Pedro Estasén, intitulé : *Cataluña. — Estudio acerca las condiciones de su engrandecimiento y riqueza.*

la Catalogne semblait avoir perdu jusqu'à la notion même de sa personnalité. Réduite au rôle de simple province de la monarchie espagnole, elle paraissait résignée au sort que lui avait assigné l'ambition castillane.

Mais le souvenir du passé, la force mystérieuse de la tradition restaient toujours vivants dans la mémoire du peuple de Catalogne. Tôt ou tard, la conscience nationale devait se réveiller, et c'est bien, en effet, à un véritable réveil de la tradition catalane que nous allons assister à la fin du XVIII^e siècle. Vers cette époque, les signes précurseurs d'une renaissance économique commencent à remuer la vieille terre catalane. Le commerce paraît sortir de sa torpeur, l'industrie reprend courage, la marine semble aspirer à reconquérir la place qu'elle occupait jadis. Partout règne une activité fébrile; après une longue nuit, c'est une aube nouvelle qui se lève pour la Catalogne.

Quelles furent les causes de cette renaissance inespérée de la fin du XVIII^e siècle? Il serait injuste d'en attribuer tout le mérite à la seule énergie du peuple catalan. Il faut en faire rejaillir en grande partie l'honneur sur la politique habile et tolérante des princes de la Maison de Bourbon, qui succédèrent à Philippe V sur le trône d'Espagne. Fernand VI et surtout Charles III songèrent à relever le prestige de la monarchie espagnole en restaurant dans leur royaume l'industrie et le commerce. La situation économique de l'Espagne, à la fin du XVIII^e siècle, était, en tous points, lamentable. La Péninsule était tributaire de l'étranger pour toute l'étendue de sa consommation. La dynastie des Bourbons comprit la nécessité de reconquérir l'indépendance économique, et de créer une industrie nationale; et, malgré la méfiance que la cour de Castille continuait à témoi-

gner à l'égard de la Catalogne, ce fut vers elle que se tournèrent les regards des souverains, lorsqu'il s'agit d'entreprendre cette œuvre de régénération intérieure.

Si bas que fussent tombés l'industrie et le commerce catalans, la Catalogne était encore la région de la Péninsule qui répondait le mieux au projet de la royauté, et Barcelone, malgré tous ses malheurs, restait encore une des villes les plus industrielles d'Espagne. La nouvelle politique de la royauté fut inaugurée par une mesure des plus libérales et des plus favorables à la Catalogne : ce fut l'abolition, par Charles III, en 1778, du monopole accordé jadis à la couronne de Castille, dont les deux grands ports sur l'Océan, Cadix et Séville, avaient seuls le droit, jusqu'à ce jour, de charger et de décharger les marchandises importées d'Amérique ou exportées par la métropole. L'ouverture de l'immense marché du Nouveau-Monde fut un grand pas de fait vers le relèvement économique de la Catalogne. Stimulé par l'attrait et les profits de ces campagnes lointaines, le commerce catalan sortit de sa torpeur. Le port de Barcelone s'empressa d'armer de nombreux navires qui mirent en relations fréquentes la métropole et ses colonies d'Amérique, et la marine catalane regagna bientôt une partie de son ancienne prospérité.

Mais les souverains firent mieux que de lever les prohibitions édictées par leurs prédécesseurs. Ils surent accorder une protection éclairée à toutes les industries qui, jadis, avaient prospéré sur le sol de la Péninsule. Encouragée par la faveur royale, l'industrie catalane progressa rapidement. En 1779, l'industrie du coton occupait en Catalogne 18.000 ouvriers ; celle du lin, 12.000 ; celle de la soie, 12.000 également ; et 3.000 celle de la laine ; au total, une population ouvrière de

75.000 âmes (1). L'Espagne affirmait ainsi sa volonté de ne plus dépendre de personne au point de vue industriel, et d'arracher des mains de l'étranger son marché intérieur.

Dans ce grand mouvement industriel de la fin du XVIII^e siècle, il faut faire une place à part à l'industrie cotonnière, qui devait rapidement devenir l'industrie catalane par excellence. Introduite en Espagne par les Arabes, elle avait malheureusement disparu avec eux, après avoir atteint une assez grande prospérité. Elle réapparut en Catalogne au XVIII^e siècle, au moment même où elle prenait également naissance en Angleterre. Mais l'industrie cotonnière ne pouvait vraiment progresser qu'avec l'introduction des procédés de fabrication mécanique, seuls capables d'aboutir à une production intense. Ce fut en 1780 que fut introduite en Catalogne la machine à filer surnommée *Mull Jenny*. L'habileté des artisans catalans eut tôt fait de lui apporter de véritables améliorations, si bien que la *Mull Jenny* finit par changer de nom et par n'être plus connue en Espagne que sous celui de *bergadana*, en souvenir de la ville de Berga, où elle avait été perfectionnée. Au commencement du XIX^e siècle, l'industrie cotonnière était en pleine prospérité, et ses produits occupaient la première place parmi les articles d'exportation pour l'Amérique. Ce n'était plus seulement Barcelone qui travaillait désormais avec une activité fiévreuse ; c'était aussi des villes de médiocre importance, de simples bourgades, qui devenaient en peu de temps de véritables centres industriels : Reus, Manresa, Olot, Mataró, Berga, Valls,

(1) Guillermo Graell. *La Cuestión catalana*. Chap. II, p. 18.

Ripoll, Igualada, Vich, etc. Un brillant avenir industriel paraissait s'ouvrir pour la Catalogne.

La guerre étrangère allait malheureusement arrêter cet essor remarquable de l'industrie catalane. Mêlée par l'ambition de Napoléon à une guerre maritime contre l'Angleterre, l'Espagne paya de la ruine de sa marine et de son commerce renaissants l'appui qu'elle avait prêté à l'Empereur. De ce désastre immérité, la région qui souffrit le plus fut, sans aucun doute, la Catalogne qui avait fait un grand effort pour relever son industrie, et qui la voyait maintenant paralysée par la ruine de la marine et du commerce espagnols.

La paix était à peine signée avec l'Angleterre quand éclata la guerre de l'Indépendance, cette lutte farouche du peuple espagnol contre les armées de Napoléon. Les envahisseurs s'emparèrent de Barcelone et en incendièrent les fabriques et les manufactures. Une fois de plus, la Catalogne se trouva séparée de l'Espagne. Mais cette fois, ce n'était pas dans un mouvement de révolte contre la mère patrie. C'était contre son gré, par la volonté du tout-puissant Empereur, qui la rattacha momentanément à la France, et qui essaya sans succès de gagner les sympathies du peuple catalan, en faisant briller à ses yeux la perspective d'un rétablissement possible de ses anciennes libertés (1). Mais le peuple catalan ne se laissa pas séduire. Le sentiment de la dignité nationale outragée l'emporta. Au soulèvement populaire du *Dos de Mayo* à Madrid, répondirent les cris

(1) Oliva y Milá. *Historia de Catalunya*.

de vengeance des montagnards du *Bruch* (1). L'Espagne en masse se souleva. Désastreuse par les ruines matérielles qu'elle entraîna, cette guerre de l'Indépendance fut féconde en résultats moraux : elle éveilla chez le peuple espagnol le sentiment de la solidarité nationale. Pour la première fois, l'Espagne sentit qu'elle formait vraiment une nation, et qu'il y avait en elle autre chose qu'un agrégat de races diverses.

A la guerre de l'Indépendance, succéda une période de profond marasme intérieur, pendant laquelle la Catalogne ne donna guère signe de vie. Il est vrai que les circonstances étaient loin d'être favorables à une reprise de l'activité économique : la mise en application, laborieuse et plusieurs fois ajournée, du régime constitutionnel ; l'intervention française en 1823 ; la révolte et l'émancipation des colonies d'Amérique, entretenaient dans la Péninsule une atmosphère troublée, peu propice au développement du commerce et de l'industrie.

Les rares fabriques qui existaient à cette époque dans la Péninsule se trouvaient toutes en Catalogne. La visite que le roi Fernand VII fit, en 1827, à Barcelone, vint donner une très heureuse impulsion à l'industrie catalane. Pendant son séjour dans la capitale du Principat, le monarque tint à visiter minutieusement les usines, les ateliers, les fabriques, « ne craignant pas, rapportent les témoins oculaires, de s'engager sur d'étroites passerelles ou de monter jusqu'au cinquième étage des bâtiments pour mieux se rendre compte des résultats acquis et des

(1) Le 2 mai 1808, le peuple de Madrid se souleva contre les Français. Ce fut le signal de la guerre de l'Indépendance.

Le 6 juin, les montagnards catalans mettaient en déroute une division française dans les défilés du Bruch, près du Montserrat,

progrès qui restaient encore à réaliser », et manifestant à plusieurs reprises sa volonté bien arrêtée de restaurer à tout prix l'industrie nationale.

Mais Fernand VII ne se contenta pas de donner aux industriels de la Catalogne de platoniques encouragements. Comprenant qu'une industrie, à ses débuts, ne peut vivre et progresser sans une protection efficace, il inaugura, en 1832, une politique résolument protectionniste, qui se traduisit par la mise en vigueur d'un tarif dont certaines colonnes présentaient même un véritable caractère prohibitif, puisqu'il allait jusqu'à interdire l'entrée en Espagne de tout article fabriqué renfermant une parcelle de coton. Le monarque supprima de même les exemptions ou privilèges exorbitants dont jouissaient certaines Compagnies, comme la Compagnie des Philippines ou celle du Guadalquivir, qui étaient autorisées à importer chaque année une certaine quantité de marchandises franches de tout droit, et des lois sévères furent promulguées dans le but de réprimer la fraude et la contrebande. Fernand VII voulut même intervenir personnellement dans le développement économique de la Catalogne : l'industrie cotonnière manquait de capitaux ; le roi donna sur sa propre cassette 60.000 douros (1) et fit acheter un vaste terrain aux environs de Barcelone pour installer une fabrique modèle avec les meilleures machines à filer et à tisser, mues par la vapeur.

Encouragée par ce protectionnisme éclairé, stimulée par l'initiative royale, l'industrie catalane eut bientôt reconquis le terrain perdu. Le marché de la Péninsule,

(1) 300.000 francs.

fermé par les tarifs protecteurs aux nations étrangères, servit de débouché naturel aux articles des manufactures catalanes, qui virent rapidement leur production s'accroître dans des proportions remarquables. A l'encontre des autres régions de l'Espagne qui n'avaient pas encore réussi à secouer leur torpeur économique, la Catalogne, dès cette époque, était entrée résolument dans la voie du progrès.

Le filage et le tissage du coton constituaient toujours la grande industrie de la Catalogne, mais ce n'était plus la seule. L'industrie de la laine était cultivée avec succès à Tarrasa et à Manresa, où l'on avait adopté les procédés de fabrication les plus perfectionnés. L'industrie de la soie, ruinée par la guerre de l'Indépendance, avait repris une vie nouvelle lorsque le calme fut revenu. Les soieries de Barcelone, de Reus, de Manresa, de Valence, fabriquées d'après les procédés mécaniques inventés par Jacquard, pouvaient soutenir la comparaison avec les plus belles soieries de Lyon. L'industrie du lin et du chanvre, très active autrefois, puis ruinée par la concurrence flamande, avait été reprise, sous le règne de Charles III, et, bien que n'ayant pas atteint la prospérité des industries précédentes, tenait une place honorable dans le commerce général de la Catalogne. Il faut citer enfin, comme une des industries les plus prospères, la fabrication des dentelles, qui avait toujours été en grand honneur dans la région de Barcelone.

Et pourtant, l'industrie catalane devait encore se heurter à bien des obstacles avant d'atteindre son complet épanouissement. Les encouragements donnés par la royauté aux industriels de Catalogne commençaient à peine à produire leurs effets, quand éclata le soulèvement carliste, qui fut l'origine d'une guerre civile de sept ans,

dont la Catalogne fut à maintes reprises le théâtre. Tandis qu'une lutte acharnée mettait aux prises, dans les campagnes, carlistes et libéraux, les grands centres étaient aux mains des émeutiers et des révolutionnaires. Pendant cette triste période, Barcelone fut constamment en état de siège, et les moindres mouvements révolutionnaires furent réprimés avec une implacable rigueur par le général Mina; et, plus tard, par le baron de Meer. En 1835, à la suite d'une émeute, la fabrique modèle, mue par la vapeur, que Barcelone devait à l'initiative de Fernand VII, fut incendiée par la populace. Cet inique attentat eut pour résultat de faire ajourner pendant quelque temps l'application des procédés mécaniques modernes. On avait fait croire à la classe ouvrière que l'adoption des machines aurait pour conséquence une diminution immédiate dans le taux des salaires, et beaucoup de fabricants de Barcelone, qui avaient fait venir à grands frais de l'étranger des machines à vapeur, durent remettre à plus tard leur installation, et même les tenir cachées pour les soustraire à la colère de la foule.

Malgré toutes ces épreuves, l'industrie catalane, particulièrement l'industrie cotonnière, dont les produits étaient de jour en jour plus demandés, ne cessait de progresser. L'impulsion était donnée et rien ne pouvait plus désormais arrêter la marche en avant. Sans doute, la Catalogne éprouva encore de violentes secousses intérieures, dont la plus grave fut l'insurrection de Barcelone, en 1842, sous la régence du général Espartero (1). Espartero, qui

(1) Le bruit courait avec insistance depuis quelque temps que le gouvernement avait conclu avec l'Angleterre un traité de commerce autorisant la libre entrée dans la Péninsule des tissus de coton anglais. Ce traité, s'il avait été signé, aurait livré le marché espagnol aux manufacturiers britan-

comptait pourtant des partisans fanatiques à Barcelone, dut bombarder, pendant trois jours et trois nuits, la ville insurgée.

Une fois le calme revenu, la Catalogne se remit à l'œuvre. De nouvelles fabriques furent construites ; les antiques ateliers furent remplacés par des édifices plus spacieux ; et les procédés mécaniques, employés sur une grande échelle. Les progrès, réalisés par l'industrie cotonnière en l'espace de quinze ans, de 1830 à 1846, sont confirmés par l'augmentation toujours croissante des importations de coton brut en Catalogne. Dans cette brève période de temps, le chiffre des importations quintupla (1). Il en était de même de l'industrie de la laine qui perfectionnait chaque jour ses procédés de fabrication, et, d'une manière générale, de toute l'industrie textile qui devait toujours constituer la branche la plus prospère de l'activité catalane.

C'est de cette époque également que datent les premières polémiques entre Madrid et Barcelone, au sujet de la politique commerciale que devait suivre l'Espagne dans ses relations avec les nations étrangères. Protectionnisme ou libre-échange, tel était le problème qui commençait à se poser avec insistance et qui divisait déjà les politiciens en deux camps bien tranchés. Sur une telle ques-

riques, et ruiné, en peu de temps, l'industrie catalane qui ne pouvait encore se soutenir qu'au moyen de tarifs nettement protecteurs. La perspective de se voir dépossédés d'un marché que les Catalans, à tort ou à raison, considéraient comme leur appartenant de droit, et la crainte, chez la classe ouvrière, de se voir jetée sur le pavé par la fermeture des fabriques, soulevèrent à Barcelone une émeute formidable qui dégénéra en insurrection.

(1) Il était de 6 millions de livres en 1830 ; de 18 millions en 1840 ; et de 36 millions en 1845. Mais ce dernier chiffre fut exceptionnel.

tion, l'opinion des Catalans ne pouvait faire de doute : ils étaient protectionnistes par tradition ; ils l'étaient par intérêt ; ils devaient le rester toujours. Leur industrie ne vivait encore qu'à l'abri d'une protection rigoureuse. Toute modification des tarifs dans un sens libéral aurait eu un contre coup funeste sur l'industrie catalane.

Il n'en était pas de même des autres provinces espagnoles. La Catalogne mise à part, l'Espagne était avant tout un pays agricole (1), produisant, bon an mal an, un excédent de denrées qu'elle avait tout intérêt à voir absorber par la consommation étrangère. Aussi la plus grande partie de la Péninsule se montrait-elle favorable à une politique libre-échangiste, qui lui aurait permis d'exporter dans de bonnes conditions le surplus de sa production agricole. A la tête de ce mouvement libre-échangiste, hostile par suite à la Catalogne, s'était immédiatement placée la capitale. Madrid, ville artificielle, bâtie au milieu d'un désert, sans commerce, sans culture, sans industrie, vivant uniquement des produits du dehors, avait tout intérêt à appuyer une politique libre-échangiste. Dès lors, nous allons assister à une lutte incessante entre les deux catégories d'intérêts opposés : d'un côté, Barcelone, porte-parole de la Catalogne industrielle, et partisan d'un protectionnisme à outrance ; de l'autre, Madrid, soutenue par la majeure partie de l'Espagne agricole et poussant à la conclusion de traités de commerce conçus dans un sens libéral.

(1) « L'Espagne, partout où elle a de l'eau, est merveilleusement fertile. Elle produit dans les Castilles, du blé ; en Andalousie, aux pays de Murcie, de Valence, des oranges, citrons, figues, melons, riz, grenades, olives, raisins, etc. Le chêne-liège, le noyer, le châtaignier croissent dans les montagnes ». Schrader. *Atlas de géographie moderne*.

Dans ce conflit d'intérêts, ce furent les libre-échangistes qui l'emportèrent, du moins momentanément. Mieux placés que les Catalans pour faire entendre leurs revendications, ils réussirent assez facilement à s'imposer à l'attention des pouvoirs publics. Malgré les efforts de la *Comisión de Fabricantes de Hilados, Tejidos y Estampados del Principado de Cataluña*, puis de la *Junta de Fábricas*, qui lui succéda, le gouvernement d'Isabelle II, cédant au grand courant d'idées libérales qui commençait à se faire sentir dans toute l'Europe, entra délibérément dans la voie du libre-échange.

La première réforme conçue dans un sens libéral date de 1849. Cette année-là, une loi douanière du 17 juillet vint introduire une notable diminution dans les *aranceles* (tarifs douaniers). Le nouveau tarif porta un coup sensible à la prospérité de l'industrie catalane. Le mouvement ascendant de la production fut arrêté net. De 1850 à 1854, le chiffre des importations de coton qui, jusque-là, n'avait cessé de monter, demeura stationnaire, avec une moyenne annuelle de 35 millions de livres. Néanmoins, la réforme laissait à l'industrie catalane une marge suffisante pour exercer son activité, et les efforts des industriels catalans portèrent alors plus particulièrement sur l'amélioration de la qualité des produits, et sur l'abaissement des prix de vente. D'ailleurs, au bout de peu de temps, la marche ascendante de la production reprit son cours normal, et, en 1860, les importations de coton brut en Catalogne atteignaient 60 millions de livres, c'est-à-dire un chiffre deux fois supérieur à celui de 1846 et triple de celui de 1841.

La prospérité de l'industrie cotonnière paraissait définitivement assurée en Catalogne, lorsqu'éclata la guerre de Sécession. La fermeture momentanée du marché amé-

ricain, le grand exportateur de coton, se traduisit par une crise terrible (*cotton famine*), qui atteignit la plupart des nations européennes, et notamment, en Espagne, la Catalogne. L'industrie catalane subit des pertes énormes par suite de la disette de matière première. Ce désastre eut sa répercussion sur un certain nombre de branches connexes à l'industrie cotonnière, et qui étaient cultivées avec succès en Catalogne: teinturerie, produits chimiques, substances colorantes et alcalines, etc.

L'industrie catalane fut sur le point de succomber dans cette crise économique, compliquée par l'application du nouveau tarif douanier de 1862, qui vint encore accentuer les tendances libre-échangistes. Elle résista néanmoins, et les fabricants de Catalogne, par des prodiges d'ingéniosité et d'économie, réussirent à traverser la période critique. A peine le commerce du coton commençait-il à se rétablir qu'ils se remettaient à l'ouvrage et que la production cotonnière reprenait de nouveau sa marche ascendante. Il y avait là une preuve décisive de la vitalité de l'industrie catalane. C'est ce que reconnaissait d'ailleurs, en 1869, D. Laureano Figuerola, ministre des Finances sous la Révolution de Septembre. « Elle n'a plus besoin d'être tenue en lisières, disait-il en parlant de l'industrie catalane ; elle peut maintenant marcher toute seule. Autrefois, elle ne pouvait vivre que dans une atmosphère artificielle, comme une plante de serre. Mais aujourd'hui, les libres effluves de l'air ne l'éprouvent plus ; elles ne peuvent que la vivifier et la fortifier. . . . »

Il ne nous paraît pas utile — pour le moment tout au moins — de pousser plus avant l'étude du mouvement industriel de la Catalogne, dont nous venons, à grands traits, d'esquisser les débuts. Notre but n'était pas, d'ailleurs, de suivre jusqu'à nos jours l'évolution économi-

que de la Catalogne. Ce que nous avons voulu montrer, dans les pages qui précèdent, c'est la *Renaissance économique* du pays catalan. Or, cette renaissance, à l'époque où nous en sommes arrivés, n'est plus niable. Dès ce moment, la personnalité de la Catalogne se détache nettement au milieu des autres régions de l'Espagne. A force de patience et d'activité laborieuse, les Catalans sont arrivés à faire de leur province un pays vivant et prospère, désormais en grande avance sur ses voisins de la Péninsule (1).

Nous allons abandonner maintenant, pour quelque temps, le terrain économique sur lequel nous nous étions jusqu'ici placés, pour aborder l'étude d'un nouveau mouvement qui commence à la même époque à se faire jour en Catalogne : le mouvement littéraire. C'est un second réveil de la conscience catalane auquel nous allons assister. Après la renaissance économique, devait venir la renaissance littéraire de la Catalogne.

(1) Le fait nous est d'ailleurs confirmé par les récits des voyageurs qui ont visité l'Espagne à cette époque. Voir notamment Ch. Davillier. *Voyage en Espagne*, 1862. « Les Catalans passent en Espagne pour très industriels et âpres au travail. Dans plusieurs provinces, on dit : *Vamos al catalan* (allons chez le Catalan) quand on parle d'aller dans un magasin quelconque... Barcelone est la seconde ville et le premier port du royaume, et on l'a surnommée, à juste titre, le Manchester de la Péninsule. Son port est encombré de navires de toutes les nations ».

CHAPITRE II

La Renaissance littéraire

Au Moyen âge, la langue officielle de la chancellerie d'Aragon, la langue parlée par le peuple de Catalogne, de Valence et de Majorque, était la langue catalane ou limousine, une des branches les plus florissantes de la langue d'oc. En ce temps-là, les lettres catalanes brillaient d'un vif éclat : la Catalogne avait des poètes comme Ausias March, le fondateur des Jeux Floraux ; des prosateurs comme Montaner, le chroniqueur des rois d'Aragon ; des philosophes comme Raymond Lull, une des intelligences les plus fécondes de son temps.

Tout cela disparut au ^{xvi}^e et au ^{xvii}^e siècles, lorsque la Castille prit en mains la direction des affaires de la Péninsule. Comme elle avait absorbé les libertés de la Catalogne, la Castille absorba la langue catalane. Le catalan fut exilé dans les campagnes, et le castillan devint la langue officielle, acceptée, de la Catalogne. La langue catalane semblait bien morte.

Elle n'était pourtant qu'endormie. Au ^{xix}^e siècle, après un sommeil de trois siècles, elle devait se réveiller, comme devait se réveiller le pays catalan lui-même ; elle devait suivre l'étrange fortune de la Catalogne, profiter de la Renaissance économique dont celle-ci était le théâtre, devenir enfin une langue littéraire, instrument naturel et nécessaire de la culture catalane, instrument de propagande des idées libérales et autonomistes du peuple catalan.

Le premier cri de cette Renaissance littéraire fut la

célèbre *Ode à la Patrie* d'Aribau, qui date de 1833. L'Ode à la Patrie fut comme un signal longtemps attendu. Jusque là, on avait cru le catalan impropre à la vie littéraire. Les strophes vibrantes d'Aribau dessillèrent bien des yeux : on se souvint du passé ; une foule de poètes surgirent, qui célébrèrent à leur tour l'amour du sol natal ; et cet amour du sol natal, ils ne craignirent pas de le dire en langue vulgaire, en catalan, c'est-à-dire dans une langue oubliée, méprisée, qui n'était plus guère parlée que dans les campagnes. Aux poètes, bientôt se joignirent les érudits qui se plongèrent dans l'étude des langues romanes. D'autres fouillaient les archives, exhumaient les parchemins jaunis, reconstituaient l'histoire du peuple de Catalogne ; d'autres enfin étudiaient les vieux monuments, les cathédrales gothiques où flottaient encore les souvenirs du passé. On voyait peu à peu la terre catalane sortir du sommeil où l'avaient plongée trois siècles d'oubli et de torpeur intellectuelle.

La fin du XVIII^e siècle avait vu le réveil économique de la Catalogne ; le milieu du XIX^e allait assister à son réveil littéraire et historique. La Renaissance économique avait ranimé les énergies de la Catalogne ; la Renaissance littéraire allait ranimer son âme.

Il faut pourtant attendre jusqu'à l'année 1859 pour trouver une preuve décisive de ce réveil de la langue et des lettres catalanes. L'année 1859 marque la date de la restauration des Jeux Floraux. Deux choses manquaient encore au mouvement littéraire qui s'était spontanément formé : une direction et une impulsion décisive. Les Jeux Floraux vinrent lui donner l'une et l'autre. Ils firent vibrer dans les cœurs le sentiment de la patrie catalane, à la manière romantique, comme le firent, en Allemagne,

au début du xix^e siècle, Schlegel, Adam Muller, Tieck et Novalis, qui contribuèrent pour une si large part à la formation du patriotisme germanique. Dans l'enceinte des Jeux Floraux, on exalta l'idée de patrie, non pas la grande patrie, organisme politique et artificiel, mais la petite patrie, la vieille terre catalane, qui s'était enfin réveillée de son long sommeil. Et, dans leurs vers, les poètes célébraient cette Renaissance de la conscience catalane, cette résurrection d'une langue, qui, de l'état de patois proscrit, s'était élevée à la dignité de langue littéraire.

Morta la diuhen qu'es

Mes jo la crech viva. (1)

Désormais, l'élan était donné. La modeste propagande des débuts avait gagné de proche en proche, groupant dans le même enthousiasme tous les admirateurs de la langue et du passé de la Catalogne. Le mouvement, d'ailleurs, ne devait pas en rester là ; il devait dépasser — et de beaucoup — le but que s'était proposé le petit cercle de poètes et d'érudits où il avait pris naissance. En un mot, de littéraire qu'il était au début, il devait bientôt dégénérer en mouvement politique.

Il est difficile de dire à quel moment précis eut lieu cette transformation. Il est probable que ceux-là même qui contribuèrent à engager la Renaissance littéraire dans cette nouvelle voie ne s'en rendirent pas d'abord exactement compte. En restaurant les Jeux Floraux, les promoteurs de la Renaissance littéraire n'étaient animés que par le désir sincère de faire œuvre d'artistes et de poètes,

(1)

On dit qu'elle est morte.

Mais moi je crois qu'elle est vivante. (V. Balaguer.)

de faire revivre une langue déchue. Mais faire revivre une langue déchue, n'est-ce pas le meilleur moyen de faire revivre le peuple qui la parle, de réveiller sa conscience endormie?

*Poble que sa llengua cobra
Se recobra a sí meteix (1).*

Et du fond de la Provence, de cette Provence qui avait salué la première le réveil de la langue catalane, une voix montait jusqu'à la Catalogne, qui venait préciser le sens profond de ces deux vers :

*Quau tèn sa lengo, tèn la clau
Que di cadeno lou delièuro (2).*

Dans son étude sur « la Catalogne et les Catalans (3) », parue en 1860, Joan Cortada revendiquait déjà les titres de gloire du peuple catalan : « Nous sommes catalans, s'écriait-il, et nous nous en faisons gloire, de la même manière qu'un français tire orgueil de sa qualité de français, et qu'un anglais ne cesserait de l'être pour rien au monde....., mais cet amour pour la patrie ne suppose aucune haine, aucune inimitié pour les régions qui ne sont pas notre patrie..... »

A l'enthousiasme des débuts, succéda bientôt une période plus calme, une période de réflexion, de retour en soi-même. Sans abandonner le champ de la poésie, on allait entrer dans celui de la prose. Si la Catalogne

- (1) Le peuple qui retrouve sa langue.
Se retrouve lui-même.
(2) Qui tient sa langue, tient la clef.
Qui de ses chaînes le délivre.

F. Mistral. *Iscolo d'or, I. Catalan.*

(3) Joan Cortada. *Cataluña y los catalanes*, 1860.

avait une langue propre, distincte, caractéristique de sa race et de son génie, n'était-ce pas aussi la preuve qu'elle était une entité distincte dans la grande famille des races latines? La langue n'est-elle pas un des éléments les plus importants, le plus important peut-être, de la personnalité d'un peuple? La Catalogne n'avait-elle pas, d'autre part, des origines, des traditions, des coutumes distinctes de celles des autres régions de la Péninsule? N'était-elle pas plus riche, plus laborieuse, plus cultivée que la majeure partie des provinces espagnoles? Et pourtant, quelle était sa situation dans cette seconde moitié du *xix*^e siècle? Celle d'une simple province de la monarchie espagnole, de cette monarchie décadente, qui avait vu lui échapper successivement tous les lambeaux de l'immense empire élevé jadis par le génie de Charles-Quint.

Province, d'ailleurs, la Catalogne ne l'avait pas toujours été. Elle n'avait pas encore perdu le souvenir du temps où elle formait une nation indépendante et prospère, librement associée à la couronne d'Aragon. Son indépendance, sa prospérité, tout avait disparu un jour, absorbé par l'ambition jalouse d'un peuple, qui, deux siècles durant, avait connu des heures de gloire extraordinaire, puis s'était effondré lamentablement, et végétait maintenant dans la plus triste médiocrité. Et la Catalogne en venait insensiblement à se demander pourquoi certaines régions, dans le royaume d'Espagne, continuaient à occuper une situation prédominante, à diriger la politique générale du pays, alors que d'autres, plus riches, plus cultivées, plus dignes en un mot de jouer ce rôle, étaient tenues à l'écart, oubliées, méprisées.

La pente était dangereuse : inconsciemment la Catalogne y était entraînée. Il n'était plus question désormais de revendiquer le droit à la vie de la langue catalane.

D'ores et déjà, on parlait de revendiquer le droit à la vie de la Catalogne comme entité politique. Dès ce moment, le mouvement littéraire passait au second plan; une nouvelle Renaissance s'ouvrait pour la Catalogne: la Renaissance politique.

CHAPITRE III

La Renaissance politique

§ I. FÉDÉRALISME ET CATALANISME

La Renaissance littéraire de la Catalogne avait précédé et préparé sa Renaissance politique. Sous l'apparence un peu trompeuse de simples tournois littéraires, les Jeux Floraux fournissaient aux apôtres de la Renaissance un prétexte excellent pour se retrouver, pour recruter de nouveaux adeptes, pour constater d'une année à l'autre le chemin parcouru par l'idée catalane, pour lancer enfin les premières formules de revendications politiques. Ces fêtes de la poésie étaient aussi l'occasion, pour ces propagateurs infatigables, de renouveler leur serment de travailler sans relâche à la restauration de la langue et de la patrie catalanes ; pour eux, en effet, l'une ne pouvait vivre sans l'autre, et Bofarull, aux Jeux Floraux de 1861, n'hésitait pas à déclarer que « la vie de la langue était la vie même de la patrie. »

Les premières revendications politiques de la Catalogne, émises dans l'enceinte restreinte des Jeux Floraux, furent d'abord assez timides : elles se bornèrent à de vagues paroles d'espérance, à des allusions voilées au réveil de la conscience catalane. « Les provinces s'agitent..., les nationalités se relèvent..., les langues se réveillent (1). » Avec le temps, elles se précisèrent. En

(1) Jeux Floraux de Barcelone, 1862.

1863, Victor Gebhardt osa dénoncer les conséquences fâcheuses du régime de centralisation à outrance sous lequel vivait le pays, et ne craignit pas d'attaquer les théories des politiciens qui, « foulant aux pieds l'ordre admirable de la nature, prêchaient des théories d'unification absolue. »

Les guerres et les troubles intérieurs, si fréquents pendant toute cette période et plus particulièrement en Catalogne, retardèrent l'évolution du mouvement vers les solutions politiques, et contribuèrent à maintenir pendant assez longtemps les aspirations catalanistes dans le cadre purement littéraire où elles avaient pris naissance. Mais le zèle des apôtres de la Renaissance ne s'en trouva pas ébranlé, et ils continuèrent avec la même ardeur leur propagande dont les tendances politiques se précisaient chaque jour davantage. Après avoir affirmé le droit, pour le peuple catalan, de parler librement sa langue, ils montraient maintenant la Catalogne formant dans la Péninsule une entité collective naturelle, vivant d'une vie propre, et douée de tous les éléments qui caractérisent les nations : la langue, l'histoire, la race, la conscience nationale ; ils critiquaient même ouvertement « la triste et froide uniformité » qui régissait toutes les régions de l'Espagne, entravant leur développement et s'opposant à la libre expansion de leur personnalité.

C'est vers cette époque, et dans ce milieu admirablement préparé pour les recevoir, que commencèrent à se faire jour les théories fédéralistes introduites en Espagne par le républicain Pi y Margall. Une telle doctrine devait être forcément accueillie avec faveur en Catalogne. La Catalogne souffrait d'un régime de centralisation excessive, et le fédéralisme, avec le régime de décentralisation qu'il implique, paraissait répondre à merveille à ces aspi-

rations. La jeunesse catalane avancée adopta d'enthousiasme ce nouvel idéal politique, et toutes ses espérances vinrent se résumer dans cette formule, qui devint le cri de ralliement du parti fédéraliste : « Ni unification, ni indépendance, ni séparation, ni absorption (1) ».

Le fédéralisme ne cessait d'ailleurs de gagner du terrain, non seulement en Catalogne, mais dans toute l'Espagne. Sauf quelques rares personnalités inféodées à la politique madrilène, tous les Catalans, ou bien s'étaient déclarés ouvertement les partisans et les défenseurs de l'idée fédéraliste, ou bien regardaient le mouvement avec sympathie. Une propagande habilement dirigée recrutait chaque jour de nouveaux adeptes. C'est vers cette époque que commença à paraître *El Estado Catalán*, périodique que dirigeait alors Valentin Almirall, et qui fut pendant un certain temps le porte-voix de la jeunesse fédéraliste catalane.

Sur ces entrefaites, éclata la Révolution de Septembre 1868. Le moment paraissait favorable pour reconstituer sur de nouvelles bases l'état espagnol. La Révolution avait jeté à terre les institutions fondamentales de la monarchie, et les fédéralistes avaient alors beau jeu pour tenter une application de leurs théories. Un moment même, ils purent se croire les maîtres de la situation : ce fut en 1873, lorsque la République eut été proclamée et que le fédéraliste Pi y Margall eut pris possession de la présidence du pouvoir exécutif.

Les espérances qu'avait fait entrevoir l'arrivée au pouvoir du parti fédéraliste ne furent pas réalisées. L'Espagne traversait alors une terrible crise intérieure.

(1) Almirall, *El Catalanismo*, p. 129.

Le pays était en proie à l'anarchie la plus complète. Les émeutes populaires, les *pronunciamientos* militaires se succédaient presque sans interruption. Au dedans, les carlistes venaient d'entrer en campagne ; au dehors, l'insurrection cubaine faisait rage. La République fédérale se débattit quelque temps au milieu de cette situation inextricable, essayant vainement de rétablir l'ordre dans ce pays bouleversé où chaque région se gouvernait à sa guise. Son indécision, son impuissance devaient achever de la perdre. Au surplus, il était visible, qu'après avoir proclamé la République fédérale, on était dans l'impossibilité de l'organiser. Le désarroi était général. On parlait d'envoyer en Suisse ou aux États-Unis une commission chargée d'étudier sur place l'organisation et le fonctionnement du régime fédératif. Les membres du gouvernement ne parvenaient même pas à s'entendre au sujet de l'unité qui devait servir de base à la nouvelle République fédérale. Les uns proposaient de partir de la division administrative en vigueur et de prendre les provinces actuelles comme bases du nouveau régime politique ; d'autres proposaient au contraire les anciens royaumes de la monarchie espagnole ; d'autres enfin suggéraient une fédération générale de toutes les municipalités espagnoles (1). Le parti fédéraliste, au pouvoir, ne fit que démontrer son impuissance, et il sombra au bout de peu de temps, sans avoir pu mettre en pratique un seul des principes qui l'avaient amené au gouvernement, précédant de quelques mois seulement la restauration de la dynastie des Bourbons, œuvre d'un dernier *pronunciamiento* militaire.

(1) Pompeyo Gener. *La Cuestión catalana*, article paru dans la revue madrilène *Nuestro Tiempo*, du mois de mai 1903.

L'échec du parti fédéraliste fut un coup sensible pour la Renaissance politique de la Catalogne. Les espérances que beaucoup de Catalans avaient fondées sur le triomphe de l'idée fédéraliste s'écroulèrent. « Nous continuâmes bien à écrire des vers, dit Almirall dans son ouvrage sur le *Catalanisme*, mais ils n'étaient plus animés par l'énergique esprit de protestation des temps antérieurs, et nous n'avancions plus d'un pas dans le chemin de nos revendications... Le mouvement avait gagné en extension, mais il avait perdu en intensité... Il y avait beaucoup de faux catalanistes et très peu de vrais catalans. Pour ceux-là, le catalanisme se bornait à feindre une admiration de commande pour tout ce qui était catalan, excellent moyen de nous couvrir de ridicule et de nous rendre insupportables aux yeux de tous ceux qui suivaient notre mouvement (1). »

Après l'échec du parti fédéraliste, le mouvement politique catalan subit donc un temps d'arrêt. Non pas que les partisans des doctrines catalanistes aient renoncé à aucune de leurs revendications : bien au contraire. Le catalanisme — le mot était désormais lancé — était définitivement classé parmi les mouvements régionalistes, au même titre que ceux qui commençaient vers la même époque à remuer le sol de la Provence, de la Bohême, de l'Écosse, de la Flandre. Mais la propagande catalaniste avait pris un caractère beaucoup plus platonique et littéraire : les fêtes annuelles des Jeux Floraux formaient les points culminants de cette propagande, dont l'organe attitré était *La Renaixensa*, revue fondée quelques années auparavant et qui publiait des articles mi-politiques, mi-littéraires.

(1) Almirall. *El Catalanismo*, p. 131 et 132.

A cette époque, c'est-à-dire au lendemain de la restauration monarchique, deux tendances bien distinctes se partageaient la direction du mouvement politique catalan : il y avait d'abord la tendance *fédéraliste pure*. Cette tendance, issue des théories politiques et philosophiques mises en honneur par Pi y Margall, se présentait avec une apparente rigueur scientifique qui la rendait applicable, en principe, à tous les pays, à l'Espagne par conséquent aussi bien qu'à toute autre nation. Ce groupe fédéraliste catalan avait alors pour chef Valentin Almirall. En face de cette tendance fédéraliste, se dressait une autre tendance que l'on pourrait appeler *historique et traditionaliste*. Elle comprenait tous ceux qui étaient venus au catalanisme en partant d'une étude approfondie de la langue, de l'histoire, du droit, ou même tout simplement des intérêts économiques de la Catalogne...

Cependant, à Madrid, on commençait à s'inquiéter sérieusement de l'ampleur que prenait le mouvement catalaniste. Il fallait de toute nécessité réprimer cette agitation, mettre un terme à cette propagande qui constituait une menace permanente pour « l'intégrité de la patrie. » Le procédé qui parut le plus efficace au gouvernement madrilène pour combattre les menées catalanistes, fut de s'attaquer à la langue catalane, à cette langue dont la restauration avait été le signal d'un réveil de la conscience et de la tradition catalanes. Dans ce but, le gouvernement décida de proscrire l'usage du catalan de tous les actes ayant un caractère officiel : défense fut faite d'employer le catalan devant les tribunaux, dans les actes notariés, dans la rédaction des contrats et des testaments, et même de l'enseigner sur les bancs de l'école. Le castillan fut désormais la seule langue officiellement admise en Catalogne.

C'était un coup direct porté au catalanisme. Mais cette prohibition de l'idiome local n'amena pas tous les résultats qu'en avait espérés le gouvernement de Madrid. Sans doute, le catalan dut disparaître de toutes les manifestations officielles, mais il continua à être parlé dans tous les foyers catalans. Dans les relations journalières, dans les conversations courantes, on affectait même de parler plus que jamais le catalan, pour protester contre la mesure despotique prise par le pouvoir central. La presse catalane reçut une impulsion très visible à la suite de cette persécution de l'idiome local. La revue *La Renaixensa* se transforma en publication quotidienne, et un grand nombre de nouveaux périodiques catalanistes virent le jour, notamment le *Diari Catalá*, dirigé par Almirall. « Nous continuerons à parler et à écrire en catalan, disait ce dernier, et nous ne nous lasserons pas de l'employer, tant que nous n'aurons pas obtenu les réparations qui nous sont dues. L'usage de notre langue est la plus éloquente manifestation de notre personnalité et un argument incontestable en faveur de la justice de notre cause. Tant que vivra la langue catalane, tout acte d'unification, quelque soit le terrain sur lequel on le tente, constituera un acte de véritable tyrannie. » (1)

§ II. LE « CENTRE CATALA » ET LE « MÉMOIRE DES INJURES ». —
LE PARTICULARISME D'ALMIRALL.

L'année 1880 fut marquée par un événement de grande importance dans l'histoire du catalanisme : ce fut la fon-

(1) Almirall. *El Catalanismo*, p. 138.

dation du *Centre Català*, le premier groupement nettement catalaniste, le premier qui, dédaignant de dissimuler ses ambitions politiques sous le couvert de prétendues occupations littéraires, ne craignit pas d'exposer au grand jour le programme de ses revendications et d'inaugurer franchement une politique de combat. Le chef et fondateur de ce groupement était Valentin Almirall, dont l'active personnalité emplît à elle seule toute cette période. Mais les idées politiques d'Almirall avaient subi, depuis l'époque déjà lointaine où il dirigeait *El Estado Catalán*, une évolution qu'il importe dès maintenant de signaler.

Almirall avait commencé par être un fervent admirateur des doctrines politiques de Pi y Margall. A l'instar de ce dernier, il avait tout d'abord adopté une conception fédéraliste basée sur des principes de raison pure, conception qu'il n'avait pas hésité à proclamer applicable indistinctement à toutes les nations. Mais, avec le temps, les idées d'Almirall avaient évolué : il avait assisté à l'échec du parti fédéraliste, lors de son court passage au pouvoir ; il avait compris, d'autre part, ce qu'il y avait d'artificiel dans un système politique qui, dédaigneux de l'observation, s'étayait sur les bases fragiles d'un rationalisme pur. Rejetant donc les principes *à priori* de Pi y Margall, il avait songé à donner à ses conceptions politiques des assises plus solides, fondées sur l'expérience et non plus sur la raison, et il les avait cherchées dans une étude approfondie des Constitutions suisse et américaine, dont il rêvait de faire l'application à l'Espagne.

Sous l'active direction de son fondateur, le *Centre Català* n'avait pas tardé à devenir une forteresse avancée du catalanisme, où tous les militants de la cause se donnaient rendez-vous. Almirall était vraiment l'âme de ce groupement. Ce fut une des rares époques, la seule peut-être,

où le catalanisme reconnut l'autorité incontestée d'un chef.

Le *Centre Català* s'était proposé d'inaugurer une politique de combat : il ne tarda pas à remplir sa promesse. Délaissant les revendications purement platoniques des premiers temps du catalanisme, il rédigea le fameux Message au roi Alphonse XII, en défense des intérêts moraux et matériels de la Catalogne (1), appelé aussi *Mémoire des Injures* (Memorial d'agravis) en souvenir d'un autre message adressé jadis par les Catalans au roi Philippe IV. Ce mémoire était l'œuvre de Valentin Almirall, qui, pour un jour, avait bien voulu faire abstraction de ses convictions républicaines. Reçu avec enthousiasme par le peuple de Barcelone, convoqué pour en entendre la lecture, il fut présenté au roi le 10 mars 1885 par une commission présidée par Màrian Maspons, et qui comprenait, entre autres personnalités marquantes du catalanisme, Almirall, Verdaguer, Guimerà, Soler, Permanyer et quelques autres.

Le message avait pour but de signaler à l'attention du monarque les conséquences hautement dommageables que la politique centralisatrice entraînait pour la Catalogne. Mais avant tout, il protestait de l'attachement de la Catalogne à *la glorieuse unité de la patrie espagnole*. « Nous n'avons pas, Señor, disait le Message, la prétention d'affaiblir, encore moins d'attaquer la glorieuse unité de la patrie espagnole ; bien au contraire, nous désirons la fortifier et la consolider. Mais nous pensons que le vrai chemin, pour y parvenir, n'est pas d'étouffer et de dé-

(1) *Memoria en defensa de los intereses morales y materiales de Cataluña, presentada à S. M. el rey D. Alfonso XII en 1885.*

truire la vie régionale, pour la remplacer par la seule vie du centre ; aussi nous semblerait-il convenable, autant que juste, de laisser aux différentes provinces d'Espagne une certaine liberté, une certaine latitude dans leur développement spontané, afin que toutes les parties de la Péninsule contribuent pour leur part à la gloire et à la grandeur de la patrie.»

Venait ensuite un exposé des revendications de la Catalogne : « Ce que nous désirons, Señor, c'est de voir implanter en Espagne un système régional qui réponde aux nécessités actuelles, un régime analogue à ceux qui sont en vigueur dans les très glorieux empires d'Autriche-Hongrie, d'Allemagne, et dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne, régime qui fut suivi jadis en Espagne au temps de sa grandeur. Nous le désirons, non seulement pour la Catalogne, mais pour toutes les provinces d'Espagne, et, si nous parlons au nom de la Catalogne, c'est parce que nous sommes Catalans, et parce qu'en ce moment, nous sentons plus que jamais les maux que nous cause la centralisation.»

Suit une énumération des *injures* essuyées par la Catalogne :

« On nous a arraché notre système administratif qu'on a remplacé d'abord par le système castillan, et plus tard, par une copie imparfaite et vicieuse du système français.... Nous ne pouvons plus parler notre langue que dans nos foyers et dans la conversation familière ; chassée de l'école, elle a été bannie du domaine des contrats et du prétoire des tribunaux ; aussi arrive-t-il souvent que les juges, si savants soient-ils, ne comprennent ni les témoins, ni les plaideurs, et que ceux-ci ne comprennent pas leurs juges... Et comme si tout cela ne suffisait pas, voilà qu'on nous menace, depuis quelque temps, et qu'on

essaie aujourd'hui de détruire, ou tout au moins de fausser notre droit civil, base ineffaçable de l'organisation robuste et morale de la famille catalane...»

« A force de travail et de privations sans nombre, nos industriels ont créé une industrie nationale qui, en quarante ans, a progressé et a fini par atteindre un très haut niveau. Cette prospérité est, depuis quelques années, battue en brèche ; elle l'a été dernièrement et elle l'est encore aujourd'hui par le traité avec la France, et le projet de *modus vivendi* avec l'Angleterre (1). »

Le *Mémoire des Injures* fut le premier manifeste du parti catalaniste qui jouit dès son apparition d'une grande popularité ; il eut dans toute la Péninsule un très grand retentissement. La presse madrilène, qui l'avait attendu avec un certain sentiment de curiosité, l'accueillit, comme c'était à prévoir, avec beaucoup d'hostilité, puis crut bon d'affecter à son égard une complète indifférence, très voisine du mépris.

Quelques mois plus tard, au début de l'année 1886, Valentin Almirall faisait paraître son remarquable ouvrage sur le Catalanisme (2), le plus important des traités politiques qui aient été publiés jusqu'à ce jour sur la matière. Cet ouvrage occupe dans l'histoire du catalanisme une place prépondérante ; il a valu à son auteur, de la part de ses adversaires, le titre quelque peu ironique

(1) Allusion aux traités de commerce signés avec la France et l'Angleterre, traités qui abaissaient les droits de douane sur un certain nombre d'articles fabriqués, notamment les tissus de laine, de soie et de coton.

(2) *Lo Catalanisme*. Barcelone, 1886. Une nouvelle édition de l'ouvrage, en langue castillane, a paru en 1902. C'est de cette dernière édition que nous avons fait usage.

de *père spirituel du catalanisme*. Aussi nous paraît-il impossible de ne pas en donner un bref aperçu.

Dans le livre d'Almirall, on peut distinguer deux courants d'idées très différents, qui se juxtaposent, mais qui ne se mélangent pas. On peut séparer très nettement tous les chapitres de la première partie, véritable exposition et défense empirique du catalanisme, des chapitres suivants où il expose sa théorie *particulariste* et l'applique ensuite au problème catalan.

La première partie porte comme sous-titre : *Motifs qui légitiment notre catalanisme régionaliste*. L'auteur consacre les premières pages de son livre à examiner la situation présente de la nation espagnole, situation qui, à son avis, ne peut pas être plus déplorable. Il montre combien fragiles sont les fondements du régime politique en vigueur ; il montre le système représentatif faussé dans son essence par une pression éhontée qui permet au parti au pouvoir d'être toujours assuré de la majorité dans les élections, et il ne peut s'empêcher de remarquer ironiquement qu'il n'y a que deux choses pour lesquelles l'Espagne l'emporte, et de beaucoup, sur les autres nations : par le chiffre de sa dette publique et par le nombre de ses généraux.

Après cette « exhibition des misères » de la nation espagnole, Almirall se livre à un parallèle fort remarquable entre le caractère castillan et le caractère catalan. Il faut d'ailleurs lui rendre cette justice que, s'il se montre sévère par les Castellans, il n'est pas tendre non plus pour les Catalans, et les défauts des deux peuples sont analysés et mis à nu avec une clairvoyance vraiment admirable.

Dans les pages qui suivent, Almirall fait une ample énumération des *injures* supportées par la Catalogne, de

la part du gouvernement de Madrid. Ces réclamations sont, à peu de chose près, celles que nous avons rencontrées déjà dans le *Memorial d'aggravis*. Il est un point cependant sur lequel il insiste tout particulièrement, et qui est, en effet, de la plus haute importance. *Malgré toutes les injures subies, la Catalogne n'est pas séparatiste*. Almirall répondait ainsi aux accusations de la presse madrilène, qui, après avoir reproché aux Catalans ce qu'elle appelait leur *égoïsme*, avait fini par les accuser nettement de séparatisme. Almirall proteste solennellement contre cette accusation, et il énumère les raisons qui empêchent la Catalogne de rompre avec le reste de l'Espagne (1).

(1) Le passage est à citer dans son entier : « La séparation de notre région du reste de l'Espagne pourrait seulement avoir deux objets : l'indépendance, ou l'union avec une autre nation ; or, aucune de ces deux solutions ne peut convenir à la Catalogne. Les petites nations ne peuvent conserver leur indépendance que lorsqu'elles se trouvent dans des conditions tout à fait spéciales. La seule dont l'indépendance soit bien assurée en Europe est la Confédération Suisse, parce qu'elle constitue, entre quatre grandes puissances, un espace neutre, grâce auquel on évite bien des frottements et bien des motifs de complication. Si l'Espagne était, à l'heure qu'il est, une nation puissante qui put porter ombrage à la France, peut-être serait-il conforme aux intérêts des deux pays de créer entre eux une bande de terrain neutre qui leur prêterait le même service que la Suisse rend aujourd'hui aux nations voisines : dans ce cas, la Catalogne pourrait aspirer à une indépendance dont la meilleure garantie serait la jalousie réciproque de deux états puissants. Mais, étant donnée la faiblesse actuelle de l'Espagne, les conditions très spéciales, nécessaires pour garantir notre indépendance, n'existent pas. D'autre part, les intérêts créés dans les siècles antérieurs depuis notre union avec l'Espagne ; ceux qui existaient déjà au moment où elle se fit ; le commerce avec les colonies espagnoles qui absorbent une grande partie de nos produits ; notre connaissance de la langue castillane, qui est maintenant répandue parmi nous et que nous ne pourrions pas de longtemps remplacer par une autre ; l'exubérance de notre production industrielle et manufacturière dont le marché naturel et presque unique se trouve dans les régions agricoles de la Péninsule, et cent autres liens qui nous unissent à la nation dont nous faisons partie,

La deuxième partie de l'ouvrage d'Almirall est consacrée aux *Fondements scientifiques du particularisme*. Dans cette deuxième partie, Almirall expose les principes de son système politique, le *particularisme*. Voici comment on peut résumer ce système :

« La liberté, dit Almirall, est le plus grand bien dont l'homme puisse être appelé à jouir ; mais, par suite des nécessités de la vie en commun, cette liberté ne peut pas être absolue : de là, des limitations qui ont pour but de concilier la liberté des uns avec la liberté des autres. Le meilleur système politique sera, assurément, celui qui garantira à l'individu le maximum de liberté avec le minimum de contrainte. »

Pour Almirall, la Révolution Française a confondu la liberté avec l'égalité : comme conséquence de cette confusion, elle a détruit, absorbé, nivelé tous les éléments de variété, et, sur leurs ruines, elle a établi la toute-puissance de l'État. La véritable liberté, pour Almirall, c'est la liberté anglo-saxonne, c'est le *self government*, ou gouvernement par soi-même, qui respecte l'individu, la corporation, la commune, en un mot toutes les entités sociales. Le *self government* seul assure le maximum de liberté avec le minimum de contrainte. L'organisation politique qui se rapproche le plus de cet idéal est l'État

formeraient autant d'obstacles à notre indépendance. La nature nous a placés de ce côté-ci des Pyrénées, et il n'est pas en notre pouvoir de corriger l'œuvre de la nature, encore que nous devions en supporter les conséquences.

Quant à la pensée que la Catalogne pourrait songer à se séparer de l'Espagne pour se donner à une autre nation, elle est absurde : alors même qu'elle serait possible, la chose ne serait pas de notre goût. Nous sommes simplement voisins avec la France, et il n'existe aucun intérêt moral et matériel pour justifier une union qui nous relierait avec nos voisins d'au delà des Pyrénées. » — *El Catalanismo*, pp. 172 et 173.

Composé, c'est-à-dire, comme son nom l'indique, un composé de plusieurs états simples, unis entre eux par des liens dont l'étroitesse varie selon que l'on se trouve en présence d'une Confédération d'états ou d'un État fédératif. « L'État composé, dit Almirall, est la formule pratique du particularisme ». La caractéristique de l'État composé se trouve dans le fractionnement de la souveraineté : une partie en est laissée aux états particuliers, qui en profitent pour organiser à leur guise leur vie intérieure ; l'autre partie de la souveraineté est déléguée à un Pouvoir Central, qui représente l'État composé dans les relations internationales, et qui veille à l'exécution de certaines mesures d'intérêt général.

Après avoir exposé les principes théoriques du particularisme, Almirall arrive à l'application pratique de ses théories : c'est là l'objet de la troisième partie de son ouvrage consacrée aux *Solutions pratiques*. Il est ainsi amené à examiner les différentes formes d'états qui s'écartent de l'unitarisme, et qui sont basées sur le principe de l'association et de la fédération. Il étudie, d'abord, ce qu'il appelle *les solutions monarchiques du particularisme*, dont il trouve des exemples dans l'Empire Britannique, l'Empire d'Allemagne et l'Empire d'Autriche-Hongrie ; puis *les solutions républicaines*, représentées par la République fédérale des États-Unis, la Confédération helvétique, et les Républiques sud-américaines, pour arriver enfin au but même de son ouvrage : *les solutions espagnoles*, dans lesquelles il applique à l'Espagne les principes particularistes exposés dans les chapitres précédents.

Il est facile de deviner quelles sont les solutions espagnoles proposées par Almirall. Almirall rêve pour l'Espagne d'une vaste fédération, dans laquelle chaque

région naturelle : Catalogne, Aragon, Valence, Castille, Navarre, etc., jouerait le rôle d'un état particulier. Chacun de ces états particuliers aurait naturellement son Parlement et son pouvoir exécutif distincts, et, à la tête de cette fédération des États-Unis espagnols, serait placé un pouvoir central qui représenterait l'état fédératif dans les relations internationales.

Si certaines régions de l'Espagne, notamment les régions castillanes, répugnaient à adopter le régime fédératif, une autre solution serait encore possible. Rien n'empêcherait de constituer en Espagne une véritable *union réelle*, comme dans l'Empire actuel d'Autriche-Hongrie. Les régions castillanes et andalouses continueraient à vivre sous le régime unitaire et centralisé qu'elles ont toujours connu, tandis que, au nord de la Péninsule, se reformerait l'ancienne Confédération catalane-aragonaise ; et la couronne serait le trait d'union entre ces deux états, comme elle l'est aujourd'hui entre l'empire d'Autriche et le royaume de Hongrie.

Telles sont, dans leurs très grandes lignes, les idées générales qui se dégagent du *Catalanisme* d'Almirall. Nous avons cru nécessaire d'insister assez longuement sur cet ouvrage, qui eut, lors de son apparition, un très grand retentissement et qui constitue un document de première importance dans la formation des idées catalanistes. De nos jours encore, et malgré l'évolution des idées, l'ouvrage d'Almirall forme toujours la base de la doctrine catalaniste, et les théoriciens actuels du catalanisme vont souvent y puiser la source de leur inspiration. Le *Catalanisme* d'Almirall est une œuvre aujourd'hui devenue classique, et, à ce titre, il nous a paru digne de retenir quelque temps notre attention.

§ III. LA « LLIGA DE CATALUNYA » ET LE « MESSAGE A LA REINE RÉGENTE ». — LA CATALOGNE ET LA PROMULGATION DU CODE CIVIL.

L'ouvrage d'Almirall avait achevé de mettre en lumière les grands principes du catalanisme. Désormais le problème était posé ; il était posé dans la presse, à la tribune, dans les cercles littéraires et politiques. Le catalanisme était à l'ordre du jour, chaleureusement défendu ou violemment attaqué, selon les sympathies ou les antipathies de chacun pour les revendications catalanes.

Il y avait malheureusement dans le camp catalaniste de nombreuses divergences d'opinion, et cette absence d'unité devait toujours être pour le parti une cause de faiblesse. Ces divisions n'allaient pas tarder à éclater au grand jour. En 1887, une scission, depuis longtemps prévue, se produisit. Les catalanistes représentant la tendance littéraire et historique se séparèrent du *Centre Català* et fondèrent la *Lliga de Catalunya*, à laquelle vint s'adjoindre le *Centre Escolar Catalanista*, une association de jeunes étudiants qui devait jouer un rôle important dans l'évolution des idées catalanistes. Tandis que les membres du *Centre Català* étaient presque tous de tendances démocratiques et républicaines, les fondateurs de la *Lliga de Catalunya* affectaient généralement de se désintéresser de la question : ce qui leur importait avant tout, c'était d'obtenir l'autonomie de la Catalogne ; quant à la forme du gouvernement, elle constituait pour eux une question secondaire.

Cette scission ne devait pas d'ailleurs ralentir la marche du mouvement catalaniste. Le nombre considérable de

journaux, revues et publications catalanistes qui naissent à cette époque est là pour le prouver (1).

L'année suivante (1888) eut lieu l'Exposition Universelle de Barcelone, manifestation grandiose qui permit d'apprécier à leur juste valeur les progrès accomplis par l'industrie catalane. La *Lliga de Catalunya* profita du séjour de la Cour d'Espagne dans la *ciutat comtal* pour présenter à la Reine-Régente un Message signé par les plus hautes personnalités catalanes, et qui se faisait une fois de plus l'écho des doléances et des aspirations de la Catalogne (2). Comme le Mémoire présenté trois ans auparavant au roi Alphonse XII, ce Message fut accueilli avec une hostilité marquée par les milieux politiques et par la presse madrilène.

Malgré toutes les scissions qui avaient pu se produire au sein du catalanisme, il n'en était résulté aucun arrêt dans la marche des idées ni dans la propagande des doctrines régionalistes : le Message à la Reine-Régente en était la preuve. Sans doute, il y avait encore, surtout dans les classes industrielles et commerçantes, une certaine appréhension à embrasser la cause du catalanisme. Beaucoup de fabricants, de négociants regardaient alternativement d'un bon ou d'un mauvais œil le mouvement régionaliste, selon l'attitude du gouvernement de Madrid à l'égard des intérêts matériels de la Catalogne, et il y avait encore beaucoup de soi-disant catalanistes qui auraient sacrifié leurs convictions politiques pour

(1) On peut citer, entre beaucoup d'autres : *la Veu del Montserrat*, de Vich; *lo Catalanista*, de Sabadell, et la très remarquable revue *España Regional*.

(2) *Missatge à S. M. donya Maria Cristina de Habsburg Lorena, Reyna Regent d'Espanya, comtessa de Barcelona. Maig 1888.*

un *arancel* favorable. De même, les doctrines catalanistes n'avaient pas encore bien pénétré les masses populaires, les milieux ouvriers catalans, qui se laissaient facilement séduire par les prédications enflammées du socialisme. Il serait cependant injuste de méconnaître l'existence, dès cette époque, d'un large mouvement d'opinion, nettement favorable aux revendications de la Catalogne, et qui, le cas échéant, savait faire abstraction de ses préférences et de ses divisions pour tenir tête aux adversaires du catalanisme.

Un fait très caractéristique allait bientôt permettre à ce mouvement de manifester sa vitalité. Depuis longtemps déjà, il était question de publier un Code qui réunirait toutes les dispositions civiles en vigueur dans la Péninsule. La législation civile espagnole était très loin de présenter un aspect uniforme. Beaucoup de vieilles provinces conservaient encore leur droit et leurs coutumes propres (*fueros*), et, parmi ces provinces, se trouvait la Catalogne. Jusqu'au début du XVIII^e siècle, la Catalogne avait joui d'une véritable autonomie législative, qui lui laissait l'usage de ses lois politiques, civiles, administratives, commerciales. Le décret de *Nueva Planta*, en 1714, avait supprimé les libertés politiques de la Catalogne, mais il avait laissé subsister son droit civil. Ce droit civil, la Catalogne l'avait conservé jalousement, comme un dernier vestige de ses libertés perdues. Or, depuis quelque temps, sous prétexte de simplifier et d'unifier la législation civile, on parlait de supprimer purement et simplement toutes ces vieilles lois locales, toute cette partie du droit espagnol auquel on donnait le nom de droit *foral* (1). Devant cette menace, l'opinion publique

(1) *Foral* : de fuero, qui veut dire privilège, exception à une règle générale.

s'émut fortement en Catalogne. La *Lliga de Catalunya* et le *Centre Escolar Catalanista* menèrent une campagne très active contre le nouveau Code civil. D'innombrables meetings furent tenus, dans lesquels on dévoila les intentions du gouvernement de Madrid, qui cherchait à détruire la législation séculaire du peuple catalan pour la remplacer par les lois de Castille.

Cette campagne, dirigée par les centres catalanistes, ne fut pas d'ailleurs sans résultat. Les Catalans obtinrent en partie gain de cause, et les rédacteurs du Code civil durent le modifier dans un sens favorable au droit foral. Le Code civil espagnol, tel qu'il fut promulgué, sous sa forme définitive, le 24 juillet 1889, portait dans son article 12 : « ... Les provinces et territoires où subsiste un droit local (*fuero*), le conserveront dans toute son intégrité, sans qu'il souffre aucune altération dans son régime juridique écrit ou coutumier par suite de la publication de ce Code, qui ne sera applicable que comme loi supplémentaire, à défaut de dispositions dans les lois spéciales (1). »

Le nouveau Code civil reconnaissait donc, il consacrait même la législation particulière des provinces en matière civile. C'était une victoire pour les Catalans, pour les Basques, pour les Navarrais. Mais cette victoire était restreinte par les dispositions qui suivaient : l'article 15 offrait de nombreuses facilités aux personnes jouissant du droit foral pour passer sous l'empire du droit commun, c'est-à-dire du nouveau Code civil ; il créait même certaines présomptions en faveur de ce dernier, et favorisait ainsi l'absorption du droit foral par le droit commun.

(1) Code civil espagnol, traduit et annoté par A. Levé.

Aussi, malgré les satisfactions qu'ils avaient reçues, les Catalans accueillirent-ils assez mal le nouveau Code civil. Oubliant la situation privilégiée que leur reconnaissait le Code, ils voulurent seulement y voir un nouvel effort du pouvoir central pour annihiler la personnalité de la Catalogne et pour lui imposer les lois civiles de la Castille, comme il lui avait imposé, au siècle précédent, ses lois politiques.

§. IV. L'«*UNIÓ CATALANISTA*» ET LES «*BASES DE MANRESA*».

Dans la campagne menée contre le projet de Code civil, les divers partis que comptait le catalanisme, faisant abstraction des nuances qui les séparaient, avaient uni leurs forces pour assurer le succès de leurs revendications. C'est le même principe d'entente sur un terrain commun qui devait présider, quelques années plus tard, à la formation de l'*Unió Catalanista*, vaste association qui s'était donné pour but de grouper en une seule entité toutes les forces éparses du catalanisme, sans s'inquiéter des divergences d'opinion qui pouvaient les séparer sur des points particuliers. Exception faite de certaines questions secondaires sur lesquelles l'accord n'avait pu être réalisé, il y avait, en effet, un vaste champ de vues communes à tous les partisans du catalanisme et sur lequel une entente était possible. C'est à réaliser cette entente que travailla l'*Unió Catalanista*.

Il y avait longtemps déjà que l'on parlait de formuler d'une façon précise les principaux points du programme catalaniste. L'idée fut émise de les formuler sous forme d'un projet de constitution régionale, dans lequel seraient posées, sous une forme concrète, les bases politiques de

l'autonomie catalane. La proposition fut accueillie avec enthousiasme ; toutes les régions de la Catalogne envoyèrent leur adhésion, et le 25 mars 1892, dans l'hôtel de ville de la cité de Manresa, se tenait la première assemblée générale de l'*Unió Catalanista*, à laquelle assistèrent près de trois cents délégués, venus de tous les points de la Catalogne. Toutes les régions catalanes étaient représentées, depuis les grands centres comme Barcelone, Gérone et Tarragone, jusqu'aux bourgades les plus éloignées du Val d'Aran ou de la Ribagorza.

Quel était le but précis poursuivi par cette assemblée ? Les Catalanistes de Manresa, en élaborant pour la Catalogne un projet de constitution régionale, nourrissaient-ils l'espoir de la voir passer un jour dans le domaine de la réalité ? N'y avait-il pas enfin, dans la réunion de cette assemblée exclusivement catalane, un fait tendant à justifier le reproche de séparatisme adressé si souvent aux Catalans par leurs adversaires ?

Toutes ces questions furent posées, discutées et élucidées au cours de l'assemblée, et particulièrement dans les discours qui précédèrent la discussion du projet. Le président de l'assemblée, M. Domenech y Montaner, dans un discours d'ouverture, précisa d'abord la portée qu'il convenait d'attribuer au projet de constitution régionale, qui allait venir en discussion. « Le but des délibérations de notre assemblée, dit-il, est de poser les principes d'une reconstitution de la Catalogne sur des bases nouvelles. Mais nous devons le dire en toute franchise : ce que nous allons élaborer, ce n'est pas une Constitution dans le sens que l'on donne vulgairement à ce mot. Il serait risible, vraiment, dans un pays où l'on en a tant fait, d'officielles et même d'extra-officielles, de venir en fin de compte en faire une de plus..... Ce n'est donc

pas une Constitution, ni un programme politique définitivement arrêté que nous allons soumettre à vos délibérations ; ce sont des motifs de méditation que nous vous proposons, des principes non encore développés, vers lesquels nous serions heureux de voir à l'heure actuelle s'acheminer le Régionalisme. »

Il convient également de relever le passage suivant, extrait du même discours de M. Domenech y Montaner : « Il est inutile de vouloir faire partager notre manière de voir au reste de l'Espagne. On ne nous écouterait pas. A l'heure actuelle, il convient de limiter à la Catalogne nos espoirs de régénération. S'il nous est donné un jour de les mettre en pratique, il y aura là pour les autres régions un vivant exemple qu'elles ne tarderont pas à suivre. » Cette déclaration est intéressante à enregistrer, car elle montre l'évolution qui s'était produite dans la pensée des théoriciens du catalanisme. Auparavant, les catalanistes réclamaient pour l'Espagne entière l'application des principes régionalistes. Maintenant, les catalanistes en étaient arrivés à se désintéresser plus ou moins ouvertement du sort des autres régions de l'Espagne, et à concentrer toutes leurs espérances sur l'avenir de la Catalogne, qui, seule, à l'heure actuelle, leur apparaissait mûre pour l'autonomie.

Ces déclarations de M. Domenech y Montaner doivent être complétées par certains passages des discours prononcés dans la première séance de l'assemblée : c'est ainsi que dans le discours de M. Riera y Bertran, délégué de Gérone, nous trouvons l'affirmation très nette qu'il n'y a dans le programme de Manresa aucune pensée de séparatisme. « Le séparatisme, s'écrie-t-il, où le voit-on ? Où en trouve-t-on la moindre trace dans les bases que nous défendons ? Ne voit-on pas que le premier point qui

ait été traité, ce sont tout justement les relations entre le Pouvoir Régional et le Pouvoir Central ? Comment, dès lors, peut-on nous traiter de séparatistes ? Non, nos tendances ne sont pas là ; nous ne nous engagerons jamais dans cette voie insensée qui consisterait à isoler la Catalogne de l'ensemble national dont elle forme une glorieuse part intégrante. Nous n'avons jamais été, nous ne sommes pas, nous ne pouvons pas être si téméraires... L'estime, la fervente adoration que nous ressentons pour la Catalogne, nous rend chaque jour plus catalanistes, mais ne nous rend pas ennemis de la nation espagnole... Nous voulons — et cela parce que c'est justice — restituer à la Catalogne toute la plénitude de sa vie, non seulement de sa vie administrative, mais aussi de sa vie politique et sociale ; nous voulons que les liens de l'uniformité qui aujourd'hui l'étouffent, deviennent des liens si doux qu'ils n'entravent en aucune manière son existence et son progrès. Nous ne voulons pas une Catalogne hostile, mais nous ne la voulons pas non plus esclave. Nous voulons qu'elle forme une entité naturelle et non, comme aujourd'hui, une entité artificielle ; qu'elle se gouverne selon sa propre volonté ; qu'elle ne soit obligée de se soumettre que lorsque sa souveraineté menace de porter atteinte aux droits des autres régions. »

Ces déclarations nous ont paru intéressantes à relever, car elles permettent de se rendre compte de l'état d'esprit dans lequel s'ouvrait la première assemblée de l'*Unió Catalanista*. Elles permettent également de saisir la portée exacte, purement relative, purement hypothétique, de ces fameuses *Bases de Manresa*, dans lesquelles il ne faut voir, selon l'expression de M. Domenech y Montaner, que de simples « motifs de méditation » soumis à l'attention des délégués catalanistes, et non pas un modèle de

Constitution catalane, prêt, du jour au lendemain, à entrer en application.

Voici maintenant les principales dispositions adoptées par la première assemblée de l'*Unió Catalanista*. Elles portent pour titre :

Bases de la Constitution régionale catalane

POUVOIR CENTRAL

BASE I. — *Ses attributions.* — Seront à la charge du Pouvoir Central : *a)* les relations économiques ; *b)* l'armée de terre et de mer, les travaux de défense et l'instruction militaire ; *c)* les relations économiques de l'Espagne avec les autres pays, et, en conséquence, la fixation des tarifs et des droits de douane ; *d)* la construction et la conservation des routes, chemins de fer, canaux et ports qui sont d'intérêt général. Pour les travaux d'intérêt inter-régional, les régions intéressées pourront se mettre librement d'accord, le Pouvoir Central n'intervenant qu'en cas de désaccord. Les voies de communication d'intérêt régional seront du ressort exclusif des régions. Seront à la charge du Pouvoir Central les services des postes et télégraphes ; *e)* la solution de toutes les questions et conflits inter-régionaux ; *f)* la formation du budget annuel des dépenses, lesquelles, en cas d'insuffisance des revenus des Douanes, devront être réparties entre les régions en proportion de leur richesse.....

POUVOIR RÉGIONAL

...BASE III. — La langue catalane sera la seule langue qui pourra être employée en Catalogne avec un caractère officiel, ainsi que dans les relations de cette région avec le Pouvoir Central.

BASE IV. — Seuls les Catalans, soit de naissance, soit par

suite de naturalisation, pourront occuper en Catalogne des charges publiques, même s'il s'agit de charges gouvernementales et administratives, dépendant du Pouvoir Central...

...BASE VI. — La Catalogne sera l'unique souveraine de son gouvernement intérieur ; en conséquence, elle établira librement ses lois organiques ; seront de sa compétence exclusive : la législation en matière civile, pénale, commerciale, administrative et en matière de procédure ; l'établissement et la perception des impôts ; la frappe de la monnaie, et elle aura toutes les autres attributions inhérentes à la souveraineté qui ne correspondent pas au Pouvoir Central, suivant la Base I.

BASE VII. — Le Pouvoir législatif régional résidera dans les *Corts catalanes*, qui devront se réunir toutes les années, à une époque déterminée et dans un lieu différent...

BASE VIII. — Le Pouvoir judiciaire sera organisé en rétablissant l'ancienne *Audiencia* de Catalogne... On établira les tribunaux inférieurs qui seront jugés nécessaires, et toutes les causes et procès devront être jugés en Catalogne, dans une période de temps déterminée et en dernière instance...

BASE IX. — Le Pouvoir exécutif sera exercé par cinq ou sept hauts fonctionnaires, nommés par les *Corts*, et qui seront à la tête des diverses branches de l'administration régionale.

BASE X. — On reconnaîtra à la *région naturelle* la plus grande latitude possible en matière d'attributions administratives pour gouverner ses intérêts et satisfaire ses nécessités. Dans chaque région, on organisera un Conseil nommé par les communes de la région, qui exercera les dites attributions.

BASE XI. — On concèdera à la commune toutes les attributions dont elle a besoin pour l'administration de ses intérêts propres et exclusifs...

BASE XII. — La Catalogne contribuera à la formation de l'armée permanente de terre et de mer au moyen de volontaires, ou bien à l'aide d'une contribution en argent qui sera fixée au préalable comme avant l'année 1845. Le contingent que devra fournir la Catalogne sera fixe.

BASE XIII. — La conservation de l'ordre public et de la sûreté intérieure de la Catalogne sera confiée au *Somatent*, et, pour le service actif permanent, on créera un corps semblable à celui des *Mossos de la Escuadra* ou de la *Garde civile* (1). Toutes ces forces dépendront d'une façon absolue du Pouvoir régional.

BASE XIV. — Pour la frappe de la monnaie, la Catalogne devra se soumettre aux types unitaires acceptés par les régions et par les traités internationaux d'Union monétaire ; le cours de la monnaie catalane sera, de même que celle des autres régions, obligatoire dans toute l'Espagne...

...BASE XVI. — La Constitution catalane et les droits des Catalans seront sous la sauvegarde du Pouvoir exécutif catalan, et tout citoyen pourra introduire une instance devant les tribunaux contre les fonctionnaires qui la violeraient.

BASE XVII. — *Dispositions transitoires*.... On réformera la législation civile de la Catalogne en prenant pour base son état antérieur au décret de Nueva Planta et les nécessités de la civilisation catalane.....

Tel est, dans ses articles essentiels, le fameux programme de Manresa qui, pendant longtemps, est resté comme la définition doctrinale, comme la synthèse du catalanisme. Et de fait, on y trouve réunie, sous une forme dogmatique, la majeure partie des revendications catalanistes : reconnaissance de la souveraineté intérieure de la Catalogne ; reconnaissance officielle de la langue catalane ; organisation d'un pouvoir législatif, d'un pouvoir exécutif et d'un pouvoir judiciaire catalans ; relations de la Catalogne autonome avec le Pouvoir Central, etc.

(1) *Somatent*, corps de troupe local ; — *Mossos de la Escuadra*, milice particulière aux provinces de Catalogne et de Valence, et chargée de surveiller les grandes routes. — La *Garde Civile* correspond, à peu près, à notre gendarmerie.

Il ne faudrait pourtant pas exagérer la portée de cet acte, ni lui attribuer plus d'importance que ne lui en accordaient ses auteurs eux-mêmes. Il faut remarquer notamment que, si certains catalanistes intransigeants restent encore aujourd'hui fidèles aux Bases de Manresa, la grosse majorité de l'opinion publique catalane a évolué, dans ces derniers temps, vers un horizon beaucoup plus modéré, et professe maintenant des théories beaucoup moins radicales, ce qui ne laisse pas de donner au programme de Manresa un aspect légèrement démodé. De plus, il convient d'ajouter que, à l'époque même de la rédaction des Bases de Manresa, les auteurs du projet de constitution régionale catalane ont toujours entendu lui donner une valeur purement relative ; ils ont été les premiers à reconnaître que ce programme n'avait rien d'immuable, ni d'intangible, et que, comme toutes les choses humaines, il était parfaitement susceptible de modifications et de perfectionnements.

Sans nier l'importance doctrinale du programme de Manresa, ni l'impulsion décisive qu'il est venu donner aux théories régionalistes, il convient donc de l'interpréter avec une certaine modération et d'éviter surtout d'en exagérer la portée, comme l'ont fait si souvent les adversaires du catalanisme.

§ V. LA DIFFUSION DU CATALANISME

Il ne suffisait pas de poser les bases du catalanisme ; il fallait encore les faire connaître. Malgré l'incessante propagande de ses partisans, le catalanisme continuait à garder un certain caractère aristocratique ; il restait toujours plus ou moins la doctrine d'une élite intellectuelle.

La littérature catalaniste, très abondante, s'adressait surtout aux classes cultivées. Ni les *Fueros de Cataluña*, de Coroleu et Pella; ni l'*Historia de Catalunya*, d'Antoni Aulestia; ni le *Catalanisme*, d'Almirall; ni la *Tradició Catalana* (1), le très curieux ouvrage que venait de publier un prêtre, Joseph Torras y Bages, n'étaient susceptibles d'être lus avec profit par les classes populaires. Si l'on voulait que le catalanisme pénétrât vraiment dans le peuple, il fallait commencer par le mettre à sa portée; il fallait écarter des ouvrages mis à sa disposition toute définition trop abstraite, toute terminologie trop scientifique qui n'auraient pas tardé à le rebuter.

C'est ce qu'avait compris l'*Unió Catalanista*, qui venait, en 1893, de tenir à Reus sa seconde réunion. Le programme soumis aux délibérations de l'Assemblée portait cette année-là sur « l'organisation et les moyens de mettre en pratique les Bases approuvées par l'Assemblée de Manresa ». Au cours de la réunion, un certain nombre d'accords furent adoptés : l'Assemblée insista particulièrement sur la nécessité de propager la doctrine catalaniste dans les milieux populaires. Dans ce but, elle approuva la publication d'un certain nombre d'ouvrages de propagande, et elle appuya l'amendement développé par un délégué, qui proposait de faire paraître un abrégé de la doctrine catalaniste « condensant les aspirations régionalistes, de manière à les mettre à la portée des plus courtes intelligences (2). »

(1) *La Tradició Catalana, estudi del valor etich y racional del regionalisme català*, par Joseph Torras y Bages, actuellement évêque de Vich. Barcelone, 1892.

(2) Délibérations de la seconde Assemblée générale des délégués de l'*Unió Catalanista*, tenue à Reus, au mois de mai 1893.

Ce projet fut repris l'année suivante par le *Centre Catalá* de Sabadell, qui, ayant mis au concours un abrégé de la doctrine catalaniste, couronna le Manuel présenté par deux fervents catalanistes, Prat de la Riba et Montanyola. Ce *Compendi de la doctrina catalanista* était une petite brochure d'une trentaine de pages, dans laquelle se trouvaient résumés les principes essentiels du catalanisme. Il était composé sous la forme d'un questionnaire suivi de réponses, à la manière d'un catéchisme, et il se faisait remarquer par un ton très vif, une allure batailleuse, et ses attaques violentes contre la politique castillane. Une place importante était réservée aux *aggravis* (injures) que la Catalogne avait, au cours des siècles passés, reçus de la Castille, et la dernière partie était consacrée aux revendications de la Catalogne, qui se résumaient dans la formule synthétique : *Catalunya pels Catalans* (la Catalogne aux Catalans) (1).

Le succès de ce « catéchisme » du catalanisme fut très grand. Une édition de cent mille exemplaires fut rapi-

(1) Voici, à titre de curiosité, quelques passages de ce *Compendi de la doctrina catalanista*. Ils sont empruntés au chapitre premier intitulé : la Patrie.

D. — Quel est le devoir politique fondamental ?

R. — Aimer la Patrie.

D. — Quelle est la patrie des Catalans ?

R. — La Catalogne.

D. — Y a-t-il lieu de faire quelque distinction entre la *petite patrie* et la *grande patrie* ?

R. — Nullement. L'homme a une seule patrie, comme il a un seul père et une seule famille. Ce que l'on désigne généralement sous le nom de *grande patrie* n'est autre chose que l'Etat, c'est-à-dire un composé de divers groupements sociaux dont chacun constitue une véritable patrie.

D. — L'Espagne n'est donc pas la patrie des Catalans ?

R. — L'Espagne n'est pour eux que l'Etat, c'est-à-dire le groupement politique auquel ils appartiennent.

dement épuisée. La petite brochure se glissa partout : dans l'atelier, dans l'usine, dans les plus humbles foyers catalans. Habilement conduite, cette propagande eut pour résultat de mettre le peuple en contact avec le catalanisme, et de lui recruter, parmi les humbles, un grand nombre de nouveaux partisans.

Cette propagande populaire n'empêchait pas les catalanistes de continuer leur campagne dans les classes cultivées de la société catalane. Les grands centres barcelonais, comme l'*Ateneo*, le *Fomento del Trabajo Nacional*, la *Sociedad económica de Amigos del País* avaient fini par adhérer au mouvement politique catalan. Tandis que la presse madrilène ne cessait de perdre du terrain en Catalogne, la presse catalaniste voyait chaque jour augmenter le nombre de ses lecteurs. Toutes les nuances du catalanisme se trouvaient reflétées dans la presse locale, depuis les tendances ultra-avancées, représentées par l'*Avenç* et par la *Revista Catalana*, jusqu'aux opinions modérées dont se faisait l'écho la *Veu del Montserrat*.

On était loin désormais de la modeste propagande des débuts du catalanisme. Le fédéralisme de Pi y Margall, le particularisme d'Almirall, paraissaient à cette heure singulièrement démodés. La formule : *Catalunya pels Catalans* courait sur toutes les lèvres, ralliait toutes les opinions. Il n'était plus question de timides représentations à adresser au gouvernement de Madrid ; le but reconnu, avoué, de la propagande catalaniste était désormais la reconnaissance de l'*autonomie intégrale de la Catalogne*. Les catalanistes avancés ne se disaient plus « régionalistes », mais « nationalistes », voulant ainsi affirmer leur foi en l'existence d'une nationalité catalane, longtemps méconnue et asservie, mais qui s'était relevée

de ses ruines, et qui se dressait maintenant, puissante, résolue, agressive, devant l'édifice branlant de la monarchie castillane (1).

Les choses en étaient là quand éclata le conflit hispano-américain. Les désastres coloniaux et la perte du marché d'outre-mer qui en fut la conséquence immédiate, contribuèrent encore à surexciter les esprits dans la province industrielle de Catalogne, et montrèrent clairement la place que tenaient les préoccupations économiques dans le mouvement catalaniste. D'autre part, l'incurie dont avait fait preuve le gouvernement, au cours des derniers événements, détermina la Catalogne à sortir de l'attitude passive qu'elle avait gardée jusqu'alors sur le terrain électoral, et l'incita à prendre une part plus active dans la direction des affaires publiques nationales.

Il y a là deux ordres de faits, très importants l'un et l'autre, qu'il importe d'examiner avec quelques détails. Ils feront l'objet, dans cette étude, d'une troisième et dernière partie, qui sera consacrée à l'examen de *l'aspect actuel de la question catalane*.

Dans un premier chapitre, après avoir exposé le développement considérable pris, dans les quinze dernières années, par l'industrie catalane, nous essaierons de mettre en lumière la situation critique faite à la Catalogne par

(1) Le berceau du « nationalisme » catalan avait été le *Centre Escolar Catalanista*. Un des premiers écrits dans lequel la nouvelle doctrine commençait très visiblement à se manifester avait été le *Compendi de la doctrina catalanista* de Prat de la Riba et Montanyola. Les progrès du « nationalisme » furent si rapides que l'un des périodiques les plus répandus en Catalogne, *lo Regionalista*, n'hésita pas à changer son titre contre celui de la *Nació catalana*. Mais la consécration définitive du « nationalisme » ne devait avoir lieu qu'en 1904, lors de la septième assemblée générale de l'*Unió Catalanista*, qui adopta une déclaration de foi nettement nationaliste.

la perte du marché colonial espagnol, son meilleur débouché commercial, et nous indiquerons de quelle manière le gouvernement essaya de conjurer cette redoutable crise économique.

Dans un second chapitre, nous étudierons la constitution du catalanisme comme parti politique, ses succès sur le terrain électoral, ses luttes avec le parti républicain jusqu'à la constitution de la *Solidarité catalane*.

Un dernier chapitre, enfin, sera consacré à l'étude de cette curieuse alliance de la *Solidarité catalane*, qui constitue, à l'heure actuelle, la manifestation la plus récente du catalanisme politique.

TROISIÈME PARTIE

L'ASPECT ACTUEL DE LA QUESTION CATALANE

CHAPITRE PREMIER

Le point de vue économique de la question catalane

Les exigences de l'exposition nous ont contraints à délaisser momentanément le point de vue purement économique de la question catalane. Il convient maintenant d'y revenir, et d'indiquer la place importante qu'occupent dans le problème catalan les revendications économiques.

Dans un chapitre précédent, nous avons essayé de montrer les débuts de la renaissance industrielle de la Catalogne, dans les deux premiers tiers du XIX^e siècle. Depuis lors, cette renaissance industrielle n'a fait que grandir et s'affirmer. De nos jours, au milieu de l'Espagne moyenâgeuse, de l'Espagne endormie, dépeuplée, épuisée par les luttes du passé, l'exubérance de l'activité catalane forme bien le plus étrange des contrastes. La Catalogne est, à vrai dire, la seule région vivante de la Péninsule, avec peut-être la province basque de Biscaye, dont le grand port, Bilbao, est, sur l'Océan, le rival de Barcelone. Barcelone, avec ses faubourgs de Gracia, de Sans, de

Sarriá, de San Gervasio, de Horta, de Hostafranchs, de San Andres de Palomar, de San Martin de Provencals, est aujourd'hui une immense cité de plus de 500.000 habitants, la véritable métropole industrielle de l'Espagne. La région catalane est couverte d'usines ; son sol est sillonné de voies ferrées ; ses ports sont en relations constantes avec les grands ports de la Méditerranée et de l'Amérique. Autour de Barcelone, les centres industriels ont grandi à l'instar de la capitale. Manresa a aujourd'hui 25.000 âmes ; Sabadell, surnommé à juste titre le « Manchester » de la Péninsule, 23.000 ; Mataró, 20.000. L'industrie, dans les quinze ou vingt dernières années, a multiplié sa production dans des proportions extraordinaires. Les manufactures de Barcelone, de Reus, de Tarrasa, jettent chaque année sur le marché de la Péninsule un chiffre énorme de cotonnades, de toiles, de soieries, de lainages. On peut dire, sans crainte d'exagération, qu'il n'existe guère d'industrie qui ne soit représentée à l'heure actuelle en Catalogne (1).

En face de ce développement prodigieux de l'industrie catalane, prodigieux surtout si on le compare à la torpeur économique des régions castillanes, une question se pose tout naturellement. Quelle est la cause de cette prospérité économique ? A quoi faut-il attribuer le vaste essor pris dans ces dernières années par l'industrie catalane ?

(1) En dehors de l'industrie textile qui constitue toujours la branche principale de l'activité catalane, on trouve encore en Catalogne : des usines métallurgiques ; des fabriques de produits chimiques ; des minoteries ; des raffineries de pétrole et d'huiles minérales ; des fabriques de céramique, de faïence, de porcelaine ; des fonderies pour tous les métaux ; des fabriques de verre, de cristal, de couleurs, d'amidon ; des distilleries de parfums, d'essences, d'eaux-de-vie, de liqueurs ; des brasseries ; des savonneries ; des fabriques de bougies ; des papeteries ; des tanneries ; des fabriques de chaussures, de chapeaux, de gants ; des fabriques d'automobiles, etc., etc.

Selon que la question sera posée à un Catalan ou à un Castillan, la réponse sera très différente. Interrogez un Catalan sur les causes de la prospérité industrielle de son pays. Immédiatement, il l'attribuera au caractère laborieux de ses compatriotes, à leur intelligente initiative, à leur amour du progrès, à leur esprit positif et sagement économe. Au besoin, il rappellera le proverbe connu :

*Los catalanes
de las piedras sacan panes* (1)

Posez au contraire la même question à un Castillan. Il répondra sans hésiter que la prospérité de l'industrie catalane est purement artificielle, que cette prospérité est due uniquement aux *aranceles*, et qu'aujourd'hui, si la Catalogne est riche, tandis que la Castille est pauvre, la cause doit en être avant tout recherchée dans ces funestes tarifs douaniers qui pèsent si lourdement sur l'Espagne, pour le seul profit des industriels catalans.

De ces deux opinions radicales, laquelle convient-il d'accepter ? Il est probable qu'elles sont l'une et l'autre exactes. D'une part, il est juste de reconnaître tout ce que la Catalogne doit aux qualités natives de ses habitants, à la *vitalité intrinsèque du caractère catalan*, pour reprendre une expression du docteur Robert. Mais il nous paraît difficile, d'autre part, de méconnaître l'impulsion décisive que l'industrie catalane a reçue de la part des tarifs protectionnistes édifiés au cours de ces dernières années. Il est indéniable, par exemple, que le tarif de 1892 a fourni aux industries catalanes le moyen de lutter contre les importations d'articles fabriqués à l'étranger et qu'il a même

(1) Les Cataláns, des pierres, tireraient du pain.

permis la création de bien des industries nouvelles. Aujourd'hui, d'ailleurs, il n'y a plus que les catalanistes intransigeants qui déniaient aux *aranceles* toute influence sur la prospérité de la Catalogne. Un économiste catalan des plus distingués, M. Guillermo Graell (1), l'a reconnu avec beaucoup de franchise : « La cause déterminante du grand essor de l'industrie catalane a été le tarif de 1892, qui lui a livré le marché de la Péninsule et lui a assuré le monopole de l'intercourse avec les Antilles. Immédiatement, les progrès de l'industrie ont été extraordinaires, et il s'est créé beaucoup d'industries nouvelles auxquelles on n'avait jamais songé auparavant. La Régence a été malheureuse dans sa politique extérieure et intérieure, mais le développement de l'industrie catalane constitue son titre de gloire ».

Cet aveu, de la part d'un des économistes les plus en vue de la Catalogne, est à retenir. Il montre combien sont mal fondées les plaintes des industriels catalans, lorsqu'ils reprochent au gouvernement de Madrid de les avoir abandonnés à leurs propres forces. Il suffit de jeter un coup d'œil sur la politique économique de l'Espagne, pour s'apercevoir au contraire que cette politique a constamment été favorable aux intérêts de la Catalogne.

(1) M. Guillermo Graell est l'auteur d'un ouvrage intitulé : *la Cuestión catalana*, qui fit un certain bruit lors de son apparition. Dans cet ouvrage, M. Graell prend naturellement la défense des intérêts économiques de la Catalogne. Il s'efforce de prouver que si l'Espagne n'est plus aujourd'hui tributaire de l'étranger pour les principaux articles de sa consommation, elle le doit à la Catalogne, qui a réussi à créer une industrie nationale. Le livre de M. Graell contient, en outre, un grand nombre de statistiques, de la lecture desquelles il résulterait que la Catalogne paie annuellement un chiffre d'impôts infiniment supérieur à celui des autres régions de la Péninsule, et ne reçoit presque rien en échange pour les différents services de son administration. Il est malheureusement difficile de contrôler l'exactitude des chiffres cités par M. Graell.

En 1891, lors de la révision des tarifs douaniers, le gouvernement madrilène se trouva pris entre deux feux : d'une part, il se heurta aux réclamations intéressées des gros fabricants de Barcelone et de Bilbao, qui exigeaient, en faveur de leur industrie, une forte protection douanière leur permettant de lutter avec avantage contre la concurrence étrangère. D'autre part, il fut en butte aux doléances des agriculteurs de Castille, d'Andalousie et de Valence, qui réclamaient au contraire une politique libérale, un abaissement sensible des tarifs douaniers, qui faciliterait l'écoulement du surplus de leurs récoltes sur les marchés étrangers. C'était, en un mot, l'éternelle lutte d'intérêts entre Barcelone, forteresse avancée du protectionnisme, et Madrid, foyer traditionnel des idées libre-échangistes et porte-parole de l'Espagne agricole.

Entre ces deux catégories d'intérêts opposés, le gouvernement n'hésita pas. Il sacrifia délibérément les intérêts de l'agriculture espagnole pour satisfaire les exigences de l'industrie catalane. Le tarif de 1892 fut la première étape d'une marche progressive vers un protectionnisme à outrance. Les droits minima du tarif de 1892 furent pour les $\frac{3}{4}$ des importations plus élevés que les droits maxima du tarif précédemment en vigueur (1). En outre, des droits prohibitifs de 30 et 40 o/o sur les produits étrangers assurèrent à l'industrie espagnole — lisez : l'industrie catalane — le monopole du marché colonial.

On peut se demander quelles étaient les raisons qui poussaient le gouvernement à accorder de si larges satisfactions aux industriels de Catalogne. Ces raisons, il faut

(1) Le tarif de 1882, dont les tendances étaient assez libérales.

les chercher avant tout dans le désir du gouvernement de se concilier les sympathies catalanes, et d'étouffer, sous le poids d'importants avantages économiques, l'agitation politique qui commençait à se faire jour en Catalogne.

« Entre la Castille et la Catalogne, écrit M. de Unamuno, il y a eu un pacte tacite, aussi honteux que lamentable. La Castille a consenti à être la tributaire économique de la Catalogne, à la condition que la Catalogne serait elle-même la tributaire politique de la Castille. Tant que le gouvernement a cédé aux exigences économiques de la Catalogne, ou plus exactement de Barcelone, les Catalans, distraits par leur négoce, ne se sont pas inquiétés d'imposer, dans l'ordre politique, leur manière de voir. Ils ont vendu leur âme pour un *arancel*! ... » (1).

Tel était le système économique qui régissait l'Espagne lorsqu'éclata la guerre avec les États-Unis. Il est facile de comprendre les conséquences funestes que dut avoir sur la vie économique de la Péninsule la perte des dernières colonies espagnoles. Grâce aux droits prohibitifs qui frappaient l'importation des produits étrangers, le marché colonial était en fait réservé aux producteurs espagnols, et particulièrement aux fabricants de Catalogne. La perte de Cuba, de Porto-Rico, des Philippines fut très vivement ressentie dans les milieux industriels catalans. Les fabricants et les commissionnaires de Catalogne voyaient leur échapper leur meilleur marché, le plus sûr aussi, car ils n'avaient guère à y redouter de

(1) V. l'article de M. Miguel de Unamuno, dans le numéro du 25 novembre 1905 de la revue *Nuestro Tiempo*, sous le titre : *La crisis actual del patriotismo español*.

concurrence. Après la guerre, l'exportation des tissus de Catalogne à Cuba tomba de 31 millions de pesetas à moins de 10 millions.

Dirigés par le *Fomento del Trabajo Nacional* de Barcelone, les producteurs catalans exigèrent de Madrid qu'on les indemnisât de la perte de ce débouché incomparable, en leur assurant le monopole de la consommation espagnole elle-même : en compensation des marchés perdus des Antilles et des Philippines, les fabricants de Barcelone, de Manresa et de Sabadell demandèrent qu'on leur livrât le marché intérieur de la Péninsule. Cela revenait, en somme, à demander un relèvement de la barrière douanière qui fermait déjà l'Espagne aux produits manufacturés étrangers, à faire un nouveau pas dans la voie du protectionnisme.

Une fois de plus, le gouvernement céda devant les revendications des industriels catalans. Il inféoda complètement sa politique douanière aux desiderata du *Fomento del Trabajo Nacional*. A la suite d'une enquête, faite, en 1903, auprès des Chambres de commerce, une commission (*Junta de Aranceles y Valoraciones*) fut chargée, en 1904, de concerter les bases d'une révision du tarif de 1892. Tous ces travaux préliminaires aboutirent à l'élaboration d'un nouveau tarif douanier, qui fut promulgué le 25 juin 1906 et qui entra en vigueur le 1^{er} juillet de la même année.

Le caractère prédominant du nouveau tarif est d'être protectionniste à outrance. Les plus larges satisfactions ont été accordées aux industriels de Catalogne. Les fabricants de tissus ont été particulièrement comblés : les articles de coton bon marché dont le peuple fait une grande consommation, et qui se fabriquent en Catalogne, grâce au bas prix de la main-d'œuvre, à des prix défiant

toute concurrence, ont vu leurs droits doublés. La laine tissée, de qualité moyenne, a subi une surcharge de 125 %. Les tissus de laine paient désormais, en vertu du nouveau tarif, 9 pesetas au lieu de 2,50.

Le tarif de 1906 a deux colonnes. La seconde est appliquée à toutes les nations qui accorderont aux produits espagnols leurs tarifs douaniers les plus réduits, si le gouvernement juge qu'ils constituent une réciprocité suffisante pour justifier cette concession. Mais les différences entre les deux colonnes sont peu considérables, et les droits de la colonne minimum sont excessivement élevés, si on les compare à ceux de 1892. En voici quelques exemples : (1)

		Droits minima	
		Tarif de 1892	Tarif de 1906
Papiers à cigarettes	le kil.	0.48	0.75
Papiers photographiques . .	100 kil.	40	200
Poils de lapin et de lièvre.	100 kil.	2	100
Couronnes mortuaires	100 kil.	26	400
Coutellerie	100 kil.	150	300
Eaux minérales	l'hect.	5	25
Montres en or	pièce	1	15
Vélocipèdes	le kil.	0.70	3
Lait	100 kil.	1	200

En somme, le tarif de 1906 constitue une victoire à peu près complète pour les revendications économiques de la Catalogne. Le gouvernement, dans un but politique,

(1) V. dans le numéro du 15 mai 1907 des *Annales des sciences politiques*, un article de M. Angel Marvaud, sur *la politique douanière de l'Espagne (1816-1906)*. C'est à cet article que nous avons emprunté la majeure partie de ces détails.

a cédé une fois de plus aux exigences des industriels catalans, quitte à sacrifier ainsi la grande masse des consommateurs. Beaucoup d'économistes, en effet, estiment à 20 ou à 25 o/o l'augmentation nouvelle du coût de la vie qui résultera pour la Péninsule de l'application du nouveau tarif. Le nouvel *arancel* aura peut-être pour conséquence une recrudescence de l'activité économique de la Catalogne. Les gros industriels de Barcelone verront encore s'accroître le chiffre de leurs bénéfices. Mais ce régime de faveur accordé à l'industrie catalane aura pour contre-partie une charge très lourde pour l'ensemble des consommateurs espagnols. Les Catalans seraient-ils absolument fondés dans leurs revendications qu'il pourrait cependant paraître injuste de sacrifier à l'utilité de leur seule province l'intérêt général de l'Espagne, qui reste, malgré tout, un pays essentiellement agricole, ayant besoin d'exporter ses produits à l'étranger.

En résumé, il est douteux que le gouvernement espagnol ait jamais à se louer de la tactique qu'il a cru devoir adopter à l'égard des revendications de la Catalogne. Cette tactique a consisté, jusqu'à ces derniers temps, à étouffer les réclamations politiques des Catalans en jetant en pâture à leurs appétits des avantages économiques considérables. Mais le gouvernement n'a pas été long à s'apercevoir que ce n'était pas là une manière de résoudre le problème : les Catalans ont accepté, comme chose naturelle, les satisfactions matérielles qui leur étaient offertes, mais ils n'ont rien abandonné de leurs revendications politiques. La question politique catalane reste donc entière, et c'est cette question politique qu'il nous reste maintenant à examiner.

CHAPITRE II

Le côté politique de la question catalane

Les désastres coloniaux n'eurent pas seulement un profond retentissement sur la vie économique de la Péninsule : à l'intérieur du pays, ils achevèrent d'ébranler la confiance que les gouvernés pouvaient encore nourrir à l'égard de leurs gouvernants. La conclusion rapide autant que lamentable de la guerre avec les Etats-Unis était venue éclairer d'un jour impitoyable la situation précaire de l'Espagne. Il devenait difficile désormais de dissimuler la faiblesse extrême de cet organisme usé qu'était l'état espagnol, l'imprévoyance coupable de sa politique, les tares profondes de son administration, l'insuffisance de son armée et de sa marine.

Les catalanistes profitèrent du désarroi général, de la stupeur qui semblait s'être emparée de la nation, pour redoubler leur propagande régionaliste. Pour eux, les désastres de Cavite et de Santiago de Cuba devaient être interprétés comme la faillite de la politique séculaire de la Castille, comme la condamnation irrévocable de cette funeste politique centralisatrice inaugurée trois siècles auparavant par la monarchie autrichienne, et qui, de défaite en défaite, avait fini par jeter l'Espagne dans l'état de prostration où elle se trouvait plongée.

Le seul espoir de salut, de relèvement, qui restait encore à l'Espagne, réduite désormais aux limites de son territoire péninsulaire, c'était une politique diamé-

tralement opposée à celle qui avait été suivie jusqu'à ce jour, une politique de liberté et de tolérance, et non plus une politique de tyrannie et d'oppression. « La seule solution qui nous soit offerte, disait quelques mois à peine après la signature du traité de Paris, le président de la *Lliga de Catalunya*, M. Franquesa y Gomis, c'est la concession à toutes les régions espagnoles de leur autonomie politique, comme base certaine de leur autonomie administrative, car l'une ne peut guère se concevoir sans l'autre. Une autonomie, non pas inspirée par la crainte, ni arrachée de mauvaise grâce et par la force, mais une autonomie large, généreuse, proportionnée à la nature des régions, sans entraves, ni restrictions, ferait, sans nul doute, renaître les éléments de vie qui existent encore au sein des nationalités anémiées de la Péninsule, et donnerait à l'Espagne entière, la force et le prestige qu'elle est incapable d'avoir à présent... Cette autonomie, nous la demandons comme catalans et comme espagnols. Si l'on ne veut pas nous écouter, nous avons l'intime conviction de voir encore passer sur notre pays bien des jours de deuil, que nous n'aurons, certes, ni suscités, ni provoqués. Car, en vérité, si nous continuons de la sorte, il est impossible de prévoir ce que nous deviendrons ; mais il est à craindre que, en dehors de l'Espagne, il se trouve d'autres peuples qui y aient songé avant nous, et qui le sachent mieux que nous » (1).

De toute façon, des réformes s'imposaient. A Madrid

(1) *Los Conflictos d'Espanya y lo Catalanisme*, discours prononcé à la session inaugurale des cours de la *Lliga de Catalunya*, par son président, D. Joseph Franquesa y Gomis, le 12 décembre 1898.

même, on le reconnaissait. M. Silvela, qui venait de succéder à M. Sagasta à la tête du gouvernement, crut urgent d'y parer. Pour donner satisfaction aux revendications catalanes, il dirigea le navire de l'Etat vers l'horizon régionaliste, et, pour prouver son sincère désir d'arriver à une solution, il mit à la tête de l'*Ayuntamiento* (1) de Barcelone, un des *leaders* les plus en vue du catalanisme, le docteur Robert, prit comme ministre de la Justice un coréligionnaire politique du docteur Robert, M. Durán y Bas, et comme ministre de la Guerre, le général Polavieja, qui jouissait d'une grande popularité en Catalogne. Le général Polavieja, avant d'être appelé au gouvernement, avait publié un programme politique dont les tendances étaient visiblement régionalistes et décentralisatrices. Dans ce programme, il laissait entrevoir la possibilité de réaliser immédiatement certains points du programme catalaniste. La réorganisation des régimes municipal et provincial, l'autonomie universitaire, le respect du droit civil catalan en constituaient les points essentiels.

De son côté, M. Silvela, dans son discours aux Cortes, s'était montré tout disposé à s'engager dans la voie de la décentralisation administrative. « Où sont, s'était-il écrié, les monarchies qui ont réalisé l'unité sans tenir compte des vrais sentiments des peuples? Ce qui a réalisé cette unité, cela a été le jacobinisme et la Révolution. Mais ni la monarchie autrichienne, ni la monarchie anglaise, ni la monarchie française avant la Révolution, ni encore moins les monarchies allemandes n'ont rompu

(1) Municipalité.

avec les sentiments vifs et enracinés du pays (1). » Il y avait là une avance très visible faite aux régionalistes.

L'arrivée au pouvoir du général Polavieja détermina dans le camp du catalanisme une nouvelle division. Le parti radical, qui continuait à réclamer l'application intégrale des Bases de Manresa, se sépara bruyamment du parti opportuniste qui acceptait comme un acompte le programme du général Polavieja. La *Renaixensa* devint l'organe attitré des intransigeants, et les opportunistes virent leurs doctrines accueillies par la *Veu de Catalunya*, qui, de publication hebdomadaire, s'était transformée en un grand journal quotidien.

Les espérances qu'avait fait naître le programme politique du nouveau ministère restèrent malheureusement sans lendemain. Le général Polavieja dut abandonner son portefeuille sans avoir pu mettre en pratique les réformes qu'il avait apportées en arrivant au pouvoir. Du reste, avant sa chute, un événement très caractéristique vint éclairer le gouvernement sur la fragilité des liens d'affection qui unissaient la Catalogne au reste de la Péninsule, et lui montrer le danger qu'il pourrait y avoir à s'engager trop avant dans la voie du régionalisme. Cet événement, purement fortuit, ce fut la visite que l'escadre française fit, en juillet 1899, au port de Barcelone. La présence de l'escadre française dans les eaux catalanes, acte banal de courtoisie de la part d'une nation voisine, suffit à provoquer de très chaudes manifestations de sympathie pour la France, et à réveiller de vieux ferments annexionnistes que l'on croyait à

(1) V. la *Revue des Deux Mondes* du 15 mars 1899. Chronique de la quinzaine.

jamais éteints. La jeunesse catalaniste, toujours prompte à s'exalter, s'enthousiasma aux accents de la *Marseillaise* et accueillit par des manifestations hostiles la *Marcha Real*. L'opinion publique parut pendant quelque temps prise de vertige, et beaucoup de Catalans auraient alors accepté, comme chose toute naturelle, une rectification de frontière qui aurait transformé les quatre provinces catalanes en autant de départements français.

Cet égarement momentané n'eut naturellement pas de lendemain, mais il avait suffi pour éclairer le gouvernement sur l'état d'esprit qui régnait en Catalogne. Le départ du ministère du général Polavieja et de M. Durán y Bas fut complété par la destitution du docteur Robert, qui fut relevé de ses fonctions de maire de Barcelone. Cette dernière mesure fut très mal accueillie par l'opinion publique catalane, et, aux élections générales de 1901, les Barcelonais ripostèrent en envoyant siéger aux Cortes le docteur Robert.

Le régionalisme trouva dans le docteur Robert un éloquent défenseur auprès du Parlement. Pendant sa brève carrière politique (1), le député de Barcelone exposa, avec beaucoup de sincérité, les doctrines catalanistes et, bien que prononcés devant un auditoire foncièrement hostile, ses discours furent écoutés avec une véritable attention (2).

Les catalanistes étaient arrivés à faire entendre leur voix au Parlement. Encouragés par ce premier succès, ils décidèrent de sortir de l'attitude passive qu'ils

(1) Le docteur Robert mourut le 10 avril 1902, moins d'un an après son élection.

(2) Ses discours ont été réunis en une brochure parue en 1902. *Discursos del Dr Robert. Legislatura de 1901.*

avaient adoptée jusqu'alors en matière politique, et d'engager franchement la lutte sur le terrain électoral. Déjà, en 1893, lors de l'assemblée de Reus, l'*Unió Catalanista* s'était, en principe, montrée favorable à la présentation de candidatures catalanistes aux élections provinciales et législatives (2). Mais ce vœu de l'Assemblée de Reus n'avait jamais dépassé la portée d'une manifestation purement platonique. En 1901, le projet fut repris et, cette fois, il aboutit. La *Lliga Regionalista*, siège du nouveau groupement opportuniste, secondée par son organe dans la presse, la *Veu de Catalunya*, entreprit à Barcelone une très active campagne électorale. Des meetings de propagande furent tenus, qui réunirent des milliers d'auditeurs ; la presse catalaniste toute entière seconda le mouvement ; et, dans les centres « autonomistes » ou « nationalistes » barcelonais, les orateurs du catalanisme contribuèrent à entretenir l'enthousiasme de leurs partisans.

Tous ces efforts ne furent pas perdus : aux élections municipales de 1901, 11 conseillers catalanistes furent élus. Le Gouvernement ne réussit à faire passer que 5 candidats.

Le parti catalaniste triomphait. Mais il avait été obligé de partager son triomphe avec un redoutable rival politique : le parti républicain (2). Le républicanisme n'était pas un nouveau venu en Catalogne. Nous avons eu l'oc-

(1) « Dans tous les districts où la lutte électorale apparaîtra comme susceptible d'être engagée avec quelque chance de succès, on présentera des candidats nettement catalanistes pour les sièges de députés provinciaux et de députés aux Cortes. » — *Délibérations de la seconde Assemblée générale des délégués de l'Unió Catalanista, tenue à Reus, au mois de mai 1893.*

(2) Aux élections municipales de 1901, le parti républicain avait obtenu 10 sièges, c'est-à-dire un chiffre sensiblement égal à celui du parti catalaniste.

casion de montrer la part très active prise par la Catalogne au mouvement révolutionnaire de 1868, et à l'établissement de la République éphémère de 1873. L'important élément ouvrier que compte Barcelone s'était de bonne heure rallié aux idées républicaines, et le voisinage de la France n'avait fait qu'accentuer ces tendances. Mais jusqu'en 1901, le parti républicain, à Barcelone tout au moins, n'avait pas cru devoir engager la lutte sur le terrain électoral. Il le fit en 1901, et son succès contrebalança celui du catalanisme. Désormais, les partis monarchiques étaient virtuellement exclus de la capitale de la Catalogne, et la lutte se trouvait circonscrite entre catalanistes et républicains.

Les catalanistes avaient vu d'un assez mauvais œil le triomphe du parti républicain ; tout, de lui, les offusquait dans leurs convictions religieuses, politiques et sociales. Le catalanisme était un parti de droite, aux tendances visiblement conservatrices et réactionnaires ; le parti républicain, dont le chef était M. Lerroux, était, au contraire, un parti de gauche, radical, athée et révolutionnaire. Le premier ouvrait les portes au carlisme et à la réaction ; le second, à l'anarchie. Le gouvernement ne dissimulait pas son antipathie pour le catalanisme, qu'il considérait, à tort ou à raison, comme un danger pour l'unité nationale ; et par contre, il ne pouvait s'empêcher d'éprouver une certaine sympathie pour le parti républicain, dont le plus grand mérite, à ses yeux, était d'être l'adversaire du premier.

Les élections générales de 1903 confirmèrent la défaite des partis monarchistes, qui perdirent encore quelques sièges en Catalogne. Ces sièges perdus par le gouvernement n'échurent pas d'ailleurs au catalanisme, dont les forces demeurèrent stationnaires, mais au parti républi-

cain, qui obtint une énorme majorité (1). Le succès des candidatures républicaines se renouvela aux élections municipales de la même année. La lutte devint dès lors acharnée entre les deux partis adverses, et se traduisit souvent par des bagarres d'une extrême violence, qui ensanglantèrent les rues de la « cité comtale ».

Le triomphe des républicains avait à tel point irrité les catalanistes, qu'ils en étaient arrivés à considérer comme leur principal adversaire, non pas le gouvernement de Madrid, mais le parti républicain local. Le succès du voyage du roi Alphonse XIII à Barcelone, au printemps de 1904, fut assuré par la neutralité visiblement bienveillante du parti catalaniste, qui voulut surtout voir dans la réception enthousiaste réservée au jeune monarque, un échec infligé au parti républicain. L'attentat dirigé contre le président du Conseil, M. Maura, lors du voyage de Barcelone, donna lieu à de vibrantes manifestations loyalistes. Il y avait là, peut-être, pour la Monarchie, l'occasion de regagner le terrain perdu. Il ne semble pas que le gouvernement ait cherché à en profiter. Les fêtes terminées, la vie reprit son cours à Barcelone, et les luttes continuèrent entre catalanistes et républicains, avec des chances diverses. Les élections de 1905 furent, en général, favorables aux catalanistes, qui avaient l'avantage de représenter le parti de l'ordre, en face du parti républicain, dont les procédés et les affiliations anarchistes commençaient à inquiéter l'opinion publique...

En 1905, la lutte avait atteint son apogée entre cata-

(1) Parmi les candidats élus à Barcelone, se trouvait M. Salmerón, le chef du parti républicain.

lanistes et républicains. Et pourtant, moins d'un an après, la paix était signée, une alliance conclue, les adversaires de la veille marchaient la main dans la main. Quelle était la cause de ce revirement d'opinion ?

C'est ce que nous allons essayer d'expliquer en étudiant la constitution de la *Solidarité catalane*.

CHAPITRE III

La Solidarité catalane

§ I. LES ORIGINES DE LA SOLIDARITÉ : LE « PRONUNCIAMENTO » DU 25 DÉCEMBRE 1905 ET LA LOI « DES JURIDICTIONS »

Dans la nuit du 25 décembre 1905, à Barcelone, environ deux cents officiers de la garnison, irrités par les attaques dont ils étaient l'objet de la part de la presse locale, se réunirent sur la *Plaza Real* et, de là, se rendirent en uniforme aux bureaux de deux journaux catalanistes, la *Veu de Catalunya*, et le *Cu-Cut*. Par escalade ou par effraction, ils pénétrèrent dans les bureaux de la rédaction, brisèrent tout ce qui se trouvait à portée de leurs mains, et après avoir jeté meubles et papiers par les fenêtres, y mirent le feu aux cris répétés de « Vive l'Espagne ! » Le Gouverneur civil de la province, qui était présent, se contenta d'assister à la scène sans essayer d'y mettre fin, et le Gouverneur militaire ne se décida à intervenir que lorsque le pillage fut terminé.

Cet attentat, qui rappelait, dans une certaine mesure, les *pronunciamientos* de jadis, produisit, à Barcelone et dans toute la Catalogne, un mouvement général d'indignation. Toute la presse indépendante, depuis *El Diluvio*, organe républicain, jusqu'au *Diario de Barcelona*, conservateur, et au *Correo Catalan*, carliste, protesta, au nom du droit et de la liberté, contre une telle manifestation émanant d'une classe sociale qui devrait être la première à donner l'exemple de la modération et de la discipline. Au con-

traire, la presse castillane approuva hautement la conduite des officiers de Barcelone : ce ne fut pas seulement la presse militaire, qui applaudit à cet acte d'insubordination, mais aussi la presse libérale et républicaine, qui ne voulut voir dans les désordres de la nuit du 25 novembre qu'une juste leçon infligée par l'armée aux insulteurs de la patrie et du drapeau espagnol. Une fois de plus, la presse castillane agita bruyamment le spectre du séparatisme, insista sur sa rapide extension, et sur l'impunité dont avait joui jusqu'à ce jour la propagande catalaniste. Les officiers de Madrid se solidariserent avec leurs camarades de Barcelone, et, pendant plusieurs jours, il régna, dans les *casinos* et cercles militaires madrilènes, une grande effervescence que le roi, par son intervention personnelle, dut contribuer à calmer.

En tout autre pays, cette regrettable équipée militaire se serait terminée par une punition collective infligée aux officiers coupables d'un manquement grave à la discipline. En Espagne, il ne devait pas en être ainsi. Le gouvernement recula devant une telle solution, de peur de mécontenter l'armée qui constitue l'une des forces les plus solides sur lesquelles s'appuie la monarchie espagnole. (1) Le Président du Conseil déclara que l'acte réalisé par les officiers de Barcelone était peut-être illégal, mais que le mobile qui les avait guidés était sacré, et la seule mesure qui parut suffisante au gouvernement, pour rétablir l'ordre, fut la suspension des garanties constitutionnelles à Barcelone.

(1) Il ne faut pas oublier que la restauration de la dynastie régnante est le résultat d'un *pronunciamento* militaire. Les deux plus fermes soutiens de la monarchie sont : d'une part, le clergé, tout puissant en Espagne d'autre part, l'armée, qui forme une classe à part dans l'État.

Ainsi, quelques exaltés, appartenant à l'élément militaire, avaient foulé aux pieds deux droits fondamentaux, deux droits qui se trouvent écrits dans toutes les législations modernes : l'inviolabilité du domicile et la liberté de la presse. Il semblait que le devoir impérieux du gouvernement aurait été de rétablir le libre exercice de ces droits, menacés par une sédition militaire. Le gouvernement espagnol ne l'entendit pas ainsi : il demanda et obtint du Parlement une loi suspendant les garanties constitutionnelles à Barcelone, et, pour arracher le vote des Cortes, il lut, en pleine séance, un télégramme du gouverneur civil de Barcelone déclarant que l'élément militaire ne consentirait à rentrer dans la légalité que lorsque la suspension des garanties serait chose faite.

Cette faiblesse du gouvernement devait l'entraîner beaucoup plus loin qu'il ne l'aurait pensé. Pour apaiser le courroux de l'armée et de la presse madrilène qui semblait prendre plaisir à entretenir l'effervescence, le gouvernement, un gouvernement libéral pourtant, présidé par M. Moret, déposa devant le Parlement et fit voter la fameuse loi dite *des Juridictions*. En vertu de cette loi, les crimes ou les offenses contre l'armée et contre « l'intégrité de la patrie » étaient déférés aux conseils de guerre, même lorsque ces crimes ou ces offenses étaient commis par la voie de la presse. En transférant aux tribunaux militaires la connaissance des délits de presse contre l'armée et la patrie, le gouvernement espérait museler la presse catalaniste, et donner satisfaction aux réclamations indignées de l'élément militaire.

Le but poursuivi par le gouvernement fut-il atteint ? Il est permis d'en douter. La discussion de la loi *des Juridictions* donna lieu, devant les Cortes, à des débats de la plus grande violence, parfois même d'une allure

scandaleuse, qui se traduisirent par des accusations très graves contre le haut commandement de l'armée espagnole et par une demande d'enquête sur son rôle pendant la guerre de Cuba. Il est peu probable que l'armée soit sortie de la discussion justifiée et grandie dans l'opinion publique.

Il faut, d'ailleurs, avoir le courage de le reconnaître : la loi *des Juridictions* est une loi d'exception, insoutenable au point de vue juridique, puisqu'elle défère devant une juridiction composée de membres de l'armée les crimes ou délits commis contre cette même armée ; de telle sorte que, dans la connaissance desdites causes, les membres du conseil de guerre sont à la fois juges et parties. Aussi la loi *des Juridictions* est-elle appelée tôt ou tard à être abrogée ; peut-être même le sera-t-elle par un cabinet conservateur, alors qu'elle fut promulguée sous un cabinet libéral, ce qui constituerait bien le comble de l'ironie.

Quoi qu'il en soit, par sa promulgation et par les discussions qui la précédèrent, la loi *des Juridictions* aboutit à un résultat auquel le gouvernement était loin de s'attendre : elle détermina la réconciliation des catalanistes et des républicains. Cette réconciliation avait déjà commencé à se dessiner quelque temps auparavant, lorsque les deux partis, jusque-là adverses, étaient tombés d'accord pour protester contre la suspension des garanties à Barcelone (1). Catalanistes et républicains se retrouvèrent côte à côte lorsqu'il s'agit de combattre la loi *des Juridictions*. Les républicains la repoussaient à cause de ses tendances anti-libérales ; les catalanistes, auxquels s'étaient joints

(1) V. le discours prononcé aux Cortes par M. Salmerón, le 29 novembre 1905, dans lequel le chef du parti républicain adressait solennellement aux catalanistes des propositions d'intelligence.

les carlistes, parce qu'ils la considéraient comme dirigée exclusivement contre la Catalogne et le mouvement régionaliste. Cette réconciliation, œuvre inconsciente du gouvernement, le député républicain Noguès la mettait en lumière dans son discours du 28 février 1906 devant le Congrès. « Il faut reconnaître, s'écriait-il, que le gouvernement libéral qui dirige en ce moment les destinées du pays, a eu le mérite de réaliser un prodige auquel j'aurais refusé de croire, si on me l'avait prédit il y a seulement quelques mois. Il est arrivé à réunir des éléments aussi opposés que les carlistes et les républicains, que les catalanistes rétrogrades et les républicains unitaires ou fédéralistes — je ne parle pas des catalanistes avancés qui appartiennent presque à notre parti — Par un de ces phénomènes uniquement explicables par une erreur de gouvernement, le cabinet est arrivé à mettre de notre côté des socialistes et même des anarchistes. Aujourd'hui, c'est la Catalogne entière qui se dresse contre cette loi. » (1)

Le 10 mars, M. Salmerón, le chef du parti républicain, prononçait un éloquent discours, dans lequel il déclarait que la patrie était intéressée avant tout à ce que le droit soit respecté, mais que violer le droit en faveur de l'armée, c'était encore violer le droit. Il ajouta, en sa qualité de député catalan, que la Catalogne considérerait la loi nouvelle comme dirigée contre elle, comme attentatoire à la liberté individuelle, à la liberté d'association, à la liberté de la pensée ; et, quelques jours après, à la

(1) V. le discours de M. Noguès, ainsi que celui de M. Salmerón et de tous les orateurs qui prirent part au débat sur la loi *des Juridictions*, dans la brochure publiée par la Solidarité catalane : *Discursos contra la ley de las Jurisdicciones en el Senado y en el Congreso*. Barcelona, 1906.

suite d'un incident de séance, il quittait la salle, suivi de tous ses amis républicains. Deux jours plus tard, M. Rusiñol et les catalanistes, puis, à son tour, le petit groupe carliste imitaient son exemple. Délivrée des gêneurs, la majorité put tranquillement voter la loi.

Telles furent les origines de la *Solidarité catalane*. Deux mois plus tard, la *Solidarité catalane* s'affirmait aux fêtes de mai, à Barcelone, à l'occasion de l'éloquent discours que le chef de l'Union Républicaine, M. Salmerón, prononçait au Tibidabo. Mais la consécration de la Solidarité, comme parti politique, ne date vraiment que de la campagne électorale de 1907. Malgré la lutte acharnée qu'elle eut à soutenir de la part des « antisolidaires », elle devait sortir triomphante et plus fortement trempée du feu des élections. C'est ce triomphe de la Solidarité sur le terrain électoral que nous voudrions maintenant étudier.

§ II. LE TRIOMPHE DE LA SOLIDARITÉ CATALANE

Le premier contact de la Solidarité catalane avec les masses électorales date du 10 mars 1907 : il s'agissait d'élections aux Députations Provinciales. Le triomphe de la Solidarité fut à peu près complet, dépassant, de beaucoup, les prévisions les plus optimistes. A Barcelone, sur huit sièges, la Solidarité en conquit sept de haute lutte, et peu s'en fallut que ses candidats ne triomphent sur toute la ligne.

Et pourtant, la Solidarité catalane s'était présentée devant les électeurs sans programme politique déterminé. Ce retard s'expliquait d'ailleurs aisément : ce n'était pas chose facile de présenter un programme électoral auquel

puissent adhérer trois partis politiques aussi étrangers les uns aux autres que le parti carliste, le parti catalaniste et le parti républicain. S'il était un parti qui semblait bien être aux antipodes du carlisme, aux tendances notoirement cléricales, c'était bien le parti républicain, qui, en différentes assemblées, notamment à Saragosse, avait affirmé sa résolution de lutter sans faiblesse contre le cléricalisme et les ordres religieux.

Entre carlistes et catalanistes, l'opposition était peut-être moins grande, et il était même possible de relever entre eux un certain nombre de points de contact : le rétablissement des *fueros*, le retour à l'ancienne autonomie communale avaient toujours figuré dans les revendications essentielles du carlisme, et de telles tendances n'étaient pas pour déplaire aux autonomistes convaincus qu'étaient les catalanistes.

Quant aux catalanistes, leurs revendications politiques avaient subi, avec le temps, une assez curieuse évolution. Cette évolution se trouvait consignée dans la brochure intitulée : *La Cuestión Catalana*, répandue dans toute la Péninsule au début de 1906 par les soins des plus ardents sénateurs et députés de la Catalogne. De la lecture de cette brochure, on pouvait conclure que les catalanistes n'avaient renoncé à aucune des prétentions émises quelques quinze ans auparavant, lors de l'Assemblée de Manresa. « Les aspirations régionalistes de la Catalogne, disait le document auquel nous faisons allusion, tendent à remplacer la constitution unitaire actuelle de l'Espagne par une constitution fédérative. (1) » Seulement, les représentants du catalanisme reconnaissaient qu'une

(1) *La Cuestión Catalana*, p. 4.

transformation aussi profonde dans la constitution du pays ne pouvait être l'œuvre d'un jour. Il fallait, pour y parvenir, procéder par transitions successives et savamment graduées (1). Aussi pour le moment, et à titre de première satisfaction accordée à leurs revendications, déclaraient-ils vouloir se contenter d'un certain nombre de réformes, immédiatement réalisables, et qui seraient comme un premier pas de fait dans la voie de l'organisation fédérative. A défaut d'une décentralisation politique dont ils remettaient la réalisation à plus tard, ils se déclaraient prêts à accepter, à titre de mesure provisoire, une décentralisation purement administrative.

Voici, d'ailleurs, quels étaient les principaux points de ce programme minimum, dont les sénateurs et députés catalanistes demandaient la réalisation immédiate :

a) Respect de tous les idiomes régionaux. .

b) Suppression des incompatibilités interdisant aux juges et magistrats d'exercer leurs fonctions dans les régions auxquelles les rattachent des liens de naissance, de famille ou d'intérêts. Nécessité pour les magistrats de connaître les lois et la langue de la région dans laquelle ils exercent leurs fonctions, lorsqu'il s'agit d'une région de droit *foral*.

c) Création d'une Chambre, au Tribunal Suprême, chargée d'examiner les recours provenant des régions jouissant encore d'un droit *foral*.

(1) « Nous connaissons trop les inconvénients des changements brusques et radicaux, pour demander d'un seul coup la mise en vigueur de ce régime (le régime fédératif). Les transformations les plus profondes et les plus durables sont aussi celles qui se vérifient le plus lentement, par une modification douce et insensible des idées, par des réformes partielles et successives, par une évolution qui, sans destructions stériles, au moyen d'une gradation savante des étapes intermédiaires, achemine le présent vers un régime nouveau, résultat plus ou moins exact de l'idéal primitivement entrevu. » — *La Cuestión Catalana*, pp. 21 et 22.

d) Création, indépendamment des Députations actuelles, d'organismes régionaux, jouissant d'un certain nombre d'attributions en matière d'enseignement et de travaux publics : possibilité d'une entente économique entre lesdits organismes.

e) Autonomie municipale.

f) Autonomie universitaire.

g) Application du régime des admissions temporaires, et établissement de zones neutres, sans préjudice de toutes les garanties nécessaires pour assurer la répression de la contrebande.

Tels étaient, dans leurs grandes lignes, les programmes respectifs des républicains, des carlistes et des catalanistes avant la constitution de la Solidarité catalane. Mais maintenant que l'alliance était conclue, et que les trois partis avaient accepté de lutter ensemble sur le terrain électoral, il était nécessaire de rédiger un programme commun auquel puissent adhérer les différents groupes politiques qui composaient la Solidarité catalane. C'est à cette entente que travaillaient fièvreusement tous les groupes *solidaires*.

Cette entente fut assez laborieuse à réaliser. Nous avons dit que la Solidarité avait dû se présenter aux élections provinciales sans programme politique déterminé. Enfin, le 14 avril, huit jours à peine avant les élections générales, dans un meeting célébré au théâtre de Tivoli, à Barcelone, le programme de la Solidarité fut solennellement proclamé.

La place nous manque pour donner ici la traduction intégrale de ce programme, qui est un document assez copieux (1), mais nous allons essayer d'en dégager les

(1) On trouvera le texte complet du programme de Tivoli dans l'étude publiée récemment par M. Salvador Canals : *la Solidaridad catalana*, Madrid, 1907.

idées essentielles. On peut d'ailleurs les ramener à quelques principes assez simples.

La première revendication des solidaires concerne naturellement la loi *des Juridictions* dont ils demandent l'abrogation. Mais, en outre, le programme électoral de la Solidarité comprend les points suivants :

1° La création d'organismes régionaux, ayant leur personnalité financière et des attributions importantes en matière d'enseignement, de bienfaisance et de travaux publics.

2° L'autonomie des municipalités.

3° La création d'organismes régionaux pour l'étude des changements nécessités par l'évolution des temps dans le droit civil.

En dehors de ces points qui constituent le programme propre de la Solidarité, il reste bien entendu que chacun des groupes qui la composent, conserve sa pleine liberté d'action. En adhérant à la Solidarité, les républicains, les carlistes et les catalanistes acceptent de défendre au Parlement un certain nombre de points communs, mais ils n'abdiquent aucune de leurs convictions personnelles, et restent libres d'en poursuivre, par tous moyens, la réalisation.

C'est avec ce programme que la Solidarité se présenta, le 21 avril dernier, devant les électeurs. Aux « solidaires » qui avaient reconnu pour chef M. Salmerón, s'opposaient les « antisolidaires » que dirigeait M. Lerroux. Le gouvernement n'avait même pas pris la peine de présenter des candidats dont la défaite eut été certaine. Le triomphe de la Solidarité fut éclatant : sur 42 candidats solidaires, 40 furent élus.

Quinze jours plus tard, le 5 mai, à l'occasion des élec-

tions sénatoriales (1), le triomphe se reproduisit, et la Solidarité envoya siéger au Parlement 14 sénateurs solidaires. Comme précédemment, le gouvernement s'était dispensé de présenter des candidats. Des 59 représentants auxquels la Catalogne avait droit, 54 appartenaient donc à la Solidarité catalane.

Le triomphe de la Solidarité eut un énorme retentissement, non seulement en Catalogne, mais encore dans toute la Péninsule. En dehors des espérances très vives que cette victoire avait ravivées, l'élection des représentants de la Solidarité pouvait être considérée comme un fait sans précédent dans les annales politiques espagnoles. Le succès des candidats solidaires constituait une véritable révolution dans les procédés électoraux chers à l'Espagne. Jusqu'à ce jour, les élections en Espagne n'avaient jamais été qu'un simulacre de consultation nationale. Ce n'est un secret pour personne que l'influence des pouvoirs publics, la pression gouvernementale sont tels que, sauf peut-être dans quelques grandes villes où la lutte est plus âpre et le scrutin mieux surveillé par les partis, les élections espagnoles sont ce que veut bien les faire le gouvernement qui y préside. La preuve de ce que nous avançons, s'il était nécessaire de la faire, résulte bien clairement de ce simple fait que l'opinion semble changée, chaque fois que le gouvernement change, et de ce que les Cortes sont libérales ou conservatrices, suivant que le ministère qui dirige les élections est libéral ou conservateur.

(1) Le Sénat espagnol, qui compte en tout 360 membres, se compose de deux portions égales de 180 membres chacune; l'une comprend les sénateurs de droit et les sénateurs nommés à vie par le roi; l'autre, les sénateurs élus.

Aux dernières élections, il n'en a pas été ainsi, en Catalogne tout au moins. Pour la première fois depuis l'établissement du suffrage universel, les élections ont été vraiment sincères ; grâce à la Solidarité, la Catalogne a envoyé siéger au Parlement, au lieu de *cuneros*, c'est-à-dire de personnalités étrangères à la province et désignées par le gouvernement, des représentants connus d'elle et librement choisis par elle. On a donc raison de voir dans le triomphe de la Solidarité une victoire du suffrage universel : dans toute la Catalogne, le scrutin a été très animé et l'influence du *caciquisme* (1) semble avoir été, non pas nulle, mais moindre que dans les élections précédentes.

Si la Solidarité catalane n'avait eu d'autre but que de « purifier » le suffrage universel, le gouvernement n'aurait pas eu motif de prendre ombrage de son éclatant succès sur le champ de bataille électoral. La sincérité des élections est, au contraire, une garantie indispensable du bon fonctionnement d'un régime constitutionnel et parlementaire et le gage d'une entente sincère entre le peuple

(1) Le *caciquisme* fait partie des *choses d'Espagne* et il est assez difficile en France de se rendre compte exactement du rôle que joue le *cacique*. D'une manière très générale, on peut dire que le cacique est le politicien de clocher ; mais il y a des caciques dont l'influence dépasse de beaucoup les limites d'un village et s'étend à tout un district, parfois même à toute une province. L'institution du cacique ne peut s'expliquer que par l'ignorance à peu près complète des masses électorales espagnoles et par leur indifférence en matière politique. Dans ces conditions, il est relativement facile à un individu, possédant une instruction ou une fortune légèrement supérieure à la moyenne, d'acquérir une influence très réelle sur l'ensemble de ses concitoyens, et d'absorber, en la dirigeant, toute la vie politique de son village ou même de son arrondissement. Il est facile de deviner le rôle joué par le cacique pendant les périodes électorales. Qu'il nous suffise de dire que le gouvernement compte sur lui et traite avec lui.

et ses gouvernants. Malheureusement il y avait, dans le triomphe de la Solidarité, autre chose qu'une victoire du suffrage universel. La Solidarité catalane — il est inutile de chercher à le dissimuler — était un parti aux tendances visiblement antimonarchiques, ou plus exactement antidynastiques. Le gouvernement ne s'y trompa pas, et, dès la première heure, il vit d'un assez mauvais œil la formation de cette étrange coalition, où voisinaient les carlistes et les républicains, c'est-à-dire les pires adversaires du régime et que ne parvenait pas à réchauffer le zèle monarchique assez tiède des catalanistes. M. Salmerón avait eu beau déclarer au meeting du Tivoli, que la « Solidarité étant la libération de tout un peuple, elle ne refuserait le concours de personne », il n'en était pas moins vrai que les solidaires avaient systématiquement éliminé tout candidat suspect d'affiliation aux partis monarchiques.

D'autre part, en dehors de l'élément républicain et du groupe carliste, dont l'hostilité ne faisait pas de doute, le parti catalaniste était loin, dans son ensemble, d'être favorable à la monarchie. A côté d'une droite catalaniste, modérée et conservatrice, représentée par la *Lliga Regionalista*, et dont le chef, M. Cambó, refusait de voir dans la Solidarité un mouvement antidynastique, il y avait une gauche catalaniste, fortement organisée et dont toutes les sympathies allaient à la République. Cette gauche du catalanisme, aux tendances avancées et franchement républicaines, était représentée par le *Centre nacionalista Republicà* et son organe officiel était le *Poble Catalá*, dont l'influence était égale, sinon supérieure, à celle de la *Veu de Catalunya*.

Le gouvernement et les partisans dévoués de la monarchie avaient donc des raisons toutes particulières de

se méfier de la Solidarité, qui était composée, dans sa grande majorité, d'éléments antidynastiques. Aussi n'était-ce pas sans une certaine anxiété que l'opinion publique attendait les premières rencontres qui allaient avoir lieu entre le gouvernement et les solidaires, lors de la rentrée du Parlement.

§ III. LA SOLIDARITÉ AU PARLEMENT. — L'AVENIR DE LA SOLIDARITÉ

Si l'opinion publique espagnole n'avait pas été convaincue par avance de l'importance capitale de la question catalane, les représentants de la Solidarité aux Cortes se seraient assurément chargés de le lui rappeler. Pendant toute la session qui vient de se dérouler depuis le mois de mai jusqu'à la fin de juillet, les solidaires ont véritablement accaparé l'attention du Parlement, au point de lasser parfois la bonne volonté des honorables députés et sénateurs qui avaient l'obligation de les écouter. Au Congrès, la réponse au discours du Trône n'a guère été qu'une longue discussion sur la Solidarité, discussion d'où, malheureusement, n'a pas toujours jailli la lumière. Les représentants de la Solidarité ont exposé longuement, très longuement, les revendications de la Catalogne, mais ils n'ont jamais pu se résoudre à sortir des généralités, et ils ont eu grand soin d'éviter les précisions gênantes.

Le premier débat entre les solidaires et le gouvernement a eu pour théâtre le Sénat (1). Ce fut M. Abadal,

(1) Séance du 1^{er} juin.

un sénateur solidaire, qui ouvrit le feu. Ce premier discours, impatientement attendu, fut une déception pour tous ceux qui espéraient une exposition complète et précise du programme de la Solidarité. M. Abadal s'est en général borné à faire le procès des mœurs politiques espagnoles, corrompues par le caciquisme et la pression gouvernementale, qui aboutissent à une véritable falsification du suffrage universel. Mais les déclarations fermes et précises que l'Assemblée attendait avec impatience ne sont pas venues. M. Abadal a bien déclaré que dans l'élaboration des diverses constitutions espagnoles, on n'avait jamais tenu compte des différences caractéristiques qui séparaient les régions de la Péninsule ; que ces différences existaient cependant, et que, tant qu'elles ne seraient pas reconnues par la loi écrite, la vie de l'Etat continuerait à être artificielle, et le divorce subsisterait entre le peuple et ses gouvernants. Mais tout cela avait été dit bien auparavant par les défenseurs du catalanisme, et ne suffit certes pas à constituer un programme politique.

La réponse du Président du Conseil, M. Maura, a été beaucoup plus précise. Il a applaudi tout le premier aux attaques de M. Abadal contre le caciquisme. C'est un mal qu'en Espagne, tous les partis condamnent et réprouvent. Mais, dans l'état actuel des choses, par suite de l'absence totale de corps électoral, c'est un mal nécessaire. M. Maura ne désespère pas, d'ailleurs, d'en avoir raison par le projet de réforme électorale qu'il tient en préparation. Quant aux aspirations autonomistes de la Catalogne, il croit pouvoir leur donner satisfaction — en ce qu'elles ont de légitime — par son projet de réforme d'administration locale, qui constituera un grand pas dans la voie de la décentralisation administrative. Enfin, s'attaquant

au fait même de la Solidarité, le chef du parti conservateur a mis en lumière la fragilité et l'impuissance de l'alliance solidaire. La Solidarité, a-t-il affirmé, est l'idée d'un instant... L'accord des éléments étrangers qui la constituent pourra servir pour renverser, pour détruire, mais non pour créer... Vous avez l'infécondité des hybrides, et il a conclu par ces mots : « La Solidarité n'aura pas de lendemain ».

Du Sénat, l'intérêt du débat s'est transporté au Congrès, où la discussion du Message a été prétexte, pour les députés solidaires, à de copieux discours qui, malheureusement, n'ont en général brillé, ni par la clarté ni par la précision. Neuf députés solidaires ont parlé tour à tour : MM. Hurtado, Puig y Cadafalch, Suñol, Ventosa, Pi y Arsuaga, Junyent, Vallés y Ribot, Maciá et Salmerón. De tout ce flot d'éloquence, il ne se dégage, malheureusement, que des idées confuses. Voici celles qui ont paru tenir le plus à cœur aux représentants de la Solidarité.

En premier lieu, la plupart des députés solidaires se sont défendus du reproche d'égoïsme que l'on fait d'ordinaire au catalanisme. A les entendre, l'œuvre à laquelle collaborent tous les représentants de la Solidarité ne serait pas une œuvre étroite et mesquine. En travaillant pour la Catalogne, les solidaires ont conscience de travailler aussi pour le reste de l'Espagne. Toutes deux souffrent du même mal. Ce mal, c'est l'unité artificielle que l'on a de force imposée à des régions différentes de langue, de mœurs, de civilisation. Dans le cadre étroit et artificiel de l'organisation provinciale où l'on a voulu les enfermer, les régions ne peuvent pas se développer librement : elles étouffent, elles dépérissent. Il faut avoir le courage de revenir sur l'œuvre accomplie. Il faut respecter la « personnalité » des régions, reconnaître, consacrer les variétés

qui les séparent. On y arrivera en leur accordant l'autonomie. L'autonomie, les solidaires ne la réclament donc pas seulement pour la Catalogne; ils la réclament aussi pour toutes les régions de l'Espagne.

Ceci est un premier point, et les solidaires l'ont largement développé. En voici un second : un grand nombre de députés solidaires ont cru nécessaire de donner à leurs discours une certaine allure patriotique, et de les terminer par des protestations de dévouement pour l'Espagne et pour la nation espagnole. Les mêmes députés ont repoussé avec indignation le reproche de séparatisme que l'on adresse généralement aux catalanistes, et ils ont affirmé que, s'il existait en Catalogne quelques dissidents, ils ne formaient certainement qu'une infime minorité. Malheureusement, ces protestations de dévouement et de patriotisme ont été quelque peu infirmées par les déclarations très loyales de M. Pi y Arsuaga, qui n'a pas craint d'avouer qu'il y avait des séparatistes en Catalogne et qu'il regrettait même qu'ils n'eussent pas de représentants au Parlement (1).

Comme on le voit, les représentants de la Solidarité n'en sont pas à une contradiction près. Les mêmes divergences d'opinion se sont fait jour, lorsqu'il s'est agi de préciser le programme politique qu'entendait soutenir la Solidarité catalane. La plupart des orateurs solidaires ont affirmé que le seul programme actuel de la Solidarité était le programme de Tivoli. Mais comment concilier ces déclarations avec la réponse faite au Sénat par M. Rusiñol, qui a reconnu que « les bases de Manresa n'étaient nullement abandonnées » ? (2)

(1) Séance du 14 juin. Congrès.

(2) Séance du 4 juin. Sénat.

Les orateurs de la Solidarité ont été naturellement d'accord pour réclamer l'abrogation de la loi *des Juridictions* et le libre usage en Catalogne de la langue catalane. Mais ces deux points du programme solidaire ont été soutenus avec une certaine mollesse, et cette mollesse a paru d'autant plus étrange, que la reconnaissance du catalan comme langue officielle de la Catalogne avait toujours passé pour une des revendications primordiales des catalanistes, et que la loi *des Juridictions* avait été le véritable point de départ du mouvement de Solidarité catalane.

Un des discours les plus violents qui furent prononcés devant le Congrès fut le discours de M. Salmerón, le chef actuel de la Solidarité. Ses attaques contre la Castille ont blessé très vivement l'amour-propre des députés, pour la plupart castillans ou andalous. Pour M. Salmerón, qui était, jusqu'à ces derniers temps, le chef du parti républicain, la Solidarité est avant tout un mouvement dirigé contre la Monarchie. Au nom de la Solidarité tout entière, M. Salmerón a adjuré le gouvernement de mettre à exécution les revendications de la Catalogne, telles qu'elles résultent du programme de Tivoli, et il a ajouté cette phrase singulièrement menaçante : « S'il nous manque l'appui de la loi, nous saurons montrer que nous ne sommes pas en vain les descendants des générations du siècle passé ; l'insurrection est le dernier, mais aussi le plus sacré des devoirs (1). »

La grande majorité de la Chambre attendait avec impatience un discours du gouvernement, qui viendrait relever les attaques des solidaires et l'impertinence de

(1) Séance du 19 juin. Congrès.

leur attitude. M. Maura a répondu à l'attente générale, et sa réplique aux solidaires a soulevé l'enthousiasme de la Chambre, dont la patience, depuis quelques jours, était mise à une dure épreuve. Le discours du Président du Conseil a été très net (1). La Catalogne, a-t-il dit, aura les réformes que le Parlement lui accordera et non pas celles qu'elle prendra. M. Maura a qualifié d'« enfantine arrogance » les prétentions excessives des solidaires et il n'a pas eu de peine à démontrer le peu d'influence dont pouvaient disposer les quatre provinces catalanes vis-à-vis des quarante-cinq autres provinces espagnoles. Il a de nouveau exprimé son intention de donner satisfaction à certaines réclamations de la Catalogne, qu'il considère comme justes et dignes d'être réalisées et, dans ce sens, il a annoncé le dépôt de trois projets de lois : l'une dite « de justice municipale » ; l'autre relative à la procédure électorale ; la dernière, enfin, qui est le fameux projet d'administration locale et qui ne comprendra pas moins de 400 articles.

Quant au programme de Tivoli, que les solidaires auraient voulu imposer au gouvernement, M. Maura n'a pas hésité à le repousser, disant qu'il était au pouvoir pour gouverner et non pour être gouverné. « Je ne sais, a-t-il ajouté en s'adressant aux solidaires, ce que vous entendez par *reconnaissance de la personnalité des régions*. Bien plus, je crois que vous ne le savez pas vous-mêmes. Cette reconnaissance de la personnalité régionale, la voulez-vous dans un but de pure décentralisation ? Je serai alors le premier à vous l'accorder. La voulez-vous, au contraire, pour détruire l'unité intangible de la patrie ? Dans ce cas, jamais. »

(2) Séance du 21 juin. Congrès.

Enfin, en ce qui concerne la loi *des Juridictions*, le Président du Conseil a refusé de prendre aucun engagement. Il a déclaré que le parti conservateur n'était pas responsable de l'établissement de cette loi, qui était l'œuvre des libéraux, et que, tant que le calme ne serait pas rétabli en Catalogne, il ne pouvait prendre la responsabilité de l'abroger.

Ainsi s'est terminé le débat mémorable, qui eut pour théâtre, au mois de juin dernier, le Parlement espagnol. Le programme politique de la Solidarité en est-il sorti sensiblement éclairci? Il ne le semble pas. Comme le disait, dès les premiers jours de la discussion, une feuille libérale madrilène (1), « il y a dans la Solidarité des négations, des protestations, mais il n'y a pas de programme politique. Supposons, ajoutait avec beaucoup de justesse l'organe précité, que le chef du gouvernement se fut considéré vaincu par les arguments des solidaires et eût manifesté l'intention de présenter au roi sa démission. Allons plus loin : imaginons que la couronne eût songé à appeler les solidaires pour former un gouvernement. Qui l'aurait présidé? Quels ministres en auraient fait partie? Quel eût été le programme de ce cabinet?... Inutile, n'est-ce pas, de pousser plus loin l'hypothèse. Il y a là une condamnation définitive de la Solidarité. »

Ainsi donc, malgré tous les discours prononcés au Parlement, malgré les efforts très visibles de certains représentants de la Solidarité pour donner à leurs idées une forme concrète et précise, les revendications solidaires n'en restent pas moins vagues et incertaines, et c'est ce qui leur donne parfois une allure singulièrement inquié-

(1) *El Imparcial*, numéro du 2 juin.

tante. Tantôt, en effet, on nous affirme que le seul but poursuivi par la Solidarité est la réalisation pratique du programme de Tivoli, ce qui, somme toute, ne dépasserait guère les limites d'une très large décentralisation administrative. Tantôt, au contraire, revenant sur leurs déclarations premières, les solidaires avouent qu'ils n'ont renoncé à aucun des points des Bases de Manresa. Tantôt, enfin, emportés par leurs rêves de grandeur, ils n'hésitent pas à reconnaître qu'ils aspirent à reconstituer, au profit de la Catalogne, l'hégémonie qu'ils ont si souvent reprochée à la Castille d'avoir réalisé aux dépens des autres régions de l'Espagne.

Dans ce dernier sens, il convient de citer les déclarations très précises faites à la *Lliga Regionalista*, par M. Cambó, un des *leaders* les plus en vue de la Solidarité catalane. « Je ne sais, a-t-il dit, si cette fédération espagnole, qui viendra, soyez-en certains, sera chose définitive (M. Cambó vient de déclarer que la fédération des différentes régions espagnoles lui apparaît comme le seul régime capable de régénérer l'Espagne). Je crois que, une fois reconnue la personnalité de toutes les nationalités espagnoles, lorsque toutes jouiront d'un régime de liberté complète, il se réalisera un fait biologique, une sélection, fille de la libre concurrence. Entre les différentes nationalités, il y aura lutte pour l'hégémonie, lutte qui sera un fécond stimulant de toutes les énergies. La nationalité qui sera la plus riche et la plus cultivée, qui aura le plus de volonté et le plus d'intelligence, qui saura le mieux incarner l'esprit de notre époque, sera celle aussi qui imposera sa manière de voir à l'Espagne entière. *Vous voyez l'avenir que nous réserve l'autonomie !* Je ne sais si nous serons dignes un jour de voir se créer autour de la personnalité catalane la véritable unité nationale. Si nous n'y

parvenons pas, ce sera notre faute... De cette manière, nous atteindrons ce magnifique avenir de l'hégémonie catalane, et nous réaliserons un idéal beaucoup plus grand, beaucoup plus noble, que cet autre idéal incarné dans des velléités de séparatisme et d'indépendance, que certains considèrent comme le *summum*, comme l'étape finale des aspirations catalanistes ».

La Solidarité est-elle appelée à réaliser un jour ce rêve grandiose de l'hégémonie catalane? La Catalogne est-elle destinée à jouer, dans le relèvement de l'Espagne future, le rôle du Piémont dans le *risorgimento* de l'Italie contemporaine? L'avenir nous le dira. Mais d'ores et déjà, on a le droit de se montrer sceptique à l'égard de la force réelle de cette étrange alliance où voisinent des catalanistes, des carlistes et des républicains. Il nous paraît difficile de voir dans la Solidarité autre chose qu'une coalition électorale, qui a bénéficié de l'engouement passager d'une région et qui a su profiter admirablement des circonstances pour rompre les cadres artificiels dans lesquels les partis politiques espagnols avaient coutume d'enfermer la fiction du suffrage universel. Mais nous avons peine à croire à une action sérieuse de la Solidarité sur les destinées de l'Espagne. « La Solidarité n'est pas un parti organique, c'est une anarchie cordiale... Les coalitions ne peuvent guère songer à exercer une action efficace que lorsqu'elles se composent d'éléments représentant entre eux une certaine affinité. » (1)

Est-ce le cas pour la Solidarité? Il est bien difficile de le soutenir.

(1) Francisco Grandmontagne, dans un article intitulé: *Los Estados Unidos españoles*, paru dans *El Imparcial* du 1^{er} novembre dernier.

En réalité, la Solidarité n'est pas un parti : ce sont les fragments de trois partis différents, qui ont conclu une alliance momentanée, mais qui, au premier jour, sont appelés à rompre le pacte conclu, peut être même à s'entre-dévorer. On nous objectera, sans doute, la discipline, la cohésion relative dont ont fait preuve jusqu'à ce jour les représentants de la Solidarité catalane. A cela, il nous est facile de répondre que cette cohésion est toute de surface, et que cette discipline est purement apparente. Déjà même, à l'intérieur du bloc solidaire, des craquements se sont faits entendre. Le projet d'administration locale qui vient de venir en discussion devant le Congrès pendant le dernier trimestre de l'année 1907, a mis en lumière les profonds dissentiments qui agitent le camp solidaire.

Il est assez difficile, à l'heure actuelle, de savoir ce que sera, sous son aspect définitif, cette loi d'administration locale, qui, d'ici à sa promulgation, sera certainement très profondément remaniée et amendée. Ce que l'on peut affirmer, en tous cas, c'est que la discussion de cette loi a donné lieu à une véritable scission entre la droite et la gauche de la Solidarité catalane : c'est une première fissure du bloc solidaire. La droite catalaniste, dont le chef est M. Cambó, et qui a pour centre et pour organe la *Lliga Regionalista* et la *Veu de Catalunya*, a adopté, vis-à-vis du projet de loi d'administration locale, une attitude diamétralement opposée à celle de la gauche catalaniste qui est représentée par le *Centre Nacionalista Republicà*, dont l'organe officiel est le *Poble Catalá* et dont les représentants les plus en vue sont MM. Carner et Suñol. Tandis que MM. Carner et Suñol, au nom du groupe qu'ils représentent, déclaraient repousser nettement le projet d'administration locale, M. Cambó, au nom de la droite catalaniste, adoptait une attitude beaucoup moins

intransigeante, et se déclarait prêt à accepter, à titre d'acompte, toutes les réformes que le gouvernement voudrait bien accorder à la Catalogne. Cette entente momentanée entre la droite catalaniste et le gouvernement n'est pas un des incidents les moins piquants de la campagne des solidaires au Parlement.

A l'heure où nous écrivons ces lignes (décembre 1907), les choses en sont là, et il est bien difficile d'entrevoir ce que réserve l'avenir. Le projet d'administration locale est actuellement en suspens et ne reviendra devant les Chambres qu'au début de 1908. En attendant, les solidaires, ou tout au moins le groupe que représente M. Cambó, préparent de nombreux amendements et s'apprêtent à tirer de la loi tout le parti possible.

La rupture entre la droite et la gauche de la Solidarité n'est pas d'ailleurs le seul signe que l'on puisse relever d'une désagrégation prochaine. Tout récemment, dans les premiers jours de décembre, la presse se faisait l'écho de dissentiments qui auraient éclaté entre les représentants de la Solidarité et leurs électeurs. (1) De Barcelone, les électeurs catalanistes viennent d'envoyer à leurs mandataires aux Cortes, députés et sénateurs, une circulaire impérative dans laquelle ils leur rappellent que le premier engagement pris par les représentants de la Solidarité a trait à la loi *des Juridictions*, dont ils ont promis de poursuivre l'abrogation sans trêve ni merci. Or, actuellement, la question de la loi *des Juridictions* semble complètement abandonnée par les sénateurs et députés solidaires qui ont soigneusement évité de mettre sur le tapis cette question brûlante, dans l'espoir, sans

(1) V. le numéro de l'*Imparcial* du 6 décembre dernier.

doute, que le gouvernement leur tiendrait compte de leur discrétion, et se montrerait plus accommodant en ce qui concerne la loi d'administration locale.

Comme on le voit, ce sont là autant de nuages qui s'accumulent dans le ciel jadis si pur de la Solidarité : à l'heure actuelle, l'avenir de la Solidarité nous apparaît donc comme singulièrement incertain. Si la gauche catalaniste persiste dans son attitude intransigeante, si la droite catalaniste, d'autre part, confiante dans les promesses du gouvernement, continue à se laisser absorber par la politique habile du Président du Conseil, il est probable que les carlistes et les républicains ne tarderont pas à reprendre leur liberté d'action, et ainsi sera réalisée la parole prophétique de M. Maura : « La Solidarité n'aura pas de lendemain. »

CONCLUSION

Nous sommes ainsi arrivés au terme de cette étude de la question catalane. Nous voudrions maintenant, en quelques lignes de conclusion rapide, résumer et préciser quelques-unes des idées essentielles énoncées au cours des développements antérieurs.

Nous ne reviendrons pas sur les causes premières du problème catalan, sur les variétés de race, de langue, d'aspirations qui séparent et ont toujours séparé Catalans et Castellans. Nous n'insisterons pas davantage sur la politique souvent brutale de la monarchie castillane, au ^{xvii}^e et au ^{xviii}^e siècles ; sur l'aveuglement de la dynastie autrichienne et des premiers Bourbons, qui n'ont voulu voir dans la Catalogne qu'une province à conquérir, et non pas un peuple qu'il convenait de s'attacher par les liens de l'affection et de l'intérêt. Tout cela appartient aujourd'hui au domaine de l'histoire et il ne sert à rien d'y revenir.

Nous nous bornerons donc, dans ces dernières pages, à résumer simplement les grandes lignes du problème catalan, tel qu'il nous paraît se présenter à l'heure actuelle.

Aujourd'hui, les choses sont bien changées. C'est maintenant la Catalogne qui menace : riche, prospère,

ouverte, par la proximité de la France, au grand souffle de la vie européenne, la Catalogne proteste contre la tutelle étroite et soupçonneuse dans laquelle la maintient la Castille. En face des revendications catalanes, la Castille hésite, tergiverse, ne peut se décider à prendre une attitude ferme et définitive : tantôt elle semble céder, et, dans le seul intérêt de l'industrie catalane, elle établit des tarifs douaniers que les conservateurs les plus protectionnistes s'accordent à reconnaître comme extravagants ; tantôt au contraire, elle adopte une attitude intransigeante et réprime avec rigueur les moindres symptômes d'agitation catalaniste, au moyen de mesures aussi condamnables que la loi *des Juridictions*.

Le grand tort du gouvernement espagnol, au moins jusque dans ces derniers temps, a été de n'avoir pas voulu reconnaître l'existence d'une question catalane. Aujourd'hui, il semble que le gouvernement se soit rendu compte qu'il faisait fausse route. Le projet de loi d'administration locale de M. Maura, s'il est, comme on peut l'espérer, fortement amendé dans un sens libéral, est susceptible d'atténuer, dans une certaine mesure, l'acuité du problème catalan.

En somme, et réduite à sa plus simple expression, la question catalane nous apparaît, à l'heure actuelle, sous deux aspects différents : sous la forme de revendications économiques et sous la forme de revendications politiques.

Résumons rapidement ces deux points de vue :

1°) *Point de vue économique.* — A ce point de vue, les revendications catalanes n'ont jamais varié : elles se sont toujours manifestées sous forme de campagnes acharnées en faveur du protectionnisme. Sur ce terrain,

d'ailleurs, le gouvernement espagnol, dans un intérêt politique, leur a presque toujours accordé satisfaction.

Il est permis de juger assez sévèrement les revendications économiques de la Catalogne. Sans doute, on ne peut nier que le protectionnisme ininterrompu qui inspire, depuis 1892, la politique douanière de l'Espagne, ait favorisé notablement l'éclosion d'une industrie nationale, concentrée presque exclusivement, d'ailleurs, en Catalogne et dans les provinces basques. Par contre, on peut se demander jusqu'à quel point il est équitable de faire supporter par toute une nation le poids d'une protection douanière qui, somme toute, n'est favorable qu'aux intérêts économiques d'une ou de deux régions. Pour les autres provinces espagnoles, les tarifs ultra-protectionnistes votés dans les quinze dernières années se sont traduits par un renchérissement considérable du coût de la vie, qui a augmenté dans une proportion variant entre 25 et 50 o/o. En outre, cette protection douanière, dont la Péninsule s'entoure comme d'une armure, conduit naturellement les nations étrangères à user de représailles à son égard, et à fermer leur marché aux produits espagnols. De telles mesures sont très préjudiciables à l'Espagne qui reste, malgré tout, un pays essentiellement agricole, et qui a besoin d'exporter l'excédent de ses récoltes.

D'ailleurs, il est un principe généralement admis en économie politique: c'est que le protectionnisme — tout au moins un protectionnisme rigoureux — ne doit jamais être qu'une mesure transitoire. On a dit, avec raison, du libre-échange, qu'il était la santé, tandis que le protectionnisme était la thérapeutique. Le protectionnisme est sans doute un stimulant de la production nationale,

mais un stimulant dont il ne faut pas abuser. Une industrie qui ne se soutient qu'à l'aide d'un régime douanier ultra-protectionniste est une charge, pour une nation, beaucoup plus qu'un bienfait. On comprend un régime douanier accordant à la production nationale un léger avantage sur l'industrie étrangère, mais non une barrière fermant presque le marché national à l'importation étrangère, comme le fait actuellement pour l'Espagne le tarif de 1906. Il y a donc lieu d'espérer que le gouvernement espagnol, reconnaissant son erreur, et imposant silence aux réclamations trop intéressées des gros industriels de Barcelone et de Bilbao, abaissera progressivement ses tarifs douaniers qui, dans l'état actuel, risquent de plonger l'Espagne dans un funeste isolement économique.

D'ailleurs, le problème catalan n'est pas seulement un problème économique : il est aussi, il est surtout un problème politique. C'est donc sur ce terrain qu'il faut avoir le courage de l'aborder.

2°) *Point de vue politique.* — Au point de vue politique, les revendications catalanes ont beaucoup varié et varient encore beaucoup. Il est possible cependant de les ramener à quelques principes assez simples. On peut concevoir, en somme, quatre solutions possibles du problème catalan : *le séparatisme, le fédéralisme, l'autonomie et la décentralisation administrative.* Reprenons les l'une après l'autre.

a) *Le séparatisme.* — Les séparatistes représentent, dans le mouvement politique actuel, l'avant-garde du catalanisme, une avant-garde très restreinte d'ailleurs.

On exagère beaucoup en général l'importance du séparatisme catalan. C'est un épouvantail que la presse madrilène s'est toujours complu à agiter bruyamment ;

pour le gouvernement, c'est un prétexte commode pour proclamer à tout instant l'état de siège en Catalogne, et pour y suspendre plus que de juste les garanties constitutionnelles. En réalité, il existe quelques séparatistes en Catalogne (1), et cela suffit pour qu'il nous paraisse nécessaire d'examiner leurs théories, et de les apprécier.

L'argumentation des Catalans séparatistes est la suivante :

« L'Espagne, disent-ils, est en train de se perdre, et nous, nous ne voulons pas périr avec elle. Et comme nous ne voulons pas périr avec elle, nous sommes obligés *de couper les amarres* qui nous rattachent encore à l'Espagne ».

Que penser de ce raisonnement ? Il y a là une comparaison hardie, ingénieuse, susceptible de frapper l'imagination de la foule, mais rien de plus. Tout d'abord, il est à peine besoin de souligner l'égoïsme d'un tel raisonnement, et le bon marché qu'il fait de l'idée de solidarité nationale. Mais allons plus loin : supposons que la Catalogne ait « coupé les amarres » qui la rattachent encore à l'Espagne. Que deviendrait-elle, séparée de la Péninsule ?

(1) En dehors des déclarations toutes récentes de M. Pi y Arsuaga au Parlement, nous citerons le passage suivant, extrait d'une brochure dont nous avons eu l'occasion de parler précédemment : *la Cuestión Catalana*. Ce document, qui émane de fervents catalanistes, reconnaît l'existence en Catalogne de certains éléments séparatistes : « Il y a quelques années, déclare le document en question, nous aurions pu affirmer qu'il n'y avait pas en Catalogne un seul séparatiste : aujourd'hui, il n'en est plus tout-à-fait de même. On a si souvent parlé de séparatisme, à Madrid, qu'on a fini par familiariser quelques-uns de nos compatriotes avec cette idée autrefois inconnue. Mais, à l'heure qu'il est, il s'agit d'une aspiration isolée et platonique, propre à quelques individus. »

Economiquement, elle a besoin pour vivre du marché espagnol. Politiquement, elle ne peut pas — nous l'avons vu — songer à s'ériger en état indépendant, et le jugement porté par Almirall sur le séparatisme reste aujourd'hui encore aussi vrai qu'il y a vingt ans (1).

Si la Catalogne ne peut pas songer à s'ériger en état indépendant, peut-elle songer à se donner à la France ? Pas davantage. Nous ne croyons pas, d'ailleurs, que jamais, en Catalogne, on y ait sérieusement songé. La France, au surplus, voudrait-elle s'exposer aux jalousies et aux complications européennes qu'une telle annexion ne manquerait pas de susciter ? Il est permis d'en douter.

En résumé, le séparatisme nous apparaît comme une solution condamnable, mais il nous apparaît surtout comme une solution irréalisable, et c'est ce qui nous permet de ne pas attacher grande importance aux manifestations isolées dont les provinces catalanes ont pu parfois être le théâtre.

b) *Le fédéralisme.* — L'organisation fédérative de la nation espagnole est une aspiration commune au parti qui s'intitule « fédéral » et au parti régionaliste ou catalaniste.

L'un et l'autre aboutissent au fédéralisme, mais en partant de principes différents. Le parti fédéral aboutit à l'organisation fédérative en partant de principes de raison pure : toutes ses conclusions découlent de quelques idées philosophiques, qu'il considère comme fondamentales. Le parti régionaliste, au contraire, part de l'observation de la réalité : dans la réalité, il constate l'existence, à l'inté-

(1) *Supra*, pp. 71 et 72, note.

rieur de cet organisme artificiel qui s'appelle l'état, de diverses sociétés naturelles, les régions, ayant chacune des aspirations variées, et qui résistent instinctivement à toute tentative d'absorption de la part de l'état. Pour donner satisfaction aux aspirations de ces sociétés naturelles, le régionalisme accepte l'organisation fédérative comme le seul moyen de concilier la variété de chacune des parties avec l'unité nécessaire de l'ensemble de la nation (1).

Quel que soit d'ailleurs le point de départ du fédéralisme et du régionalisme, ils aboutissent tous deux au même résultat : l'organisation fédérative de la nation. Or, c'est ce résultat seulement qui nous intéresse et qu'il importe maintenant d'examiner.

Que faut-il donc penser, au point de vue du problème qui nous intéresse, de la solution fédéraliste ? L'Espagne peut-elle songer sérieusement à modifier sa constitution intérieure, à passer du régime unitaire au régime fédératif ?

Pour notre part, nous ne le pensons pas. En théorie, le fédéralisme peut apparaître comme une solution possible et même élégante du problème catalan. Sous un tel régime, la Catalogne, formant un état dans l'état, jouirait pleinement de l'autonomie à laquelle elle aspire. Mais en pratique, c'est une solution que nous ne croyons pas réalisable, et voici pourquoi : malgré tous les arguments des auteurs catalanistes, il nous semble que, pour un état, passer de la forme unitaire à la forme fédérative,

(1) Les différences fondamentales qui séparent la doctrine fédéraliste et la doctrine régionaliste se trouvent très nettement indiquées dans l'ouvrage de M. Durán y Ventosa, intitulé : *Regionalisme y Federalisme*. Barcelona, 1905.

constituerait, non pas un progrès, mais un recul, et même une véritable déchéance. Il nous semble qu'une nation qui a réussi, comme l'Espagne — et au prix de quelles peines ! — à réaliser son unité intérieure, ne peut songer, sans se diminuer, sans déroger, à détruire volontairement cette unité. Le morcellement de la souveraineté, que suppose toujours la forme fédérative, entraîne forcément une diminution de forces pour l'ensemble de la nation. Or, est-ce bien le moment de s'affaiblir pour l'Espagne, qui songe sérieusement aujourd'hui à secouer la torpeur qui l'avait si longtemps engourdie, qui vient, tout récemment, de voter le principe de la reconstitution de sa puissance navale, qui aspire, en un mot, à reprendre sa place dans le concert des grands états européens ? Il ne le semble pas. Ce qui manque surtout à l'Espagne, ce qui lui a toujours manqué, c'est un sentiment plus vif de l'idée de patrie, de l'idée d'unité et de solidarité nationales. Est-ce donc par le morcellement fédératif que l'on pense arriver à fortifier ce sentiment ?

La transformation intérieure à laquelle aspirent les catalanistes ne peut invoquer en sa faveur aucun précédent historique. Jamais il n'a été donné de voir une nation, constituée sous la forme unitaire, passer délibérément sous la forme fédérative. L'unité implique la force, la résistance, la lutte pour la vie qui existe pour les nations comme pour les individus. La forme fédérative suppose toujours une certaine faiblesse, un manque de cohésion, un individualisme souvent excessif. Ces tendances ne sont déjà que trop développées au sein de la nation espagnole : il serait souverainement imprudent de les reconnaître et de les consacrer.

Au reste, beaucoup d'auteurs, aujourd'hui, ne sont pas éloignés de voir, dans le régime fédératif, une forme

d'état purement transitoire, destinée simplement à acheminer les nations vers la forme plus parfaite de l'unité. Et, de fait, il est certain que l'on peut relever, de nos jours, au sein des états fédéraux, une tendance très visible vers l'unité. Aux États-Unis, l'intervention du pouvoir fédéral dans les affaires intérieures des États devient chaque jour plus fréquente. Le même mouvement vers l'unité semble également se dessiner en Suisse. (1) Comment, devant de tels exemples, l'Espagne pourrait-elle songer à briser son unité intérieure pour édifier, sur ses ruines, les cadres fragiles d'une organisation fédérative ?

Nous repoussons donc formellement la solution fédérative, chère à beaucoup de catalanistes. Nous avons beau faire, il nous est impossible de voir un progrès dans la transformation d'un état unitaire en état fédératif ; bien au contraire, nous serions fortement tentés d'y voir les symptômes d'une décadence et d'une désagrégation prochaines.

c) *L'autonomie*. — Cette solution consisterait à concéder à la Catalogne l'autonomie qu'elle désire, tandis

(1) On lit dans *Le Temps* du 11 décembre dernier : « Le nouveau projet de Code civil suisse, destiné à unifier la législation de droit civil des différents cantons suisses, a été soumis au vote définitif des deux Conseils de l'Assemblée fédérale. Au Conseil national, le projet a été adopté à l'unanimité de 153 votants ; au Conseil des États, à l'unanimité de 42 votants. Dans les deux Chambres, le président a relevé l'importance de cette grande œuvre nationale pour la Suisse. »

Commentant cette codification, *El Imparcial* de Madrid, dans son numéro du 11 décembre, s'exprimait ainsi : « L'acte important réalisé par les Chambres suisses ne peut être que le résultat d'une évolution vers l'idée de cohésion et d'unité nationales. Les Suisses n'ont pas voulu seulement simplifier leur législation pour supprimer des difficultés et des conflits continuels dans la vie civile ; ce qu'ils ont voulu surtout, c'est renforcer le sentiment national. »

que les autres régions de la Péninsule continueraient à vivre sous le même régime politique que par le passé.

Une telle solution, à n'en pas douter, serait vue avec faveur par la grosse majorité de l'opinion publique catalane. Il ne faut pas, en effet, se laisser impressionner par les protestations de dévouement que les représentants de la Solidarité prodiguent depuis quelque temps aux autres provinces espagnoles. Comme le disait dernièrement un journal catalaniste, la Catalogne est, d'ores et déjà, « divorcée » moralement de la monarchie espagnole, et le but suprême des revendications catalanistes reste toujours, après comme avant la constitution de la Solidarité, la reconnaissance de l'autonomie « intégrale » de la Catalogne. Le sort des autres régions n'offre, aux yeux des purs catalanistes, qu'une importance secondaire. Aussi accepteraient-ils volontiers, en faveur de la région catalane, un régime politique autonome qui relâcherait, sans les rompre, les liens étroits qui unissent la Catalogne à la monarchie espagnole.

Cette solution est-elle possible? Nous ne le croyons pas. La Catalogne réclame l'autonomie. Fort bien. Mais il est permis de se demander tout d'abord si elle réunit les qualités requises pour obtenir et conserver cette autonomie. Or, à cette question, il est difficile de répondre par l'affirmative. Sans doute, il est juste de reconnaître que la Catalogne est sensiblement plus avancée que les autres provinces du royaume au point de vue de la maturité de l'esprit public, mais elle est bien loin encore de posséder cette expérience de la vie politique, cette éducation civique, indispensables aux peuples qui aspirent à se gouverner par eux-mêmes. Quand on parle de la Catalogne, la pensée se reporte presque toujours sur la province de Barcelone, riche et prospère, largement ouverte

à la vie intellectuelle, favorable à toutes les idées de liberté et de progrès. Mais on oublie que, parmi les quatre provinces catalanes, une au moins, celle de Lérida, est aussi pauvre que la plus pauvre des provinces de Castille, et qu'elle est, notamment, l'une des régions de la Péninsule qui compte le plus grand nombre d'illettrés. Cette indigence économique et intellectuelle d'une notable partie de la Catalogne abaisse sensiblement le niveau moyen de l'ensemble, et montre combien la Catalogne est loin encore d'être à la hauteur de ses prétentions politiques.

Supposons, néanmoins, réalisées les aspirations autonomistes de la Catalogne; admettons que le gouvernement de Madrid, dans le but d'éviter de graves complications intérieures, se décide à lui octroyer l'autonomie politique qu'elle réclame. Ne voit-on pas d'ici le concert de récriminations que ne manquerait pas de soulever, dans toute l'Espagne, la concession d'une telle faveur? La Navarre, Majorque, Valence, les provinces basques, dont la « personnalité historique » est certainement aussi vivante que celle de la Catalogne, ne manqueraient pas de protester, et réclameraient, elles aussi, leur émancipation de la tutelle castillane.

Non, la Catalogne n'a pas droit à un régime de faveur dans l'ensemble des régions de la Péninsule. Si elle est aujourd'hui plus riche et plus vivante que la plupart des provinces espagnoles, c'est — nous l'avons montré — un peu et beaucoup peut-être à ces mêmes provinces qu'elle en est redevable. Il est donc injuste de sa part de tirer argument de sa prospérité présente pour réclamer un régime politique d'exception.

d) *La décentralisation.* — C'est de ce côté, à notre

avis, que l'on pourrait trouver, non pas la solution du problème catalan, mais une amélioration possible des relations de la Catalogne et du pouvoir central. L'Espagne souffre actuellement d'un excès de centralisation, et de ce mal, la Catalogne souffre autant, et peut-être plus encore que toute autre région de la Péninsule : en ce sens, les Catalans ont grandement raison lorsqu'ils affirment que le problème de la Catalogne est le problème de l'Espagne entière. Nous croyons donc qu'une réforme administrative pourrait atténuer, dans une assez large mesure, l'acuité du problème catalan. En Espagne, la tutelle du pouvoir central sur les autorités locales — communales ou provinciales — est absolument intolérable. Elle arrête toutes les initiatives, désarme toutes les bonnes volontés, supprime, en un mot, toute la vie locale. Il faut rompre absolument avec une telle routine. L'ingérence continue du pouvoir central dans les affaires locales paralyse la vie même de l'État : le pouvoir central ne peut pas tout décider, tout contrôler par lui-même ; il doit se décharger d'une partie de la besogne sur les autorités locales. Les autorités communales et provinciales sont beaucoup mieux placées que l'État pour trancher la plupart des questions d'intérêt purement local : bienfaisance, enseignement primaire, travaux d'intérêt local, etc. Il convient donc d'augmenter leurs attributions administratives, et, pour que ces attributions ne restent pas lettre morte, il faut leur donner les moyens de les remplir, c'est-à-dire les pourvoir d'un budget raisonnable et autonome.

Il n'est donc nullement besoin, à notre avis, d'une décentralisation politique pour conjurer le conflit catalan. Une simple décentralisation administrative peut suffire, à condition toutefois qu'elle soit large et sincère. Le gouvernement espagnol semble d'ailleurs être entré franche-

ment dans cette voie, et il y a tout lieu d'espérer que la loi d'administration locale, actuellement en discussion, constituera un remède efficace contre la centralisation excessive dont souffre aujourd'hui l'Espagne entière, et particulièrement la Catalogne.

Il ne faut pas cependant se bercer d'illusions : il serait puéril d'attendre, d'une simple mesure législative, la solution complète et définitive d'un problème aussi ancien et aussi complexe que le problème catalan. Le conflit ne sera jamais entièrement aplani, tant que ne règneront pas, en Catalogne et en Castille, une commune bonne volonté, une confiance réciproque et un égal désir de s'entendre. La presse quotidienne, catalaniste ou madrilène, qui, par la violence de ses polémiques, a contribué pour une large part à envenimer le conflit catalan, se doit à elle-même de travailler désormais à cette œuvre d'apaisement national.

En somme, tout le monde a sa part de responsabilité dans l'acuité présente du problème catalan. A Madrid, on a eu tort de ne voir dans le catalanisme qu'une tendance séparatiste et dans la Catalogne qu'une province révoltée, qu'il importait de faire rentrer dans l'ordre, sans même entendre ses réclamations. A Barcelone, on a eu tort, également, de donner aux revendications régionalistes une forme exagérée et injurieuse, parfois, pour le patriotisme castillan. Les conseils de prudence et de modération n'ont pourtant jamais fait défaut aux Catalans : témoin ceux que leur donnait, dès 1843, le philosophe Balmes, un Catalan qui, par ses mérites, honora également l'Espagne et la Catalogne. Ses paroles sont encore aujourd'hui pleines d'actualité, et elles formeront la conclusion naturelle de cette étude sur la question catalane :

« Sans rêver à d'absurdes projets d'indépendance, injustes en eux-mêmes, irréalisables par suite de la

situation de l'Europe, condamnés d'avance par le bon sens, infructueux d'ailleurs et dangereux quant à leurs résultats; sans songer à fomenteur un provincialisme aveugle qui oublie trop souvent que la Catalogne est unie au reste de la monarchie; sans perdre de vue que les Catalans sont aussi espagnols, et qu'ils participent forcément, pour une large part, à la prospérité ou aux malheurs de la nation; sans se laisser aller à la vaine illusion de croire qu'il est possible de briser l'unité nationale commencée sous le règne des Rois Catholiques, continuée par Charles-Quint et sa dynastie, achevée par l'importation de la politique centralisatrice de Louis XIV et par l'avènement au trône de la Maison de Bourbon; affirmée par l'immortel soulèvement de 1808 et la guerre de l'Indépendance, développée par l'esprit de notre époque et sanctionnée par les principes et systèmes des législations et coutumes des autres nations européennes; sans égarer la Catalogne dans un de ces chemins périlleux où elle risquerait fort de se perdre, on peut concevoir, on peut fomenteur un certain provincialisme légitime, prudent, judicieux, conciliable avec les grands intérêts de la nation et susceptible de la sauver des dangers qui la menacent, de la même manière que la famille veille sur ses propres intérêts, sans désobéir aux lois et sans préjudicier au bien de l'Etat. »

Vu: *Le Président de la Thèse*,
MOYE.

Montpellier, le 6 février 1908.

Vu: *Le Doyen*,
VIGIÉ.

Vu et permis d'imprimer :
Montpellier, le 6 février 1908.

Le Recteur,
Ant. BENOIST.

BIBLIOGRAPHIE

En langue française, les seuls documents dont nous ayons pu faire état, au cours de cette étude de la question catalane, sont généralement des articles de revue, notamment :

De M. Angel MARVAUD, deux articles parus dans les *Annales des Sciences politiques* (15 mai 1906 et 15 mai 1907), qui portent respectivement pour titre : *Douze ans de relations économiques avec l'Espagne* (1892-1904) et *La politique douanière de l'Espagne* (1816-1906).

De M. MARVAUD également, un article paru dans les *Questions Diplomatiques et Coloniales* (16 juin 1907) intitulé : *Un aspect nouveau du catalanisme. La Solidarité catalane.*

Dans la même revue, un article de M. Charles DAVID : *Les élections espagnoles. Faillite des libéraux* (16 mai 1907), et un autre de M. J. FRANCONIE : *La situation financière et économique de l'Espagne* (1^{er} mars 1907).

Dans le *Courrier Européen*, divers articles de M. MARVAUD, notamment dans les N^{os} du 10 août 1906, 19 avril 1907, 10 mai 1907.

Dans la *Revue Bleue*, une série d'articles de M. DESDEVISES DU DÉZERT (N^{os} du 25 juin 1904, 16 décembre 1905, 21 avril 1906, 16 juin 1906, 13 juillet 1907).

A citer, enfin, une petite brochure de M. Georges NORMANDY,

éditée tout récemment par la *Bibliothèque régionaliste*, et intitulée *La Question catalane*. Paris, 1908.

En langue castillane et catalane, la bibliographie est beaucoup plus abondante. Voici les principaux auteurs auxquels nous avons eu recours :

ALTAMIRA. — *Historia de España y de la civilización española*. 3 volumes. Barcelona, 1900-1902-1907.

OLIVA Y MILÁ. — *Historia de Catalunya*. Villanueva y Geltrú, 1901.

BALARI Y JOVANY. — *Orígenes históricos de Cataluña*. Barcelona, 1899.

ROMANI Y PUIGDENGOLAS. — *Antigüedad del regionalismo español*. Barcelona, 1890.

ESTASÉN. — *Cataluña*. Barcelona, 1900.

Memoria en defensa de los intereses morales y materiales de Cataluña, presentada á S. M. el rey D. Alfonso XII, en 1885.

ALMIRALL. — *El Catalanismo*, edición en lengua castellana. Barcelona, 1902.

Missatge á la Reyna Regenta. 1888.

FARNÉS. — *La revindicació del llengatje en la ensenyansa primaria*. Barcelona, 1891.

PICÓ Y CAMPAMAR, Y DE PEREDA. — *Discursos llegits en la festa dels Jochs Florals*. Barcelona, 1892.

TORRAS Y BAGES. — *La Tradició catalana, estudi del valor etich y racional del regionalisme catalá*. Barcelona, 1892.

Deliberacions de la primera assamblea general de delegats de la Unió catalanista tinguda á Manresa, en lo mes de mars de 1892. 2^a edició, Barcelona, 1900.

Deliberacions de la segona assamblea general de delegats de la Unió catalanista tinguda á Reus, en lo mes de maig de 1893. Barcelona, 1895.

PRAT DE LA RIBA, Y MONTANYOLA. — *Compendi de la doctrina catalanista.* Sabadell, 1894.

OLIVER. — *La Cuestión regional.* Palma de Mallorca, 1899.

FRANQUESA Y GOMIS. — *Los conflictos d'Espanya y lo catalanisme.* Barcelona, 1899.

MAÑÉ Y FLAQUER. — *El regionalismo.* Barcelona, 1900.

GRAELL. — *La Cuestión catalana.* Barcelona, 1902.

Discursos del Dr Robert. Legislatura de 1901. Barcelona, 1902.

Deliberacions de la assamblea general de delegats de la Unió catalanista tinguda á Barcelona, en lo mes de maig de 1904. Barcelona, 1904.

DURÁN Y VENTOSA. — *Regionalisme y Federalisme.* Barcelona, 1905.

DOMENECH Y MONTANER. — *Estudis politics.* Barcelona, 1905.

PRAT DE LA RIBA. — *La Nacionalitat catalana.* Barcelona, 1906.

PRAT DE LA RIBA. — *Corts catalanes.* Barcelona, 1906.

Discursos contra la ley de las Jurisdicciones en el Senado y el Congreso. Barcelona, 1906.

La Cuestión catalana. Los senadores y diputados al pais. Lérida, 1906.

SALVADOR CANALS. — *La solidaridad catalana*. Madrid, 1907.

Catalunya à Valencia. Barcelona, 1907.

Aux ouvrages précités, il convient d'ajouter les nombreux articles sur la question catalane et la politique intérieure de l'Espagne, publiés dans les cinq ou six dernières années par l'excellente revue madrilène *Nuestro Tiempo*, que dirige M. Salvador Canals. (Voir notamment les numéros de janvier 1902, décembre 1902, février 1903, mai 1903, 10 décembre 1905, 25 décembre 1905, 10 mars 1906, 25 mars 1906, 10 juillet 1906, 25 avril 1907, juillet 1907.)

Pour compléter cette liste, nous citerons enfin les articles de fond que la presse madrilène consacre presque quotidiennement à la question, en particulier, *El Imparcial*, *El Heraldo de Madrid* et *El Liberal*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5

PREMIÈRE PARTIE

Historique de la question catalane

CHAPITRE PREMIER. — Castille et Catalogne au Moyen âge. — La formation de l'hégémonie castillane et la décadence de la Catalogne.....	13
CHAPITRE II. — La politique générale de la Castille au xvi ^e et au xvii ^e siècles et la ruine des libertés catalanes.....	28

DEUXIÈME PARTIE

Le réveil de la Catalogne et la formation du catalanisme

CHAPITRE PREMIER. — La Renaissance économique.....	39
CHAPITRE II. — La Renaissance littéraire.....	53
CHAPITRE III. — La Renaissance politique.	
§ I ^{er} . — Fédéralisme et catalanisme.....	59
§ II. — Le <i>Centre Català</i> et le <i>Mémoire des Injures</i> . — Le Particularisme d'Almirall.....	65
§ III. — La <i>Lliga de Catalunya</i> et le <i>Message à la Reine Régente</i> . — La Catalogne et la promulgation du code civil.	75
§ IV. — L' <i>Unió Catalanista</i> et les <i>Bases de Manresa</i>	79
§ V. — La diffusion du catalanisme.....	86

TROISIÈME PARTIE

L'Aspect actuel de la question catalane

CHAPITRE PREMIER. — Le point de vue économique de la question catalane	93
CHAPITRE II. — Le côté politique de la question catalane	102
CHAPITRE III. — La Solidarité catalane.	
§ I ^{er} . — Les origines de la Solidarité : le <i>pronunciamento</i> du 25 novembre 1905 et la loi des <i>Juridictions</i>	111
§ II. — Le triomphe de la Solidarité catalane	116
§ III. — La Solidarité au Parlement. — L'avenir de la Solidarité.	124
CONCLUSION	136
BIBLIOGRAPHIE	151
